



CRISE

ANALYSE DE LA SECONDE CRISE GÉNÉRALE DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

JUILLET 2023 - n°24

- Cités des banlieues françaises :
2005 l'explosion, 2023 l'implosion (page 3)
- Chronologie des principaux faits
des émeutes de juin-juillet 2023 (page 12)
- Les émeutes de la mi-2023 : une décompression
psychique dans un mode de production capitaliste
en crise (page 25)
- L'affaire Nahel et la question juridique
du refus d'obtempérer (page 40)
- Le PCF(mlm) sur la révolte
des cités de banlieue en 2005 (page 46)
- Quelques paroles de la B.O.
de Ma 6-T va crack-er (page 87)

ÉDITORIAL

Ce numéro de Crise est réalisé près de trois mois après le précédent : ce rythme de publication s'impose à nous, de par le fait que ce sont les battements de la crise générale du capitalisme que nous cherchons à refléter le plus fidèlement possible.

Dans cet état de fait et d'esprit, ce numéro met l'accent sur les émeutes ayant éclaté fin juin et début juillet 2023 en France suite à la mort du jeune Nahel à Nanterre, tué par un policier lors d'une interpellation pour un délit routier. C'est un aspect de plus de l'isolement et de la décrépitude de l'Occident,

Plus précisément, notre dense analyse de ces émeutes intervient dans le contexte d'une décomposition totale de la société française, alors que le capitalisme s'est imposé dans tous les rapports sociaux. Plus rien ne tient désormais, la société française tourne en roue libre. C'est riche de potentialités, mais également de dangers.

Car notre haine complète et déterminée du capitalisme et de la bourgeoisie n'est pas portée au nihilisme ou à l'anarchisme, et ne doit pas aller en ce sens. Nous, nous sommes du côté du Prolétariat et de la subjectivité révolutionnaire.

Aussi, nous voyons les profondes différences entre les émeutes de 2023 et celles de 2005. Ce numéro montre à ce titre tout le sérieux et la profondeur de notre expérience et de notre compréhension de l'histoire des masses. Si les maoïstes en France avaient été les seuls à valoriser 2005, c'est bien parce qu'inversement 2023 apparaît comme son pendant négatif, et inversement. C'est en critiquant 2023 qu'on comprend le sens de 2005.

Ce qui se passe, c'est un processus de maturation historique, et de progrès des consciences. Avec les émeutes de 2023, dans une mesure qu'il reste à étudier, les masses françaises saisissent de manière vertigineuse l'ampleur de la déliquescence. C'est un pas en avant. Le masque tombe : le capitalisme est décadent, la bourgeoisie est décadente, son État est décadent. Il faut qu'un ordre nouveau remplace l'ancien.

Cela montre aussi que c'est une période d'effondrement, où la décomposition emporte tout ou presque, au moyen du consumérisme, du relativisme, du libéralisme, de la fuite dans le grotesque bruyant, informe et insignifiant.

Cela montre toute l'importance d'un travail prolongé et exigeant pour forger la subjectivité révolutionnaire en rupture totale avec la bourgeoisie et le capitalisme, et cela veut dire : placer l'idéologie au poste de commandement ! Cette idéologie est le marxisme-léninisme-maoïsme.

Les discours fantasmés et mollassons sur les « violences policières », le « racisme systémique » et autres élucubrations universitaires n'ont historiquement pas de place. Il ne s'agit pas de réformer le capitalisme, mais d'établir un nouvel ordre. Face à ceux qui tentent de se donner des airs de rebelles pour mieux tenter en fait de sauver le capitalisme en disant mollement : « pas de justice, pas de paix », nous affirmons qu'il faut frapper dur, clamant avec ferveur « pas de paix jusqu'au socialisme, jusqu'au Communisme ! ».

Nous vous appelons à consulter, en Belgique et en France, les sites vivelemaoisme.org et materialisme-dialectique.com. ■

Cités des banlieues françaises : 2005 l'explosion, 2023 l'implosion

La France a pensé que la pandémie était terminée et que le mouvement contre la réforme des retraites était déjà du passé. Et voilà qu'un nouvel aspect de la crise apparaît, avec des émeutes massives à partir des cités de banlieue. Un fait-divers comme il en arrive régulièrement a mis le feu aux poudres : un jeune délinquant au volant d'une grande cylindrée est tué dans une tragique course-poursuite, la police étant débordée, dépassée. C'est que rien ne tient dans une France en roue libre, et dans les cités de banlieue pas moins qu'ailleurs.

Un peu plus de quatre millions de personnes vivent en France dans une périphérie urbaine, composée de grands ensembles de béton. Promiscuité, négation de la culture, pauvreté jusqu'à la précarité, manque de maîtrise de la langue française, absence de formation professionnelle, préjugés féodaux importés des pays d'origine... ces lieux forment un réservoir très utile pour les forces productives du capitalisme. Les gens qui y vivent n'ont en effet pas le choix et doivent accepter de faire tourner le capitalisme dans ses tâches les plus ingrates, dans les emplois les plus instables.

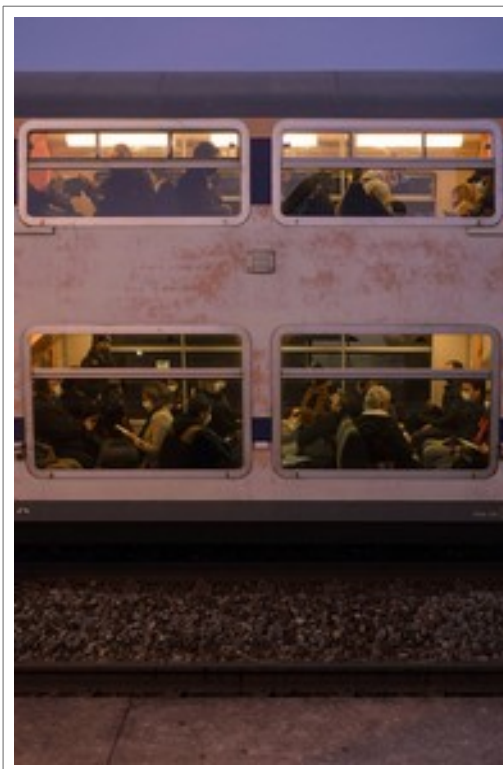
On est ici dans les interstices du capitalisme développé depuis les années 1950, avec son immense capacité d'intégration sociale, culturelle et idéologique. Pour preuve,

les gens qui quittent ces endroits, pour rejoindre la société « normale », sont immédiatement façonnés conformément aux attentes de celle-ci. La légende qui veut qu'on puisse sortir « du ghetto », mais que le « ghetto » reste dans la tête, ne correspond à rien à une époque où le capitalisme accepte n'importe quel comportement, du moment que cela fait tourner la machine.



Il n'y a ainsi pas du tout de racisme qui joue ici et le capitalisme est très content d'avoir des figures venant des cités et qui soient d'origine extra-européenne. En 2023, la question de la couleur du peau n'a aucun sens pour le capitalisme capable de s'élargir dans absolument tous les domaines. Ceux qui se focalisent sur la couleur du peau relèvent d'opérations communautaires visant à « grappiller des points » socialement parlant au moyen d'un levier idéologique-culturel.

De plus, cette question de la couleur de peau masque le vrai problème, à savoir que les immigrés proviennent de pays qui, selon le maoïsme, sont semi-féodaux. Leur démarche individuelle, voire personnelle, est ainsi massivement déformée et ce d'autant plus dans un pays capitaliste développé comme la France. C'est ce qui fait d'ailleurs là également l'intérêt pour le capitalisme. La non-connexion historique au prolétariat français permet en effet un très bas niveau idéologique sur le plan de la lutte des classes et une atomisation massive de travailleurs basculant relativement vite, d'une manière ou d'une autre, dans le lumpenproletariat.



Preuve de tout cela, la moitié des habitations des cités de banlieue relèvent des habitations sociales de type HLM, alors que l'immigration est en France historiquement organisée par en haut. Si ce n'est désormais plus le cas, il y a une véritable décision capitaliste de laisser l'immigration se frayer un vaste chemin, que ce soit par la sécurité sociale systématiquement accordée, les aides et allocations, les absences de contrôle de papier ou de reconduites aux frontières, etc.

Tout est une question de main d'œuvre, dans le cadre de l'exploitation capitaliste. Cependant, le décalage de ces 10 % de la population vivant dans les cités avec le reste du panorama capitaliste est vraiment significatif. Cela provoque des troubles récurrents, ou plus exactement deux troubles majeurs : le premier fut interne, le second externe. On parle ici de 2005 et 2023, avec une révolte massive dans les deux cas.

LA TRANSFORMATION DES CITÉS DES BANLIEUES FRANÇAISES DE 2005 À 2023

Pour les gens n'ayant pas compris les enseignements de Karl Marx dans *Le capital*, le capitalisme c'est le capitalisme et cela s'arrête là. En réalité, le capitalisme ne s'arrête jamais et, entre 2005 et 2023, il a conquis les cités des banlieues françaises. Celles-ci se sont puissamment transformées ; la vie quotidienne en leur sein a été entièrement refaçonée.

En moins de vingt ans, le capitalisme français a révolutionné les cités de banlieue, au point que le département de Seine-Saint-Denis, le fameux 93 qui cumule un nombre très significatif de telles cités, joue le rôle de poumon capitaliste à l'Île-de-France. Le président français Emmanuel Macron a pour cette raison parlé de ce département en le présentant en 2021 comme la « Californie sans la mer » (plus exactement, « Il ne manque que la mer pour faire la Californie »).

Le parallèle est évident : la Californie est aux États-Unis le fer de lance de l'entrepreneuriat moderniste, et les mentalités prévalant dans le 93 rejoignent très largement cette mentalité mercantile, arriviste, commerciale. C'est également le cas, à différents degrés, dans l'ensemble des cités françaises, où ce qui compte, c'est le « bif », l'argent, et il faut en faire le plus rapidement, le plus efficacement possible, afin de sortir d'autant mieux de la situation de précarité. Il est évident qu'on reproduit ici en France le modèle américain, où les ghettos noirs ont été utilisés comme levier pour relancer le capitalisme.



Est-ce à dire qu'avant 2005, le capitalisme n'était pas présent dans les cités des banlieues françaises ? Pas du tout, mais il traversait ces zones seulement. Les gens avaient, dans les cités de banlieue, une mentalité toute autre en 2005 qu'en 2023. Les cités de banlieue vivaient en effet à l'écart du reste de la société. Le rap leur était alors encore un référent culturel spécifique, tout comme les kebabs. Désormais, le rap et les kebabs sont totalement intégrés au panorama de la société française, et leur origine est tout à fait connue et ne pose aucun problème.

Cette question du kebab est assez exemplaire du rapport au temps, par ailleurs. Avant 2005, le temps, si l'on veut, progressait encore lentement, dans un esprit encore celui des années 1990. Le kebab était une sorte de luxe partagé entre amis, à l'écart, dans une marginalité assumée, contrairement à la consommation rapide et goinfre d'après 2005. La pesanteur était la règle avant 2005 et il y avait encore les histoires, pour généraliser un exemple récurrent, d'une génération décédée en raison de l'héroïne et d'un vieux sage faisant office de philosophe local. Dans les cités avant 2005, il y avait un certain fil conducteur, comme partout en fait, avant le capitalisme en mode turbo n'individualise résolument chaque aspect de la vie.

Les gens dans les cités de banlieue faisaient, qui plus est, une cible de choix pour le capitalisme en mode accéléré. Avant 2005, les gens vivaient à leur occupation, avec des emplois peu commodes, ardues, épuisants. On vivait mal, dans les cités de banlieue, mais on le savait et dans la tête, il y avait le rêve de partir. Ce rêve s'est réalisé entre 2005 et 2023, mais par le capitalisme.



Le capitalisme a réussi à proposer le rêve de devenir footballeur (avec les millions allant avec), happant les rêves de jeunes et surtout de leurs parents littéralement fanatisés. Le trafic de drogues s'est généralisé et les mafias se sont structurés à un niveau professionnel, sur le tas, au moyen de l'ultraviolence. Les cités elles-mêmes sont devenues, autant que possible techniquement, des lieux de vente.



Avec la généralisation de la vente de drogues, on doit parler d'enclaves exigeant une main-mise concrète des mafias sur le plan de l'organisation de la vie quotidienne. C'est une expression capitaliste. Le trafic de drogues représente bien en France une somme colossale : quatre milliards d'euros (dont un peu plus du tiers pour le cannabis et un peu moins pour la cocaïne).

D'où l'existence d'autour 4 000 points de deal, avec 21 000 personnes travaillant à plein temps, 240 000 personnes ayant leur revenu lié à différents niveaux à ce trafic. Cette situation pose un énorme dilemme à l'État. D'un côté, il se verrait bien profiter de l'esprit capitaliste des cités de banlieue. De l'autre, légaliser le trafic pour le cannabis irait de paire avec l'effondrement des revenus pour ces dizaines et des dizaines de milliers de personnes vivant d'une activité purement illégale.

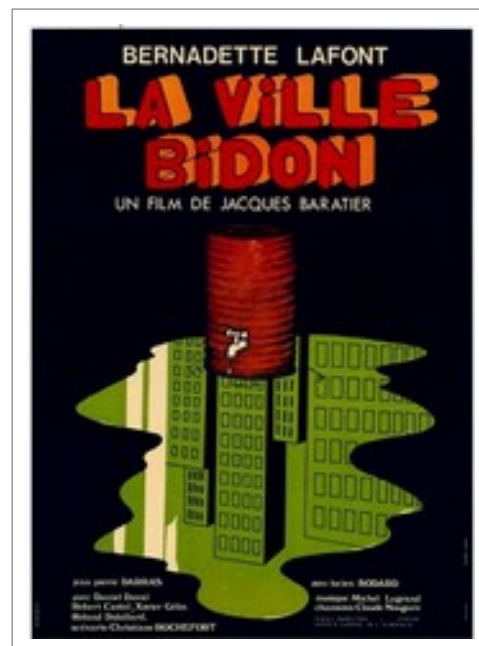
Pour poser le problème plus directement en rapport avec 2005 et 2023 : en 2005, on devait parler de zone non-droit pour les cités où les gens vivaient sur le tas, en 2023 on doit parler d'un droit alternatif, car ce sont les mafias qui décident d'une partie de la vie de tous les jours. Et l'État s'aperçoit qu'il ne peut plus opérer, car les cités de banlieue forment des contre-sociétés, parfois d'une vaste dimension tels Centre Nord à Marseille et Roubaix Nord, où l'on trouve 50 000 habitants à chaque fois. La bourgeoisie regarde souvent cela avec angoisse et le thème des « territoires perdus de la République » revient souvent sur le tapis.

Il est cependant trop tard, car les cités de banlieue étaient et sont bien une composante du tissu productif français. Il n'y a pas le capitalisme florissant et propre à Paris sans le capitalisme hideux et agressif des cités de la banlieue française. Il y aurait beaucoup à dire sur ce phénomène historique, qui reste vraiment propre à la France dans ses modalités. Car si le même phénomène existe dans les autres pays d'Europe occidentale, qu'on retrouve les mêmes fondamentaux, la même marginalisation suivie de la même intégration... En France, la tension reste prédominante malgré tout.



Historiquement, les cités des banlieues françaises faisaient office de cités-dortoirs. Leur construction se fonde sur les besoins en logement dans le cadre des « trente glorieuses », les décennies 1950-1960-1970 qui furent marquées par une croissance effrénée. Il va de soi qu'une immense spéculation immobilière a été au cœur de ce processus de constructions à travers tout le pays ; on en trouve une présentation relativement intéressante dans la film de 1976 *La ville bidon* de Jacques Baratier.

L'immigration joua un rôle important comme vecteur de main d'œuvre, et ces cités répondaient également à leur accueil nécessaire, alors que dans les années 1950-1960, on trouve encore de nombreux bidonvilles en France, notamment autour de Paris.



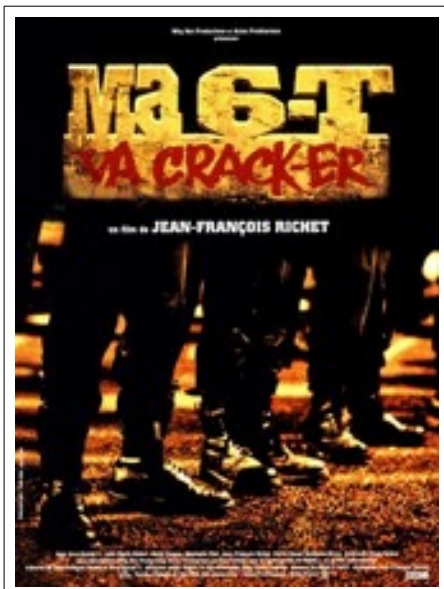
Les immigrés ne vinrent ainsi pas de manière individuelle : ce sont les employeurs qui organisaient les voyages, alors que les États (français comme de départ) s'occupaient administrativement et politiquement de l'encadrement de la démarche. L'utilisation du personnel religieux à ce niveau a toujours un grand rôle pour la surveillance et le contrôle des émigrés, du point de vue des pays de départ. Et l'immigration a pu également venir de territoires français où la colonisation fut maintenue, comme avec la Martinique et la Guadeloupe où l'émigration est structurée à partir des années 1950 au moyen du bumidom (Bureau pour le développement des migrations des départements d'outre-mer).

Avec le formidable développement du capitalisme à partir de 1990 – avec l'intégration de la Chine dans le marché mondial et l'effondrement du bloc dominé par le social-impérialisme soviétique – les cités de banlieue ont connu ainsi un choc, celui de l'irruption dans une réalité prolongée. C'est cela, la base de la différence de substance entre les embrasements de novembre 2005 et juin 2023.

LES ÉMEUTES DE 2005

En un sens, les émeutes de novembre 2005 ont été une vraie tentative de mettre fin à la passivité dans laquelle les masses françaises étaient étouffées depuis le milieu des années 1990. Pour qui a vécu cette époque, il faut mesurer la délivrance enthousiasmante qu'a initialement été ce soulèvement. Le capitalisme se relançait massivement, les gens étaient résolument pris dans leur vie quotidienne, avec une confiance et une prétention ignobles. Le nombre de révolutionnaires commençait à s'effondrer dans tout le pays, alors que c'était l'émergence d'une post-gauche populiste, d'esprit associatif, alter-mondialiste, se développant à l'ombre d'une gauche gouvernementale triomphante.

Et là, dans ce panorama sordide de quiétude capitaliste complète, il y avait l'explosion de 2005, avec un esprit de confrontation marqué. Quelle était la situation ? Les banlieues étaient alors des endroits à l'écart dans l'imaginaire de la grande majorité des gens. Inversement, il était absolument clair pour ceux y vivant ou y étant reliés d'une manière ou d'une autre que les choses allaient craquer.



C'est l'arrière-plan du film de 1997 *Ma 6-T va crack-er*, qui annonçait sur un mode révolutionnaire, insurrectionnel, un soulèvement à venir. Le rap se développait alors encore, restait sulfureux et la bande originale du film devint mythique avec ses appels à la rébellion. Las ! Depuis, le réalisateur du film, Jean-François Richet, qui avait pourtant réalisé *État des lieux* en 1995 également dans une même perspective révolutionnaire, ainsi que monté le label musical « Cercle rouge », a rejoint le cinéma commercial et la bourgeoisie. Il en va de même pour Mathieu Kassowitz, qui avait obtenu un grand succès avec *La Haine* (1995), porteur d'un espoir d'unité sociale, d'une affirmation contestataire.

Mais en 2005, tout apparaissait pourtant possible, avec ces émeutes au goût de soulèvement. C'était une révolte contre une chape de plomb. C'était l'expression naturelle du besoin de rupture porté par le prolétariat, contre l'État bourgeois, contre la routine aliénante du 24/24h du capitalisme des métropoles et contre les mensonges de la Gauche réformiste, notamment celle s'appuyant sur le syndicalisme. Si l'on regarde bien, les cités des banlieues françaises, à commencer par celles de la banlieue parisienne, étaient devenues le point de fixation central des contradictions de la société française, assumant ainsi être un front particulièrement remarqué de la lutte des classes.

D'ailleurs, l'ensemble des partis politiques français étaient terrorisés, l'irruption de la violence a eu un effet traumatisant sur la bourgeoisie. Le débordement était massif et assumé de la part des jeunes émeutiers, qui savaient très bien qu'ils avaient en face... tout le reste de la société, ou presque. Le PCF(mlm), qui venait d'émerger, s'est en ce sens précipité pour ajouter de l'huile politique sur le feu populaire. Ce qui était en jeu, c'était l'affirmation de la guerre du peuple !



Il faut avoir à l'esprit que les émeutes de 2005 commencent le 27 octobre 2005... mais que la Ligue Communiste Révolutionnaire ne prit aucune position avant le 8 novembre, en réaction à l'instauration de l'état d'urgence ! Ces « révolutionnaires » étaient sous la table, comme toute l'extrême-gauche par ailleurs. Il fallait assumer la violence sociale de portée révolutionnaire, et cela seul le maoïsme pouvait le faire.

Malheureusement, il n'en est rien resté. L'alternative portée par les cités de banlieue dans leur démarche est restée limitée à un secteur du prolétariat. Dans son ensemble, celui-ci a regardé le phénomène comme une sorte de bizarrerie.

Ils ont en cela suivi les média qui ont tout fait, bien entendu, pour réduire ce soulèvement à la dimension d'un « fait divers », faisant suite à la mort de deux jeunes adolescents s'étant enfui dans le cadre d'une arrestation policière menée brutalement à l'aveugle et sur le tas. Les médias ont également tout fait pour borner l'analyse en l'amenant à se porter sur la dimension « musulmane » des émeutiers et du contexte, ces émeutes ayant commencé durant le mois de ramadan, et s'étant aggravées suite à un tir de grenade lacrymogène dans un local servant de mosquée.

Toutefois, malgré leur propagande contre-insurrectionnelle attendue, les médias n'ont pas eu en réalité besoin de faire vraiment l'essentiel du travail de sàpe. Les agents du capitalisme français dissident qui parasitaient jusque-là les quartiers populaires ont très bien joué ce rôle, en commençant d'abord par se taire. Ils n'ont de fait absolument rien exprimé avant que l'État bourgeois ne prenne l'initiative de la répression, et qu'une fois le soulèvement se heurtant à celle-ci, il apparaissait possible de parler de manière vaguement solidaire de la révolte sans plus craindre l'embrasement général.

Puis, la révolte passée, les agents du capitalisme ont réfuté toute analyse de portée historique pour se focaliser sur un aspect seulement. Ce fut la force et l'immense faiblesse historique du « Mouvement pour l'immigration et les banlieues ». Le MIB, qui se présentait comme le « syndicat des quartiers », assumait une image puissamment révolutionnaire et contestatrice, mais en promouvant en réalité un accompagnement du capitalisme à l'américaine. Autrement dit, la dimension communautaire, pour ne pas dire communautariste, l'emportait toujours.



Ce mouvement laissa au bout d'un temps la place aux « Indigènes de la République », qui assumèrent ouvertement le refus de tout rapport avec la Gauche et tout patrimoine révolutionnaire. La petite-bourgeoisie d'origine immigrée avait réussi à s'appropriier ici toute une aura « contestataire », en se présentant comme le fer de lance d'une lutte « décolonisatrice », en réalité clairement ethno-différentialiste, anti-universaliste, anti-communiste.

Si on ajoute à cela l'avancée de l'Islam, notamment sous l'action des pays arabes pétroliers et gaziers, on comprend comment le patrimoine de 2005 a été vaporisé alors que la société de consommation se renforçait parallèlement comme jamais.

LES ÉMEUTES DE 2023

Il y a un forcément un aspect dérangeant dès lors que l'histoire vient à se répéter. Et de fait, l'histoire ne se répète pas, du moins jamais sous la même forme. Autant la révolte de 2005, malgré ses faiblesses intrinsèques, avait une dimension révolutionnaire qui se posait d'elle-même, autant 2023 apparaît comme une révolte d'emblée décevante, une zombification de la révolte.

Cela tient à l'échec de 2005. Si 2005 avait donné naissance à quelque chose, alors dans la foulée, pendant pratiquement deux décennies, il aurait été fait un large travail approfondi de conscientisation mené par une avant-garde étendue, qui se serait confrontée de manière toujours plus dure et frontale avec le mode de vie du capitalisme, imposant de nouveaux rapports avec les animaux et la Nature, mettant les femmes aux postes de commandes, rompant toujours plus ouvertement avec les institutions de l'État bourgeois et affrontant les grands monopoles.



Mais ce qui s'est passé depuis 2005, et depuis en fait le début des années 2000 en réalité, c'est une situation qui relève, du moins en apparence, d'une anomalie historique, une anomalie tragique. Il a été analysé dans *Crise* comment le mode de production capitaliste n'aurait pas normalement dû survivre aussi loin.

C'est à ce titre qu'on peut parler si on veut d'un capitalisme zombie, avançant sur le tas, et sombrant dans la décadence, au point même qu'il ne semble même plus être en mesure de porter en France une bourgeoisie nationale capable d'assumer la bataille impérialiste pour le repartage du monde en mettant en place un embrigadement policier des masses sous la botte d'un régime fasciste.



On ne peut pas s'en plaindre, mais cela implique également inversement qu'aucun espace n'a pu être gagné par l'avant-garde révolutionnaire en faveur de la rupture et de nouveaux comportements face à la culture décadente de la bourgeoisie. En fait, l'immense majorité de la bourgeoisie française s'est littéralement alignée, vendue, à l'impérialisme des États-Unis, livrant la société française à une intense lessiveuse turbo-capitaliste américanisant tous azimuts les rapports sociaux.

Au point où nous en sommes, les Français sont quasiment devenus des Américains, c'est-à-dire même pas des Américains, mais des zombies américanisés. Bien entendu, la vie reste néanmoins plus forte, et l'image du zombie permet de comprendre que n'est pas mort ce qui sommeille, et la révolte couve nécessairement au sein même de la métropole du capitalisme.

Les émeutes de 2023 expriment donc cette ambivalence : elles sont le fruit calamiteux de toute la période passée depuis 2005, et dans leur déroulement, elles sont un reflet de la barbarie cannibale qui gagne la société française. Mais elles sont aussi le miroir implacable qui montre aux masses le degré de décadence atteint. Ou bien dit différemment : c'est une claque à la société française.

C'est le paradoxe. Et c'est là qu'il y a une source d'enseignement révolutionnaire.

LES DEUX ENSEIGNEMENTS MAJEURS

Dialectiquement, il y a deux choses à apprendre de la révolte des cités de banlieues de 2023.

Primo, cela rappelle qu'une chose peut se retourner en son contraire. La révolte de 2023 est l'inverse de celle de 2005. Cela veut dire qu'on a un exemple français d'un phénomène positif devenant négatif. Comprendre les tenants et aboutissants de ce renversement ne peut qu'apporter beaucoup de connaissances pour l'Histoire du processus révolutionnaire en France.

C'est particulièrement vrai alors qu'en 2005 la « gauche de la gauche » ne trouvait rien de bien à dire sur la révolte, alors qu'en 2023 elle a dès le départ pris une position se voulant favorable à différents degrés. Si on veut éviter de tomber dans le réformisme, le populisme de cette « gauche de la gauche », il faut comprendre le mouvement dialectique de l'Histoire !

Secundo, cela montre bien que la crise générale du capitalisme commencée en 2020 ne s'exprime pas de manière linéaire, mais qu'elle s'exprime quand même coûte que coûte, cherchant un maillon faible pour être à même de le faire. Cela aussi, c'est très utile, car cela veut dire qu'il faut chercher ce maillon faible à chaque moment d'expression de la crise. On pourra ainsi anticiper les événements et jouer dessus.

Prenons nous à rêver. En 2005, le PCF(mlm) né en 2003 imaginait qu'il pourrait émerger d'une nouvelle période ouverte par 2005. Cela n'a pas été le cas, mais le drapeau du maoïsme a pu être levé. Dialectiquement, pourquoi la révolte de 2023, si négative, ne permettrait-elle pas que se lance ce qui aurait dû commencer en 2005 comme processus révolutionnaire ?

L'Histoire a ses ruses qui tient à son mouvement dialectique, non linéaire. C'est d'autant plus vrai à une époque de décomposition du capitalisme, alors qu'on va à la guerre mondiale de repartage du monde. Plus rien ne tient en place, tout tend à basculer, c'est l'Histoire qui va s'écrire ! ■

Chronologie des principaux faits des émeutes de juin-juillet 2023

Bilan des événements entre le 27 juin et le 4 juillet 2023

	27 /06– 28/06	28/06– 29/06	29/06– 30/06	30/06– 01/07	01/07– 02/07	02/07– 03/07	03/07– 04/07
Interpellations	31	328	875	1311	719	157	75
Forces de l'ordre blessés	24	170	249	79	45	3	-
Incendies	-	2377	3880	2560	871	352	202
Véhicules brûlés	40-50	609	1919	1350	577	297	159
Bâtiments touchés	-	114	492	266	74	34	24

Mardi 27 juin 2023

Dans la matinée, le jeune Nahel M., 17 ans, est tué par un tir policier en tentant de s'échapper, suite à plusieurs refus d'obtempérer et une longue course poursuite. Dans la journée, une vidéo amateur circule depuis un réseau social ; elle est rapidement relayée par les médias et les réseaux sociaux.

On y voit le tir policier et la voiture finir dans le décor. L'interprétation immédiatement donnée est que le jeune a été victime d'un meurtre. Le président de la République Emmanuel Macron, interrogé à ce sujet le lendemain, a notamment déclaré avec des mots très forts :

« Je veux dire l'émotion de la nation toute entière après ce qui est arrivé et la mort du jeune Naël et dire à sa famille toute notre solidarité. Nous avons un adolescent tué, c'est inexplicable et inexcusable. Ce sont des mots d'affection, de peine partagée avec sa famille et à ses proches. La justice a été saisie, je souhaite qu'elle fasse son travail avec célérité, dans le calme qu'elle requiert. »

Europe-Écologie publie le jour même un premier communiqué intitulé « Nanterre : un refus d'obtempérer ne justifie jamais d'être abattu à bout portant ». Il dénonce une hausse des cas de « personnes racisées » tuées par la police dans le cadre de refus d'obtempérer et appelle à revenir sur la loi du 28 février 2017 qui « permet aux policier-es une lecture très discutable quant à l'usage du feu ».

Dans le communiqué « Décès d'un mineur dans un contrôle routier : nous exigeons la vérité et la justice », le **Parti communiste français** « appelle à ce que l'enquête de l'IGPN [la police des polices] établisse dans les meilleurs délais la vérité sur les conditions de l'utilisation de son arme par le policier et à ce que justice soit faite ».

La **France insoumise** publie également le communiqué « Nanterre : Un refus d'obtempérer ne doit pas entraîner la mort ! » dans lequel il est demandé l'abrogation de la loi du 28 février 2017, un changement dans « la doctrine policière, notamment dans le cadre des contrôles routiers. Des situations comme celle de Stains (2021), où des policiers de la BAC surgissent sur le véhicule et tirent dessus en blessant des passagers, ne doivent plus arriver. Des situations comme celle de ce matin à Nanterre ne doivent plus arriver. »

Dans le communiqué « À Nanterre, la police tue aussi », le **Nouveau parti anticapitaliste** « réaffirme la nécessité de désarmer la police au contact de la population ».

Selon **Révolution permanente**, le drame de Nanterre illustre « la politique d'un régime qui lâche de plus en plus la bride aux forces de police, bras armé d'un État prêt à tout pour maintenir l'ordre établi » et fait le constat qu'« en 2006 durant la bataille contre le CPE, celle-ci ne s'était pas faite avec celles et ceux qui s'étaient mobilisés lors de la révolte des banlieues de 2005 suite à la mort de Zyed et Bouna. Pour faire ce lien aujourd'hui, il est essentiel que les organisations du mouvement ouvrier et de la jeunesse se solidarisent de toutes les mobilisations contre ce meurtre et reprennent les revendications des familles des victimes des violences policières, en se mobilisant à leurs côtés. »

Soirée et nuit du mardi 27 au mercredi 28 juin 2023

Première nuit de troubles violents à Nanterre et dans plusieurs communes de l'ouest parisien, avec quelques événements sporadiques dans d'autres grandes villes françaises (Bordeaux, Lille, Roubaix, Creil).

Le député La France insoumise-NUPES Carlos Martens Bilongo vient à la rencontre de jeunes à Nanterre. Encerclé par plusieurs personnes, il est intimidé par des « trace ta route », « je vais te démarrer » (te frapper) puis il se reçoit un coup visiblement de mortier d'artifice sur la tête, le contraignant à quitter les lieux.

Mercredi 28 juin 2023

Le joueur de football Kylian Mbappé publie un message : « J'ai mal à ma France. Une situation inacceptable. Toutes mes pensées vont pour la famille et les proches de Nahel M., ce petit ange parti beaucoup trop tôt ».

Les députés de l'Assemblée nationale observent une minute de silence en mémoire de Nahel M. Des députés de la NUPES se rassemblent et rendent un hommage à Nahel M. devant l'Assemblée nationale avec une pancarte « Justice et vérité pour Nahel M. ».

Dans le communiqué « Nahel, adolescent tué par un policier à Nanterre », le **Parti socialiste** en la voix de son premier secrétaire fédéral Olivier Faure et Roger Vicot son secrétaire à la sécurité affirme que

« ce drame met en lumière l'absolue nécessité de remettre en question la stratégie de contrôle des populations, mais également la formation et le contrôle de la police nationale ».

Pour **la CGT**, le drame de Nanterre doit pousser « les pouvoirs publics à réagir ». Outre la revendication que l'Inspection générale de la police nationale devienne une « autorité administrative indépendante », il est appelé à une réforme de la force publique et l'ouverture de « l'indispensable débat démocratique sur ce service public ».

Pour **la CFDT**, « il faut agir vite » en levant notamment « l'ambiguïté » de la loi de sécurité publique de 2017 et des moyens supplémentaires pour les forces de l'ordre doivent permettre « à rétablir un lien de confiance et de respect mutuel » et refaire des « politiques de la Ville une priorité gouvernementale ».

Soirée et nuit du mercredi 28 au jeudi 29 juin 2023

Dans plusieurs villes et quartiers en France (banlieue parisienne, Amiens, Dijon, Lille, Saint-Etienne, Strasbourg, Clermont-Ferrand, Toulouse) des petits groupes de jeunes très mobiles visent les forces de l'ordre avec des mortiers d'artifice. Ont été visés 27 commissariats, 4 casernes de gendarmerie, 14 commissariats de la police municipale, 8 mairies, 6 écoles, 90 bâtiments publics.

Des pillages de magasins sont également constatés, dans une ambiance anarchique.

À Nanterre, un journaliste filme au téléphone à proximité des troubles violents et enregistre les propos « nique les porcs, mort aux juifs ».

Dans le Val-de-Marne, la prison de Fresnes est attaquée au mortier d'artifice.

Jeudi 29 juin 2023

Dans un long communiqué « Après la mort de Nahel, une colère légitime ! », **Lutte ouvrière** fustige « l'exécution du jeune Nahel », « les délits de faciès, le racisme, les discriminations à l'emploi ». L'organisation ajoute que « pour porter autre chose que l'autodestruction, le vent de révolte doit conduire le camp des travailleurs (...) à s'engager politiquement pour changer la société ».

Le **Nouveau parti anticapitaliste** renouvelle dans la matinée son soutien à une « colère et une révolte légitime », « refuse l'injonction au calme ». Il appelle à la libération des interpellés de la veille, « la nécessité de désarmer la police au contact de la population » et annonce sa participation à la marche blanche du jeudi 29 juin.

Le syndicat étudiant de Révolution permanente, **le Poing Levé**, publie dans la matinée le communiqué « Après le meurtre de Nahel par la police, répondons en masse contre le racisme d'État » dans lequel il est notamment déclaré que « la mort de Nahel rappelle que la violence de ce régime colonial s'exprime

au quotidien dans les quartiers populaires, où la police tue impunément ». L'organisation appelle à rejoindre la marche blanche à 14h à Nanterre.

Eric Ciotti, président du parti **Les Républicains**, publie un communiqué qui « demande le déclenchement sans délai de l'état d'urgence partout où des incidents ont éclaté ». Le député **La France insoumise** David Giraud déclare : « Je n'appelle pas au calme, j'appelle à la Justice. C'est ça l'enjeu, c'est la Justice. Les appels au calme, c'est facile »

Marche blanche organisée conjointement par la mère de Nahel, Mounia M., et Assa Traoré derrière la banderole « Allah y Rahmo Nahel » (formule dans l'Islam que l'on peut traduire par « Que Dieu lui accorde Sa miséricorde »). Il y a 6 000 participants, dont de nombreux élus de la NUPES, tels que Sandrine Rousseau (EELV), Clémentine Autain (Ensemble-La France insoumise), Fabien Roussel (PCF) qui est contraint de quitter la marche après des slogans hostiles, certains lui rapprochant sa participation à un rassemblement de syndicats policiers le mercredi 18 mai 2021 à Paris.

La mère de Nahel se lève sur un camion avec un fumigène et un tee-shirt « Justice pour Nahel 27/06/2023 ». On la voit enfourcher une motocross puis la faire vrombir, entouré de nombreux jeunes hommes.

Le mémorial de la déportation et de la Résistance est tagué, notamment avec les mentions « Police complice », « ni oublié ni pardon », « sans vidéo Nahel serait une statistique pour la place beauveau fuck le 17 ». On trouve également le symbole des « Soulèvements de la Terre » avec le tag « Racaille policière de Saint-So à Nanterre », en référence à la répression de la manifestation contre les méga-bassines à Saint-Soline dans les Deux-Sèvres le 25 mars 2023. Sur un mur à proximité est également constaté un tag «Nanterre nike les condés, on va vous faire une Shoah». La marche blanche termine en agitation violente.

Il est annoncé en fin de journée que le policier de 38 ans qui a tiré sur Nahel est mis en examen et placé en détention provisoire.

La **Grande mosquée de Paris** publie le communiqué « Mort du jeune Nahel : l'apaisement pour la vérité et la justice » qui appelle à stopper les violences. De manière similaire, le **Conseil des Mosquées du Rhône** « appelle « à l'apaisement » et « dénonce des comportements provocateurs et irresponsables ».

Soirée et nuit du jeudi 29 au vendredi 30 juin 2023

Violentes émeutes, avec 3880 incendies sur la voie publique.

Débordements sous forme de troubles violents après la marche blanche à Nanterre. Cela s'étend jusqu'à La Défense Arena, provoquant l'éparpillement de centaines de spectateurs venus assister à un concert du groupe de musique Maroon 5.

Déploiement des unités d'élites du RAID, de la BRI et du GIGN dans plusieurs villes de France, notamment Nanterre, Lille, Bordeaux, etc.

Plusieurs villes cessent de faire fonctionner les transports en commun à partir de 20h ou 21h. Des arrêtés de couvre-feu sont mis en place dans plusieurs villes, dont Clamart et Meudon. Certains rassemblements collectifs sont interdits dans plusieurs villes. Des arrêtés du même type seront édictés dans bien d'autres villes dans les jours suivants.

À Marseille, deux policiers en civils sont pris à partie et tabassés. Les quartiers Nord de cette ville restent calmes, les responsables policiers et administratifs pointant l'effet de l'emprise des trafiquants de drogue, toléré par la préfecture.

À Nantes, au quartier Bellevue, un Lidl est éventré à l'aide d'une voiture-bélier de luxe puis le magasin est pillé. Plusieurs scènes de pillage de magasins sont constatés dans plusieurs villes françaises.

À Vernon, le local de l'association des Restos du cœur est saccagé et incendié. À Villeurbanne, des incendiaires ciblent avec des mortiers d'artifice un appartement d'un immeuble après une altercation avec des habitants.

Après s'être rendue au théâtre des Louvrais touché par un début d'incendie, la maire de Pontoise dans le Val-d'Oise prend la direction du quartier de Marcouville lorsqu'elle est prise à partie par deux individus. Son véhicule est visé par des tirs de mortier d'artifice, puis les deux individus auraient grimpé sur le véhicule en criant « c'est la maire, on va se la faire ! ».

À Saint-Pierre-des-Corps, le maire est invectivé alors que sa voiture est incendiée.

Troubles violents à Bruxelles en Belgique en écho aux événements en France.

Vendredi 30 juin 2023

Les syndicats de policiers « **Alliance Police** » et « **UNSA Police** » qui ont recueilli la moitié des voix aux dernières élections professionnelles publient un communiqué conjoint titré « Maintenant ça suffit ». Il est parlé de « combat contre ces "nuisibles" », de « réinstaurer au plus vite l'État de droit ». Puis de conclure « Aujourd'hui les policiers sont au combat car nous sommes en guerre. Demain nous serons en résistance et le Gouvernement devra en prendre conscience ».

La France insoumise publie le communiqué « Pour un plan d'urgence "JUSTICE PARTOUT" ». Il est appelé à « traiter les causes de la situation » que sont « le racisme, les violences policières ou les discriminations dans l'accès à l'emploi ou au logement ».

Il est décliné de nombreux points pour un « plan d'urgence » dont notamment « l'abrogation de la loi Cazeneuve de 2017 », « la création d'un service d'enquête indépendant », « la prise en charge par l'État des réparations de ces derniers jours », « l'instauration d'une véritable police de proximité » et « un plan d'investissement public dans les quartiers populaires ».

Les porte-paroles du **NPA** (canal historique) Olivier Besancenot, Christine Poupin, Philippe Poutou et Pauline Salingue appellent « à se mobiliser au côté des jeunes en colère, à se rassembler devant les mairies, chaque soir s'il le faut, pour exprimer notre rage et nos revendications ».

Eric Zemmour du parti **Reconquête** demande la mise en place de « l'état d'urgence pour rétablir l'ordre ». Dans les colonnes du journal Le Figaro, Marion Maréchal, vice-présidente de ce parti, publie une tribune dans laquelle il est déclaré que « notre devoir de responsables politiques est de tout faire pour empêcher la guerre civile » par la mise en place de l'état d'urgence.

Eric Ciotti, président du parti **Les Républicains**, publie une déclaration solennelle dans laquelle il est dit que « la France brûle ». Il déclare que « La République ne doit pas trembler face aux hordes de voyous qui la défient. La République ne doit pas faillir face à la barbarie des violences aveugles ».

Marine Le Pen, présidente du groupe des députés **Rassemblement National**, publie une vidéo en s'adressant directement à Emmanuel Macron dans laquelle elle demande une convocation de tous les partis, l'instauration de « couvre-feux sectoriels » et « l'état d'urgence » si la crise s'aggrave.

Une cellule de crise interministérielle présidée par Emmanuel Macron débute à 13h. Elle reste ensuite activée en continu. À l'issue de cette cellule de crise, le **président Emmanuel Macron** établit un lien entre les réseaux sociaux qui alimentent la surenchère des émeutiers et les jeux vidéos qui auraient fait déconnecté les jeunes du réel. Est également pointé la responsabilité des parents. De nouveaux moyens accordés pour le maintien de l'ordre comme l'usage du véhicule blindé à roues de la gendarmerie (VRBG).

Le ministre de l'Intérieur demande la suspension des transports en commun dans les grandes villes dès 21h.

Annulation du concert de Mylène Farmer prévu au stade de France. On apprend que le jeune Nahel M. a participé au clip « Ragnar » du rappeur « Jul » à Nanterre ; on le voit monté sur une motocross.

Le porte-parole du haut commissariat des Nations unies aux droits de l'homme demande publiquement « à la France se pencher sur les sérieux problèmes de racisme chez les forces de l'ordre ».

Après un appel sur snapchat à se retrouver à 17h au centre commercial Soleil de Créteil pour « tout péter », plusieurs dizaines d'individus prennent d'assaut le centre commercial. Plusieurs scènes de pillages de magasins et de centres commerciaux sont constatés en France.

Les organisations **CGT, Solidaires, FSU, 100% Attac, Fondation Copernic, Mémorial 98, Coude à Coude, le Mrap, Lop** publient un « appel pour la jeunesse populaire ». Il est demandé « la fin de la seule réponse répressive par la police dans les quartiers », « la création d'un service dédié aux discriminations, « un grand plan d'investissement pour l'École, les transports, le logement, l'emploi » ainsi qu'une « réflexion autour des programmes scolaires (...) liés à l'esclavage, la colonisation, le racisme, l'oppression des femmes et des minorités sexuelles ».

Soirée et nuit du 30 juin au samedi 1er juillet

Violentes émeutes, avec 2560 incendies sur la voie publique.

À Nanterre, un photographe du journal Le Point est violemment agressé et dépouillé par une dizaine d'émeutiers.

4 policiers sont blessés par des tirs de fusil à pompe à munitions grenailles à Lyon. Des armureries sont pillées à Paris et Marseille.

Le maire de Charleville-Mézières effectue avec certains élus une ronde dans sa ville pour éteindre les incendies de poubelles lorsqu'il est caillassé, brisant la vitre arrière de son véhicule.

A Chanteloup-les-Vignes, le local des Restos du cœur est incendié et à Conflans-Saint-Honorine, c'est une crèche qui est saccagée.

À Angers, des militants d'extrême Droite liés à l'Alvarium se mobilisent armés de battes de base-ball et attaquent des gens dans la rue.

À Lorient, un groupe de 25 personnes se présentent comme des « citoyens anti-casseurs » aident les forces de l'ordre à arrêter des émeutiers. Des soupçons pèsent sur des militaires de la caserne de la marine nationale située dans la même ville (une enquête sera ouverte quelques jours plus tard par le ministère des armées).

En Guyane, un homme est tué par le tir perdu d'un émeutier.

Samedi 1er juillet

Le ministre de la Justice Eric Dupond-Moretti publie une circulaire rappelant que les parents responsables de mineurs qui se trouvaient dehors au moment du couvre-feu ou lors d'actes délictuels sont passibles de 2 ans de prison ferme et de 30 000 euros d'amende.

Emmanuel Macron annonce le report de sa visite d'État en Allemagne.

Dans son édito « Révoltes dans les quartiers populaires : le mouvement ouvrier doit construire une riposte d'ensemble ! », **Révolution permanente** appelle « à ne pas refaire les mêmes erreurs (qu'en 2005 » et exige « de l'intersyndicale un plan de bataille ».

Le **Parti communiste français** publie le communiqué « Pour la vérité et la justice pour Nahel, contre toutes les violences, unissons-nous ! ». dans lequel il est dénoncé « les violences de ces derniers jours » et est appelé à « un Grenelle pour l'égalité des territoires et contre toutes les discriminations ».

La CGT appelle « le gouvernement à créer les conditions de l'apaisement ».

Nuit du 1er juillet au dimanche 2 juillet

Lors des troubles violents nocturnes, le domicile du maire Vincent Jeanbrun de L'Hay-les-Roses est visé par une voiture-bélier en feu alors que se trouvent sa femme et ses deux enfants à l'intérieur. Les poubelles et le véhicule du domicile sont incendiés.

Un bar prisé par la communauté homosexuelle à Brest est pris pour cible par des émeutiers dont certains déclarent sur certains réseaux sociaux « Faut respecter notre religion Allah Akbar », « « On brûle les PD qu'ils crèvent en enfer le Coran »

Deux policiers de la BAC sont blessés par des tirs à balles réelles à Paris.

Une trentaine de militants d'extrême droite manifestent dans les rues de Chambéry en se présentant comme « anti-casseurs ».

À Annemasse en Haute-Savoie, des mères du quartier populaire Le Perrier à Annemasse se mobilisent pour faire rentrer les jeunes émeutiers chez eux. Même chose à Neuilly-sur-Marne.

Troubles violents à Lausanne en Suisse en écho aux événements en France.

À Marseille, un homme de 27 ans décède après un impact violent dans le thorax, probablement à la suite d'un tir de LBD (lanceur de balles de défense utilisé par les forces de l'ordre).

Dimanche 2 juillet

La première ministre Élisabeth Borne et le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin se rendent à L'Hay-les-Roses pour porter soutien au maire de droite Vincent Jeanbrun qui a subi, lui et sa famille, une attaque violente de son domicile la veille.

Le président de l'Association des maires de France (AMF) David Lisnard appelle à des rassemblements à 12 heures le lundi 3 juillet 2023 devant toutes les mairies françaises.

À Aulnay-sous-Bois, des mères font le tour du quartier avec des pancartes « stop à la casse », « stop à la violence ».

Le syndicat étudiant **Le Poing Levé** appelle « l'ensemble des organisations du mouvement ouvrier et du mouvement étudiant soient aux côtés des quartiers populaires. Ce 8 juillet, les mobilisations pour la justice pour Adama Traoré, tué par les gendarmes en 2016, peuvent être un point de départ pour construire cette perspective ».

Appel de l'**Association des maires de France (AMF)** « à une mobilisation civique contre les violences lundi 3 juillet à midi », « pour le retour à l'ordre républicain ».

Annulation du défilé de mode de la marque Céline à Paris.

Nuit du 2 juillet au lundi 3 juillet

Une centaine de militants nationalistes à Lyon se mobilisent « contres les casseurs ».

Lundi 3 juillet

La cagnotte lancée par le polémiste d'extrême droite Jean Mesiha en soutien au policier qui a tué Nahel récolte plus d'un million d'euros pour plus de 40 000 donateurs. La cagnotte pour la famille de Nahel rassemble 8 404 participants pour plus de 160 000 euros.

Rassemblement de quelques centaines de personnes devant plusieurs mairies de France. Manifestation à en soutien à Vincent Jeanbrun, le maire de L'Haÿ-les-Roses, en présence de nombreux élus.

Le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin annonce que sur les 3 200 interpellés des cinq derniers jours, 60 % sont inconnus de la police. La moyenne d'âge est de 17 ans, avec parfois la présence d'enfants de 12-13 ans. 20 millions d'euros sont débloqués pour remettre en place les « caméras de vidéoprotection » cassées.

Par l'intermédiaire de Sébastien Chenu, député du Nord et Vice-Président de l'Assemblée Nationale, le groupe des députés du **Rassemblement National** annonce qu'il va être demandé « la suppression de l'excuse de minorité pour les émeutiers et l'abaissement de la majorité pénale par une loi ».

Soirée et nuit du 3 juillet au mardi 4 juillet

À Angers, dans la rue du Cornet où se situe le local du groupuscule d'extrême droite l'Alvarium dissous en novembre 2021, affrontements entre militants d'extrême droite et des émeutiers.

Affrontements à Lyon et Chambéry entre militants d'extrême droite et des émeutiers.

Mardi 4 juillet

Perquisition policière à l'ancien local de l'Alvarium à Angers après les incidents des derniers jours.

Devant les maires de 241 communes touchées par les émeutes, le président Emmanuel Macron déclare que « le pic est passé » tout en appelant à « rester prudent » ; dans la foulée si de nombreux couvre-feux sont levés, quelques dizaines de villes le maintiennent jusqu'au week-end du 8/9 juillet.

Dans une « lettre ouverte aux policiers », Jordan Bardella président du **Rassemblement National** déclare que « ce qui est injustifiable et inexcusable c'est la sauvagerie que vous subissez ». il est appelé à « un sursaut sécuritaire et judiciaire, au rétablissement immédiat de l'ordre sur chaque mètre carré du territoire de la République ». « Des peines planchers doivent être restaurées » et « les parents doivent être responsabilisés avec des sanctions claires ».

Eric Zemmour, président du parti **Reconquête** publie un « plan de reconquête après l'énième crise des banlieues ». Il est y notamment prévu le renforcement de la légitime défense, « la mise en place immédiate de l'état d'urgence », « des travaux d'intérêt général pour les casseurs », la « suppression des aides sociales et des soins gratuits pour les étrangers », la « remigration des délinquants étrangers ».

Eirc Ciotti du parti **Les Républicains** propose de « supprimer les allocations familiales aux parents des enfants absentéistes et délinquants ».

Mercredi 5 juillet

Le porte-parole du syndicat Alliance Police Nationale affirme sur une chaîne de télévision que « des dealers ont demandé aux émeutiers de cesser les violences pour pouvoir reprendre le trafic de drogue ».

Une circulaire est adoptée pour l'adoption d'une loi d'urgence pour la reconstruction des dégradations des bâtiments publiques.

Plus de 100 organisations de gauche appellent à « des marches citoyennes » le samedi 8 juillet pour exprimer « deuil et colère ». Elles revendiquent « l'abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre », « une réforme en profondeur de la police », « le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant », « la création d'un service dédié aux discriminations ». L'appel « Notre pays est en deuil et en colère. » est signé par tous les « poids lourds » de la « gauche de la gauche » du spectre politique, du syndicat CGT à La France Insoumise de Jean-Luc Mélenchon.

Les rassemblement sont interdits ou des échecs complets (1 000 à Marseille, 500 personnes à Strasbourg, 150 à Dijon...), alors qu'à Paris malgré son interdiction les députés La France Insoumise et d'autres rejoignent le millier de personnes de la marche annuelle à Paris du Comité « Justice pour Adama ».

Notre pays est en deuil et en colère.

Notre pays est en deuil et en colère. Le meurtre de Nahel tué par un policier à bout portant à Nanterre, a mis à nu les effets de décennies de politiques publiques discriminatoires et sécuritaires ciblant notamment les quartiers populaires et la jeunesse qui y grandit et particulièrement les personnes racisées et précarisées. L'escalade des violences est une impasse et doit cesser. La conception essentiellement répressive de la police, et l'évolution législative de 2017 sur l'usage des armes de service, aggravent ce que la population vit et subit que ce soit en termes de discriminations et de pratiques racistes.

Les tensions entre population et police viennent de loin et s'inscrivent dans une histoire marquée d'injustices, de préjugés, de violences, de discriminations, de sexisme... et d'un racisme systémique qui traverse l'ensemble de la société et qui n'est toujours pas éradiqué.

Les habitant·es des quartiers concernés et notamment les femmes pallient bien souvent seul·es les carences en termes de services publics. C'est bien la régression de ceux-ci, l'école, les lieux de partage et de culture, sportifs, la poste, les administrations etc. et le recul du soutien de l'État au tissu associatif qui ont largement contribué à marginaliser ces quartiers et des territoires entiers bien au-delà, particulièrement dans les Outre-mer.

L'abandon de ces populations de quartier est aggravé par le contexte économique d'appauvrissement, d'inflation, de hausse des loyers, des prix l'énergie et la réforme de l'assurance chômage. Les inégalités sociales touchent particulièrement les enfants et les mères isolées. C'est ce que montrent les révoltes qui ont secoué les quartiers populaires depuis quelques jours en réaction à la tragédie de Nanterre.

En plus de décennies de dérives d'une politique du maintien de l'ordre, de lois sécuritaires (loi sécurité globale, loi séparatisme...) et de mesures d'exception, nous assistons depuis quelques jours à des pressions du gouvernement pour mettre en place une justice expéditive. Le prononcé de mises en détention préventives systématiques avec des peines de plus en plus lourdes n'est pas acceptable !

L'urgence n'est pas celle de la répression qui ne fera que renforcer l'extrême-droite et fera reculer une fois de plus les droits et libertés.

L'apaisement durable n'est possible que si le gouvernement prend les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence de la situation et aux exigences des populations concernées.

L'ONU a critiqué à plusieurs reprises les politiques sécuritaires et les problèmes institutionnels de racisme en France, en particulier dans les forces de l'ordre.

Ce sont les discriminations qui sont un poison toxique qui décrédibilise l'idée même d'égalité et sème le désespoir.

L'extrême droite en fait son lit pour diviser toujours davantage la société. Nous dénonçons l'appel à la guerre civile contre les quartiers populaires et la qualification des personnes qui en sont issues de « nuisibles » par des syndicats de policiers.

Nous condamnons la constitution d'une cagnotte de soutien au policier qui a tué Nahel à l'initiative d'un membre de l'extrême droite et l'absence de toute action du gouvernement, mettant ainsi de l'huile sur le feu.

Tout est à repenser et construire. Il faut partir de bases nouvelles, créer des espaces de discussions larges et tirer les leçons des erreurs des politiques publiques depuis des décennies, en respectant les histoires, parcours, cultures et singularités dont se nourrit notre aspiration collective à l'égalité. Il est plus que temps d'écouter et de prendre en compte les demandes des habitant·es des quartiers populaires et en particulier sa jeunesse !

La situation nécessite que le gouvernement prenne ses responsabilités et apporte des réponses immédiates pour sortir de l'affrontement :

- abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;
- une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;
- le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;
- la création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police.

Rien ne peut cependant se faire sans un autre partage des richesses, sans lutter contre les inégalités sociales. Rien ne peut se faire sans la lutte contre la pauvreté et la précarité, aggravées par le dérèglement climatique, la hausse des loyers et des charges, et sans le renforcement des services publics et de l'éducation populaire. C'est à ces chantiers que le gouvernement devrait s'attaquer au lieu de mener des politiques publiques régressives qui font le lit de l'extrême droite.

Nos organisations syndicales, associations, collectifs, comités et partis politiques sont mobilisés pour le maintien des libertés publiques et individuelles.

Dans l'immédiat, nous appelons à rejoindre tous les rassemblements et marches autour de ces revendications, partout dans le pays à partir du mercredi 5 juillet, à l'exemple de la marche organisée par le Comité Vérité et Justice pour Adama le 8 juillet, à Beaumont-sur-Oise, et de celle de la Coordination Nationale contre les violences policières du 15 juillet.

Nous appelons à des marches citoyennes le samedi 8 juillet dans toute la France et les territoires ultra-marins.

Nous construirons ensemble les suites de ces mobilisations.

Syndicats : CGT, CNT-Solidarité Ouvrière, Fédération Syndicale Étudiante (FSE), FSU, Solidaires Étudiant-e-s, Syndicat des Avocats de France, UNEF le syndicat étudiant Union, Syndicale Solidaires, Union Étudiante,

Associations : 350.org, Adelphi'Cité, Amnesty International France, Alternatiba, Alternatiba Paris, Les Amis de la Terre France, ANV-COP21, ATTAC France, Bagag rie, Conscience, Coudes   Coudes, DAL Droit au Logement, La Fabrique D coloniale, FASTI (Fédération des Associations de Solidarité avec Tou-te-s les Immigrés-e-s), Fédération Nationale de la Libre Pensée, Fédération nationale des maisons des potes, Femmes Egalité, Fondation Copernic, Gisti (Groupe d'information et de soutien des immigrées), Greenpeace France, Jeune Garde Antifasciste, LDH (Ligue des droits de l'Homme), Memorial 98, Observatoire nationale de l'extrême-droite, Organisation de Solidarité Trans (OST), Planning familial, Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les racismes-RAAR, REVES Jeunes, SOS Racisme,

Collectifs : Alliances et Convergences, Assemblée des Gilets Jaunes de Lyon & Environs, Colère Légitime, Collectif civgTENON, Collectif des écoles de Marseille (le CeM), Collectif national pour les Droits des Femmes, Collectif Nouvelle Vague, Collectif Vérité et Justice pour Safyatou, Salif et Ilan, Collective des mères isolées, Comité des Soulèvements de la Terre Sud-Essonne, Comité Local de Soutien aux Soulèvements de la Terre Aude, Comité Soulèvement Bas-Vivarais, Comité les Soulèvements de la Terre Lyon et environs, Comité local de soutien aux Soulèvements de la Terre Villefranche, Comité local de soutien aux Soulèvements de la Terre Romans-sur-Isère, Comité n mois de soutien aux Soulèvements de la Terre, Comité de soutien à Mouss  Blé, Comité justice et vérité pour Mahamadou, Comité Les Lichens Ard chois, Comité Vérité et Justice pour Adama, Coordination des comités pour la défense des quartiers populaires, D mocr psy, Dernière Rénovation, En Gare, Justice pour Othmane, La Révolution est en marche, La Terre se soulève en Corrèze, Le Peuple Uni, Les Soulèvements de la Terre - comité  le-de-France, Les Soulèvements de l'Entre2Mers (33), Lyon en lutte, Lyon Insurrection, Nîmes R volt e, Réseau GBM, Rejoignons-nous, Collectif du 5 novembre - Noailles en colère (Marseille), Syndicat des quartiers populaires de Marseille, Collectif Justice pour Claude Jean-Pierre, Youth for Climate IDF,

Organisations politiques : ENSEMBLE! – Mouvement pour une Alternative de Gauche, écologiste et Solidaire, Europe Ecologie Les Verts (EELV), La France insoumise (LFI), Front Uni des Immigrations et des quartiers populaires (FUIQP), Gauche Ecosocialiste (GES), Génération.s (G.s), Nouveau parti anticapitaliste (NPA), Parti Communiste des Ouvriers de France (PCOF), Parti de Gauche (PG), Pour une  cologie Populaire et Sociale (PEPS), Parti Ouvrier Indépendant (POI) Réseau Bastille, Révolution écologique pour le Vivant (REV), Union communiste libertaire (UCL),

Évaluation des émeutes entre le 27 juin et le 5 juillet 2023

Communes touchées	220-250
Forces de l'ordre mobilisées	45000
Interpellations	3486
Décès	2
Commerces pillés	200
Agences bancaires vandalisées	370
Bureaux de tabac touchés	436
Centres commerciaux touchés	10
Salles de sport impactées	20
Véhicules incendiés	5892
Incendies sur la voie publique	12202
Bâtiments dégradés ou pillés	1105
Commissariats et gendarmeries attaquées	269
Écoles touchées	243
Forces de l'ordre blessées	808
Déclarations de sinistres aux assurances au 04/07	5800
Estimation financière des dégâts au 04/07	Un milliard d'euros

Les émeutes de la mi-2023 : une décompression psychique dans un mode de production capitaliste en crise

Le maoïsme dans le marxisme-léninisme-maoïsme a ceci de spécifique qu'il insiste tout particulièrement sur les éléments culturels pour juger de l'orientation des choses. D'où le fait qu'il soit parlé de marxisme-léninisme-maoïsme, principalement maoïsme.

On ne doit pas seulement juger des choses du point de vue des remous de la société divisée en classes, mais saisir les tendances de fond qui les animent, ce qui passe par une lecture en termes idéologiques et culturels.

En ce mois de juin 2023, le marxisme-léninisme-maoïsme confirme une fois de plus sa valeur révolutionnaire pour appréhender un des phénomènes majeurs générés par la seconde crise générale du capitalisme. Sans cette lecture idéologique, on tombe forcément dans les pièges tendus par la réalité elle-même, devenue si complexe dans la métropole du 24h /24 du capitalisme.

Le ferment culturel de la révolte de l'automne 2005

Lorsque les banlieues populaires ont explosé à l'automne 2005, il ne fallait pas simplement y voir une expression conjoncturelle liée au décès de jeunes adolescents dans un poste transformateur électrique à la suite d'une tentative d'interpellation des policiers de la BAC, mais le point d'aboutissement de toute une séquence socio-culturelle.

Cette séquence c'est celle de l'avènement du rap, et plus généralement du Hip-hop dans les cités populaires en France après sa naissance dans les années 1980 aux États-Unis. À cette époque, le Hip-hop, dont fait partie alors la musique autant que d'autres activités (DJ, danse, peinture...), prend forme dans un mouvement culturel et éducatif qui vise la conquête de l'autonomie populaire et une pacification des relations sociales, alors gangrenées par la guerre des gangs et l'auto-destruction par les drogues.

C'est en 1973 qu'Afrika Bambaataa, ancien membre du gang Black Spades, fonde «l'Universal Zulu Nation», vecteur de la «conscience Hip-hop» et dont on trouve notamment comme premiers points de son code d'honneur :

- « 1. La Zulu Nation n'est pas un gang, c'est une organisation d'individus à la recherche de succès, de paix, de sagesse, de connaissance, de compréhension et de bon comportement dans la vie.
2. Les Zulus doivent chercher des moyens positifs pour survivre dans la société. »

En France, le rap s'émancipe vraiment du Hip-hop américain à la fin des années 1980 avec une explosion dans les années 1990, tout en étant influencé par lui. Le D.J Dee Nasty a par exemple son album « Planet Rock » (1984) dédié par Afrika Bambaataa.

Plus généralement, le rap en France va puiser ses racines dans la capacité d'une jeunesse à l'auto-organisation à travers les « rock against the police » au début des années 1980 puis les « battles » rap auto-organisées dans des terrains vagues. Le rap devient le successeur légitime du punk-rock et en cela, il hérite de sa dimension rebelle et contestataire liée à la culture squat et plus généralement de l'extrême-gauche activiste.

Il faut bien s'imaginer le sens de l'organisation exigé pour mettre en place de tels événements comme les concerts rap/Hip-hop dans les terrains vagues. Dans ce foisonnement, la perspective est toujours la même : une dimension plus sociale que politique, mais prenant soin de refléter de manière réaliste un quotidien populaire qu'il s'agit de transformer.

Il suffit de reprendre le classique morceau du Suprême NTM « Qu'est-ce qu'on attend » sortie en 1995 et dont le clip passait à la télévision pour saisir la question sous-jacente de la révolte contre l'ordre social. Il y a un aspect lutte des classes évident, plus encore dans le morceau « Le monde de demain » dans le simple fait qu'il est assumé que demain serait mieux, car le peuple détient les moyens de son émancipation.

La question n'est pas de faire une liste de tous les groupes de rap de cette époque, mais de saisir qu'on est loin de la valorisation de la figure du « gangster » et du business. Même si les comportements anti-sociaux sont évoqués, ils ne sont jamais mis en avant de manière positive en tant que tel. C'est toujours décrit de manière réaliste, comme quelque chose contre quoi il faut lutter, et il est à remarquer que c'est précisément au milieu des années 2000 que le ton commence vraiment à changer à ce sujet.

Évidemment, le symbole de cette époque est le film sorti en 1997 *Ma 6-T va Crack-er* réalisé par Jean-François Richet, dont la société de production se nomme « Actes prolétariens ». Le film restera d'ailleurs peu de temps en salle, subissant pratiquement une censure et une critique impitoyable, malgré ou en raison d'une promotion très marquée et assumant son côté « rouge ».

La bande originale, disque d'or à son époque, aura marqué toute la jeunesse du début des années 2000, avec la classique « La Sédition » (2 Bal & Mystic) et dont on retrouve les concepts clefs révolutionnaires comme celui du « parti d'avant-garde », de « renversement de la société », de « lutte des classes », « révolution », « bourgeoisie ».

Moins connu, Jean-François Richet sortait quelques années auparavant avec les moyens du bord, le film *État des lieux* qui suit un ouvrier vivant dans un quartier populaire et dont l'esthétique s'inspire du réalisateur soviétique Sergei Eisenstein, le film s'ouvrant même avec une citation de Karl Marx.

On comprend immédiatement que l'exploitation salariée, la police, les milices d'extrême droite forment un tout, exprimant un ordre social à renverser. On retrouve l'instrumental du morceau « Le futur, que nous réserve t-il ? » d'Assassin, aux paroles par ailleurs aussi sans équivoque. On y trouve aussi le clip du rappeur Base Enemy qui après avoir décrit l'hostilité policière envers la jeunesse finit en rappant la perspective léniniste de remplacement de l'État bourgeois par l'État prolétarien.

On doit aussi citer le film le plus connu de son genre, *La Haine* qui décrit de manière réaliste le quotidien de trois jeunes d'origine différente d'une cité populaire. On saisit tout de suite à l'arrière-plan la dimension sociale-contestataire du film, à rebours de toute revendication tribale ou identitaire.

Évidemment, il n'est pas question de considérer que l'ensemble de la jeunesse populaire de l'époque avait un tel niveau de conscience de classe. Néanmoins, il existait dans certains des éléments les plus avancés une connexion au moins indirecte avec le marxisme. Ou pour le dire autrement, il y avait des jalons culturels posés qui permettaient d'espérer dans le fait qu'une révolte future pouvait emprunter le chemin du Socialisme.

Toute cette dynamique sociale-culturelle s'inscrit dans un contexte plus général marqué par la montée du Front National et ses franges ultra évoluant dans son sillage, se faisant remarquer avec le meurtre le 21 février 1995 de Ibrahim Ali à Marseille ou encore de Brahim Bouraam le 1er mai 1995.

L'accession de Jean-Marie Le Pen au second tour de l'élection présidentielle de 2002 marquera une première étape dans le bouillonnement des cités populaires. En 2002, Nicolas Sarkozy est nommé ministre de l'intérieur, connu pour avoir porté plainte et militer pour la censure du groupe Sniper. Il était notamment visé dans le morceau « La France » sur l'album du « Rire aux larmes » sorti en 2001 et vendu à plus de 100 000 exemplaires, dont voici le refrain :

*La France est une garce et on s'est fait trahir,
Le système, voilà ce qui nous pousse à les haïr,
La haine c'est ce qui rend nos propos vulgaires
On nick la France sous une tendance de musique populaire !
On est d'accord et on s'moque des répressions
On s'fout de la république et de la liberté d'expression,
Faudrait changer les lois
Et pouvoir voir bientôt à l'Élysée des Arabes et des Noirs au pouvoir !*

En juin 2005 lors d'une visite à la cité des 4 000 à la Courneuve, il déclare vouloir « nettoyer au Kärcher la cité », puis le 25 octobre de la même année à Argenteuil il affirme vouloir « se débarrasser des bandes de racailles ».

La révolte de l'automne 2005 apparaît alors comme le point d'orgue d'une tendance commencée à la fin des années 1980. Il est évident que 2005 puise une partie de son héritage dans la contestation de mai 68 et des années 1970, elle-même étant un tremplin aux poches d'antagonismes politiques et culturelles des années 1980-1990 en France.

Il est révélateur que l'UMP, ancêtre de l'actuel parti de la Droite Les Républicains, ait fait campagne lors de l'élection présidentielle de 2007 sur le thème de la sécurité et de l'ordre en achetant des mots clés sur internet redirigeant vers une pétition de soutien à Nicolas Sarkozy, comme « banlieue », « émeute », « anarchiste », « socialiste », « trotskyste », « marxiste ». De la même manière que le morceau « C'est arrivé près de chez toi » de Suprême NTM illustre bien tant il est, lui aussi, un classique du genre de l'époque :

*Bloc par bloc, les cités débloquent
Le lascar moyen vit de troc, chasse le gaspi, deale des blocs
C'est de plus en plus tôt qu'il sort son dard
Place aux jeunes avatars, c'est qu'il y a trop de bâtards
Sous les étiquettes et les codes-barres
Survie oblige, c'est un système barbare
On n'va pas colmater la fracture sociale de plâtre
9.8 encore plus qu'en 68, il va falloir se battre*

La révolte de 2005 avait le mérite de contenir en elle un ferment ayant le potentiel d'inscrire les couches les plus paupérisées dans le tissu prolétarien. La conclusion était : ou bien l'établissement d'une dynamique organisationnelle révolutionnaire, ou bien l'échec et l'éparpillement général. Comme on le sait, ce fut l'échec.

On doit même affirmer que la révolte de 2005 a épuisé les dernières traces culturelles liées au cycle de la lutte des classes de la première crise générale commencée en 1917. Cette sédimentation fine ne pouvait que se découvrir dans des éléments culturels, et non pas idéologiques et politiques, encore moins organisationnels du fait du processus de délitement des acquis de la classe ouvrière à partir des années 1980 et qui s'est exacerbé dans les années 1990-2000 à la suite de la victoire du capitalisme sur sa première crise générale.

Le tournant des années 2010

L'échec de la révolte de 2005 a marqué la fin des positions révolutionnaires acquises dans la jeunesse. C'est le début de la liquidation des dernières poches culturelles d'antagonismes.

Les années qui ont suivi ont vu l'emprise générale de trois courants dans les cités de banlieue : l'islamisme politique, le courant dit « indigéniste » et le libéralisme entrepreneurial. Dans le libéralisme entrepreneurial, on doit mentionner le business de la drogue avec la figure du petit gangster.

On peut d'ailleurs prendre la sortie des films par le même Jean-François Richet sur l'odieux mafieux Mesrine, *L'instinct de mort* puis *L'ennemi public n°1* en 2008, comme point de repère de l'assèchement du potentiel révolutionnaire de la jeunesse des cités. En avril 2009, Rockin Squat, ex-chanteur du groupe *Assassin* très proche de Jean-François Richet, sort la musique *Le pouvoir secret* marqué par tous les poncifs anticapitalistes romantiques au sujet d'un « complot » d'une élite aux commandes.

Ainsi dans les années 2010, le rap devient ou bien le ferment d'un anticapitalisme romantique ou bien le prétexte à un repli sur « l'idéal » gangster et de la bande liée au trafic de drogue... Quand il ne bascule pas dans la variété, ce qui est d'ailleurs le cas dans son écrasante majorité, au-delà de toute prétention pseudo artistique ou esthétique.

Pour dire les choses simplement : le rap s'est laissé entièrement corrompre par le capitalisme.

On peut mesurer cela au succès de la « trap », sous-genre du rap. Né au départ aux États-Unis et en Angleterre au début des années 2000, « trap » (« piège ») est une référence au point de deal, avant de devenir l'expression même d'un sous-genre du rap évoquant le business du trafic de drogues.

C'est dans le milieu des années 2010 que le groupe français PNL popularise ce sous-genre, appelé à devenir le genre principal du rap sur fond d'auto-tune, où la forme triomphe sur le fond.

En février 2017, le rappeur Sofiane avec Bakyl sort le morceau tout à fait révélateur intitulé « Ma cité a craqué » avec près de 26 millions de vue sur Youtube, n'ayant aucune dimension contestataire. Le rap est devenu exactement l'inverse de ce qu'il était : de réalisme collectif deux décennies auparavant, à fuite en avant individuel dans le business sombre.

À ce titre, il est illustratif que le jeune Nahel M. tué par un tir policier le 24 juin 2023 provoquant une série de troubles violents en France, participait à un clip du rappeur « Jul » à Nanterre quelques mois auparavant. La musique et le clip sont d'ailleurs très éloigné du ton habituellement festif de « JUL » : on est dans un sombre ambiance, à la limite du glauque avec un état d'esprit lumpenprolétaire.

Il suffit de voir le clip « 25g » du rappeur Ninho pour comprendre cet univers et ainsi saisir l'horizon mental de cette jeunesse des cités. Sorti deux semaines avant les événements liés à la mort de Nahel M., ce clip apparaît comme l'apogée de l'époque 2010, en miroir inversé à celui des révoltes de 2005 :

*Un YZ, un ensemble bleu nuit, c'est magnifique dehors,
une cigarette, j'm'arrache en de-spee, ils m'contrôlent plus les porcs
Et comme ils m'contrôlent plus les porcs (Porcs), bah, ça ouvre des portes
Faut qu'on s'en sorte et qu'on soit sûr qu'il y a tous les sacs derrière la porte
J'arrive en Dior (J'arrive en Dior)
J'arrive en Dior et c'est des plans machiavélique qu'on élabore (Qu'on élabore)
J'recompte les corps (Les corps), j'remonte dans l'car (J'remonte dans l'car)
Le cou d'ma femme est rempli d'or
Les bijoux, bijoux brille, salope mais j'ai rien de plus qu'un autre,
ah-ah, défoncé sous bis-canna
Faut pas flipper quand t'y est (Quand t'y est), on sort des rixes, gamin
On a un train d'vie compliqué, eh, un train d'vie compliqué
Et d'un coup, ça fait: "Bang", donc les ennemies s'affaiblissent
On mène une vie de dingue, fuck ces putains, fuck Ibliss*

Le mode de production capitaliste a en réalité avalé et digéré le rap des années 1990-2000 pour le recracher dans une forme épuré des traces contestataires et conformer aux attentes de la société de consommation. Par là, il participe à la

découpe de la société en identités plurielles pouvant consommer sur le mode qui leur est spécifique : le rap des années 2010 correspond à l'intégration des couches paupérisées des quartiers populaires à la consommation ostentatoire.

Enfin, c'est dans ces mêmes années que la Gauche a fini de se transformer idéologiquement en abandonnant la centralité de la classe ouvrière, donc des traditions de la Gauche historique notamment au plan de la conscience et de l'organisation, au bénéfice d'un populisme largement influencé par le post-modernisme fondé sur le croisement des « exclus », des « pauvres », des « précaires » avec les « oppressions post-coloniales ».

Une lecture qui paradoxalement lui avait fait complètement rater la révolte de 2005 et lui fait inversement soutenir l'agitation de 2023.

Juin 2023 : le crash de la jeunesse des quartiers populaires

Il est intéressant de constater c'est que si l'islamisme politique a trouvé son apogée en tant que proposition politique globale dans les attentats des années 2010 avec l'organisation Daech, il s'est effondré en tant que courant avec le début de la seconde crise générale en 2020. L'indigénisme, lui, a trouvé à se réfugier dans les grandes universités, les mouvements d'ultra-gauche et les populistes de La France Insoumise pour se maintenir bien qu'il ait échoué en tant que courant politique général.

Dans le cadre de la seconde crise générale, il ne reste plus alors comme proposition d'ampleur que le libéralisme qui, dans la jeunesse des quartiers les plus paupérisés, prend la forme du petit businessman gangster s'aménageant une porte de sortie dans le capitalisme par un comportement tribal.

Bien souvent cette jeunesse, qui peut connaître la case prison, aime ensuite à s'essayer aux formes de l'auto-entrepreneuriat dans divers secteurs – le capitalisme proposant une myriade de possibilités à ce niveau. Le mot d'ordre général est finalement celui qui a porté au pouvoir Emmanuel Macron : capitalisme pour tous ! Ce mot d'ordre s'est constitué comme une véritable utopie sociale dans les quartiers populaires des années 2010 et a trouvé dans la seconde crise générale les conditions de son plein épanouissement.

Le délitement des relations sociales ainsi que des institutions d'État et la morale relativiste propre à la seconde crise générale forment un appel d'air pour le développement de comportements anti-sociaux, voir cannibales.

Des attitudes qui dans les couches les plus paupérisées forment l'ultime salut pour s'accaparer une part du gâteau capitaliste et ensuite espérer mener une vie d'adulte stable. En conduisant cette grosse cylindrée immatriculée en Pologne, le jeune Nahel M. s'imaginait conquérir le monde sur le mode du cannibalisme social.

De fait, si les émeutes de l'automne 2005 ont été l'expression du potentiel contestataire de tout un mouvement socio-culturel des années 1990-2000, les troubles violents de juin 2023 reflètent la décompression psychique de jeunes évoluant dans l'univers utopique du capitaliste-gangster.

Si en 2005, la culture des jeunes des quartiers populaires laissait un espace ouvert pour une liaison avec le patrimoine révolutionnaire de la classe ouvrière, celle de 2023 la rapproche de l'état d'esprit des lumpenprolétaires.

Le lumpenprolétariat est une couche sociale qui évolue principalement en fonction d'un état d'esprit qui a d'autant plus d'emprise que la bourgeoisie est décadente et le prolétariat anesthésié.

Mais si l'on a compris la seconde crise générale, alors il a été saisi que la première crise générale avait été digérée par le capitalisme.

Ce faisant, la classe ouvrière a vu l'entière de son patrimoine idéologique, culturel et politique se faire ou bien intégrer dans la machinerie capitaliste, ou bien être lessivé.

Dans ce cadre là, les éléments stagnants de l'armée de réserve industrielle qui peuvent être neutralisés en tant que tel par la classe ouvrière lorsque le tissu prolétarien est recomposé, se trouvent dilapidés dans « tout ce qu'on appelle les classes dangereuses » (Marx).

Comme il l'avait été souligné à propos des événements de Dijon en juin 2020 :

La partie de l'armée de réserve qui pourrit sur elle-même est bien évidemment celle qui est à la fois le moins façonnée par la classe ouvrière (l'armée active) et donc par ses traditions sociales et politiques, et à la fois celles qui se retrouve, culturellement, de plus en décalage avec la société dans lesquelles elles se trouvent, l'un étant le reflet dialectique de l'autre.

Ce phénomène est le produit du processus de composition-recomposition du tissu prolétarien, sans cesse oxydé par les mouvements anarchiques de l'accumulation du capital.

On peut formuler une tendance : plus le tissu prolétarien se recompose rapidement et solidement, moins les parties de la réserve les plus isolées et les plus arriérées culturellement sombrent dans le lumpenprolétariat ; moins la classe ouvrière s'unifie et en capacité de s'organiser, plus la forme résiduelle de l'armée de réserve grossit en lien avec l'impérialisme.

Il est donc imaginable que c'est dans le cadre des débuts de la seconde crise générale que l'on peut mieux comprendre l'ampleur de la crise sur l'armée de réserve. Il faut donc saisir les liens existants entre les flux d'immigration des pays semi-féodaux, semi-coloniaux vers les métropoles impérialistes, la crise générale et la mutation qualitative de la forme résiduelle de la réserve.

Dans une société française post-Covid, la jeunesse la plus paupérisée, liée de près ou de loin à l'immigration, celle qui relève de la forme stagnante de l'armée de réserve industrielle, ne peut que basculer dans un état d'esprit lumpenprolétaire du fait des conditions de la seconde crise générale marquée par un prolétariat au point mort.

Les troubles violents de juin 2023 sont avant tout l'expression d'une jeunesse populaire qui, subordonnée aux impératifs marchands, aliène sa « révolte » dans les formes de l'auto-destruction et du cannibalisme social.

Il est ainsi révélateur que le mode opératoire a changé de nature par rapport à celui de l'automne 2005. Dans certains endroits, des drones et des femmes ont été vus pour aider les émeutiers à surveiller les mouvements de la police, blocages de rue par des plus jeunes pour protéger la mise à sac de magasins, etc. Un policier remarque :

« En 2005, le schéma restait classique : les émeutiers attiraient les pompiers dans un guet-apens avec un feu de poubelle et en profitaient pour s'en prendre aux unités qui protégeaient les secours » (...).A l'époque, ils voulaient se faire du flic comme une expédition punitive après la mort de Zyed et Bouna. Cette fois, celle de Nahel, pour dramatique qu'elle soit, leur a juste fourni un prétexte pour piller »

La seconde crise générale a donc trouvé à s'exprimer dans des franges paupérisées qui développent une mentalité mi-zombie mi-gangster propre à la domination 24h/24 du capitalisme.

Comme le mode de production capitaliste ne peut que produire tendanciellement des individualités déconnectées de la collectivité, cela prend la forme dans les franges les plus paupérisées d'un ultra-individualisme et dont l'horizon de la consommation ne peut qu'être agressif.

De tels sous-produits mi-zombies, mi-gangster du capitalisme sont des vecteurs de corrosion de l'ordre bourgeois lui-même en ce qu'il prétend réaliser un « capitalisme pour tous » bien qu'en n'en étant incapable sur une base civilisée. Le capitalisme se révèle ici totalement épuisé en tant que mode de production.

Il faut rappeler ici le rôle joué par les réseaux sociaux dans la promotion de ces individualités mi-zombies mi-gangsters. Comme il avait été souligné dans le n°22 de *Crise*, les réseaux sociaux expriment une « subsumption réelle du consommateur qui n'est plus seulement le fait que l'opprimé adopte les intérêts du dominant, mais qu'il y a un processus de subjectivation complète de l'être dans une forme marchande ».

Lorsqu'on voit les vidéos des pillages qui ont circulé, on ne peut que constater avec étonnement l'agissement de jeunes, parfois aux visages non dissimulés, se filmant de temps à autres et bien souvent à l'esprit hilare, comme s'ils n'étaient plus dans la réalité.

Le rôle joué par les réseaux sociaux sur les esprits, notamment la diffusion de la dopamine lors des réactions au partage de ses propres vidéos, participe d'une déconnexion des gens de la réalité elle-même. Les premiers témoignages des procès en comparution immédiate montrent d'ailleurs comment le réel se heurte à ces esprits qui vivent l'événement comme une « redescente » dans laquelle plus rien n'est justifié, ni assumé.

L'agitation de la jeunesse des quartiers populaires de juin 2023 doit être vue comme l'expression d'une décompression psychique de subjectivités lumpenprolétaires subsumées par la marchandise et dont l'idéal du businessman-gangster cherche à se frayer un chemin dans les interstices de la crise générale.

La question de l'Ordre

Les troubles violents de juin 2023 pose l'enjeu de la relation dialectique entre l'effondrement de la civilisation, de l'ordre public et du processus révolutionnaire. Il est évident que le niveau d'endettement du pays concomitant avec l'affaissement de l'engagement moral public, les troubles violents de la fin juin 2023 vont générer une facture morale et financière qui ne va qu'approfondir l'effondrement de la société française.

Les troubles violents participent ici activement à l'oxydation de la France en tant que puissance occidentale, et cela ne peut aller qu'en s'accroissant sans que la bourgeoisie, classe pourrissante, n'y puisse rien. La question pour le processus révolutionnaire n'est donc pas mécanique mais dialectique : un ordre social est toujours le reflet d'une domination d'une classe sur une autre, mais il est aussi, en creux, la solidification d'acquis de la civilisation.

Cela les masses l'ont toujours compris et c'est pour cela que si l'on y prête bien attention, la Révolution a toujours été un processus d'établissement d'un nouvel Ordre sur les cendres de l'ancien. Car lorsque la classe dominante s'effondre, elle emporte avec elle certes son Ordre social, mais également l'héritage de la civilisation si un sursaut n'a pas lieu.

Lorsque la Commune de Paris prend forme en mars 1871, ce n'est pas pour générer du désordre, de la « rébellion », etc., mais au contraire pour établir un Ordre à même de porter l'avenir face à un État bourgeois ayant capitulé face à une puissance étrangère. Lorsque la Russie est bouleversée en 1905, puis en 1917 par des mouvements révolutionnaires, c'est aussi pour stopper la dissolution de acquis de la civilisation dans des guerres sans fins ayant pour conséquences désorganisation civile et économique.

La Révolution d'Octobre 1917, c'est l'établissement d'un Nouvel Ordre contre le désordre issu de la dislocation de la noblesse, puis de la bourgeoisie russe.

«L'Ordre nouveau» est le titre bien choisi du journal lancé le 1er mai 1919 par Antonio Gramsci en plein épisode du *Biennio rosso, la période de révolte ouvrière généralisée en Italie*. L'enjeu était bien d'orienter les mobilisations ouvrières et paysannes dans le sens de l'établissement d'un nouvel Ordre qui était rendu nécessaire par le pourrissement et le désordre de la société dans l'immédiat après guerre.

Le fétichisme du désordre est issu des franges gauchistes petites-bourgeoises. Elles exaltent cette situation nihiliste pour mieux (s'imaginer) rejeter, et la bourgeoisie, et le prolétariat, les deux seules classes à même de porter un Ordre, une Direction, un appareil d'État.

Comme Antonio Gramsci l'a écrit dans un article de L'Ordine Nuovo du 2 août 1919 : «La révolution communiste est essentiellement un problème d'organisation et de discipline». Mais il est évident que la question du nouvel Ordre socialiste va se poser d'une manière différente d'avec la première crise générale.

Dans l'article « Deux révolutions » du 3 juillet 1920, voici ce qu'écrivait Gramsci également au sujet de L'Italie à ce moment-là :

La révolution qui se réalise dans la destruction de l'appareil d'État bourgeois, et dans la construction d'un nouvel appareil d'État, intéresse et englobe toutes les classes opprimées par le capitalisme.

Elle est déterminée immédiatement par le fait brutal que, dans les conditions de disette laissées par la guerre impérialiste, la grande majorité de la population (constituée d'artisans, de petits propriétaires terriens, de petits-bourgeois intellectuels, de masses paysannes très pauvres et aussi de masses paysannes arriérées) n'a plus aucune garantie pour ce qui concerne les exigences élémentaires de la vie quotidienne.

Cette révolution tend à avoir un caractère principalement anarchique et destructeur et à se manifester comme une explosion de colère aveugle, comme un déchaînement effrayant de fureurs sans objectif concret, qui ne s'organisent en un nouveau pouvoir d'État que dans la mesure où la fatigue, la désillusion et la faim finissent par faire reconnaître la nécessité d'un ordre constitué et d'un pouvoir qui le fasse vraiment respecter.

On l'aura compris la perspective énoncée par Gramsci est spécifique à la première crise générale qui a commencée avec la fin de la Première Guerre mondiale, laissant le peuple dans une situation de paupérisme terrible.

Une situation qui s'est exprimée par des phénomènes de colères irrationnelles qui ne pouvaient se maintenir longtemps sans viser un nouvel État du fait des conditions de vie détériorées.

La seconde crise générale pose quant à elle l'effondrement d'un élan d'accumulation sur 70 années, notamment par l'exploitation raffinée du Tiers-Monde.

La métropole impérialiste s'écroule progressivement dans les conditions d'une société de consommation ultra-développée avec un haut niveau de vie, y compris pour les couches paupérisées.

De ce fait, ce qui s'effondre n'est pas directement en lien avec un niveau de vie, mais bien plus dans le délitement des esprits totalement façonnés par le capitalisme.

La construction d'un nouvel Ordre socialiste extirpé de la seconde crise générale du capitalisme va donc consister en un re-calibrage des consciences dans le réel tout à la fois face au relativisme moral des institutions publiques et aux individualités mi-zombies mi-gangsters.

Il est impossible d'être partisan de l'Ordre sans porter la rupture avec le « libre-arbitre individuel », la consommation d'alcool et de drogues, l'usage frénétique des réseaux sociaux, la valorisation de la voiture, l'indifférence à la nature et aux animaux, la promotion du style patriarcal-tribal, la livraison de repas à emporter, la soumission à la culture du fast-food, etc.

C'est tout cet ensemble qui participe du pourrissement de la civilisation dans le cadre d'un capitalisme parvenu à pleine maturité.

Là est la différence qualitative avec les réactionnaires qui veulent « rétablir » un ordre ancien, ce qui est par nature impossible puisque ce passé idéalisé a lui-même entraîné les conditions de sa propre chute. La tâche des révolutionnaires est donc de porter un Nouvel Ordre.

Il est évident que les mois et les années à venir vont toujours plus poser sur le devant de la scène la question de l'Ordre. Une question qui va mettre en concurrence trois orientations : les tenants de la continuité de l'Ordre, les militants du retour à un ordre ancien fantasmé et les partisans d'un Nouvel Ordre extirpé des conditions du pourrissement de la crise générale du capitalisme.

On peut avancer ici que les rondes, bien que timides, de mères de familles dans les quartiers d'Aulnay-sous-Bois et de Neuilly-sur-Marne en Seine-Saint-Denis, d'Annemasse en Haute-Savoie forment un début de base à un Ordre nouveau. Les femmes du peuple ne peuvent qu'être à l'avant-garde de l'Ordre du fait qu'elles portent en elles le rejet de la violence gratuite, aveugle, sans perspectives.

Il va de soi également qu'un travail politique en direction des forces de l'ordre devrait être mené car ils apparaissent comme des travailleurs utilisés par une bourgeoisie décadente qui attendent d'eux de faire le « sale boulot ». La déclaration « Policiers, policières : après Viry-Châtillon, choisissez le camp de la démocratie populaire et non pas celui de l'armée ! » du PCF(mlm) le 20 octobre 2016 est une grande source d'inspiration pour s'orienter ici.

Au final, la question clef pour les communistes en France est de viser à devenir un cadre politique d'un haut niveau idéologique et culturel dans la perspective de porter, demain, un nouvel Ordre qui sera marqué de toutes les tares d'une France bourgeoise à l'agonie dans un capitalisme pleinement développé. Il faut se hisser à la hauteur de la crise de civilisation qu'a ouvert la seconde crise générale en France !

Document

Octobre 2016

PCF(mlm) – Déclaration 90 – Policiers, policières : après Viry-Châtillon, choisissez le camp de la démocratie populaire et non pas celui de l'armée!

Policiers, policières !

Le dramatique événement de Viry-Châtillon [où deux policiers agressés ont manqué de périr brûlés vifs] témoigne de la position absolument intenable où vous place une société en crise.

Votre engagement s'appuie sur votre volonté de réprimer le crime, mais cette tâche est irréalisable : en réalité, vous êtes censés sacrifier votre santé, votre vie, au maintien de la paix sociale. Vous savez pourtant que la situation sociale empire, que le chaos prédomine toujours plus. Et malgré cela, on vous charge de porter à bout de bras l'ensemble de la cohésion sociale.

L'État exige de vous que vous soyez pratiquement les seuls vecteurs de « l'ordre républicain », les derniers sur cette ligne de front après la faillite de l'école, parallèlement au désenchantement d'une population basculant dans l'individualisme, le relativisme, le consumérisme, alors que la misère grandit de manière générale et que les mafias se renforcent quotidiennement.

Vous n'êtes plus censés rétablir l'ordre, mais l'instaurer ; vous êtes censés bloquer à vous seuls l'implosion sociale généralisée. C'est absurde, ce n'est pas votre fonction, et pourtant beaucoup d'entre vous comptent pratiquer la fuite en avant, en soutenant Marine Le Pen.

Cela serait trahir pourtant le concept de police, ce serait vendre la police à l'armée. De policiers et de policières, vous seriez transformés en gardes civils comme à l'époque de la dictature de Franco. On vous demanderait de frapper, de torturer, de tuer.

Cela vous le savez et ce sont des choses pertinentes qu'on lit dans le SMS ayant appelé à une manifestation illégale devant l'hôpital Saint-Louis à Paris, puis sur les Champs-Élysées de cinq cents agents et plusieurs dizaines de voitures de police, en solidarité avec les deux policiers grièvement brûlés à Viry-Châtillon :

« Bonjour collègues. Suite à un énième événement tragique à Viry-Châtillon, le 8 octobre, l'actualité nous rappelle une fois de plus que nous sommes des cibles. Face à une hiérarchie carriériste, des élites syndicales enlisées dans leurs conflits, et une justice complètement désintéressée par notre sort, nous devons nous souder. Entre bleus. »

Il est cependant erroné de vouloir chercher une porte de sortie « entre bleus ». Pensez à l'accueil positif que la population entière vous a fait au moment des attentats contre Charlie et au Bataclan !

Rappelez-vous de ce moment démocratique où Renaud a « embrassé un flic entre Nation et République ».

Comparez le à la situation dans laquelle le système capitaliste vous met : à l'écart des masses, dans le mépris pour la population, qui vous considère alors comme une structure étrangère à elle. Réfléchissez à ce que serait une police démocratique, c'est-à-dire une police réellement capable de réprimer la criminalité, car la Justice serait populaire et non pas une institution entièrement au service des possédants.

Cela vous le savez, au quotidien vous voyez la réalité sociale, tout comme les pompiers. Le système vous pousse à voir les gens de haut, à vous considérer comme un organisme séparé du peuple : raisonnez de manière contraire.

Prenez conscience qu'être un policier républicain ne suffit pas : il faut ajouter à cela l'esprit démocratique. Il faut vous placer au service du peuple et cela signifie rompre avec la « hiérarchie carriériste » qui ne se gêne pas pour vous pressuriser au maximum, tout cela afin surtout de maintenir l'ordre dans les beaux quartiers.

Quant aux syndicats, ils sont entièrement au service des franges les plus réactionnaires de la société. Ils vous poussent au corporatisme, au déni de la réalité, à l'esprit factieux, c'est-à-dire à vous soumettre à un ordre imposé par en haut, avec l'armée comme colonne vertébrale de la société.

Policiers, policières,

cessez d'être la chair à canon de la bourgeoisie qui se sert de vous pour encadrer l'implosion sociale d'un capitalisme à l'agonie ! Vous êtes les victimes du nihilisme et du relativisme qui gangrènent la société !

Aussi, choisissez l'esprit d'une police démocratique, en vous plaçant comme vous devriez l'être au service des larges masses !

Sans exception, car il ne s'agit pas d'immigration problématique : un État réellement démocratique n'aurait jamais construit des horreurs comme les « cités » et aurait fourni une éducation démocratique réelle à toutes les personnes vivants de manière planifiée et gérée sur son territoire, ainsi qu'un emploi, une vie digne, positive, naturelle, épanouissante.

Le capitalisme, c'est le chaos, alors que le socialisme, c'est la planification. Dans une société planifiée, vous cesserez d'être considérés comme des agents étrangers au peuple.

Cela signifie que l'engagement que vous êtes censés porter se réalisera : les criminels seront emprisonnés réellement, la population ne vivra plus dans la crainte, la paix sociale par l'unité populaire se réalisera.

Policiers, policières,

on vous a intégrés à une police qui est chargée de faire tampon dans le cadre de la lutte des classes, d'empêcher que la société n'implose sous le poids des contradictions.

Quant à la Justice, elle ne vise pas à appliquer la justice ni résoudre les problèmes d'établissement de celle-ci : elle n'est là que pour maintenir l'ordre des classes dominantes.

Aussi, le problème ne pourra pas être résolu par vous seuls : c'est seulement en modifiant le système – en rompant avec le capitalisme, en plaçant la police au cœur du peuple – que votre situation changera complètement.

Refusez la militarisation qui ferait de la police la supplétive d'un ordre toujours plus militaire au service d'une dictature alliant nationalisme et militarisme, c'est-à-dire l'impérialisme !

Préparez-vous à choisir le camp du peuple lors du moment où il y aura une grande fracture dans notre pays entre les forces du fascisme et celle de la démocratie populaire !

Policiers, policières,

Vous ne trouverez un sens à votre fonction que lorsque la police sera celle du peuple et pas un appendice de l'appareil d'État servant à réprimer les larges masses !

L'affaire Nahel

et la question juridique du refus d'obtempérer

Le 21 mars 2023, la délégation à la sécurité routière du ministère de l'Intérieur publiait une note relative au renforcement de la lutte contre le refus d'obtempérer, prévoyant notamment des suspensions immédiates de permis. C'est que la situation est absolument catastrophique en France depuis plusieurs années. En 2021, il y a eu 27 609 refus d'obtempérer signalés (il n'y a pas de chiffre public pour 2022).

Dans ce contexte, d'après le porte-parole de la police nationale Sonia Fibleuil, les forces de l'ordre ont été contraintes d'effectuer **157 tirs sur des véhicules en mouvement** en 2021, pour 290 déclarations d'usage d'arme individuelle : c'est-à-dire que plus de la moitié des tirs de police et gendarmerie en 2021 ont concernés des conducteurs refusant d'obtempérer. Pour 2022, il y a eu **138 tirs sur des véhicules en mouvement**.

Ces tirs ont engendré la mort de 13 personnes dans le cadre de refus d'obtempérer en 2022 et 7 en 2021. Cela reflète directement l'effondrement de l'autorité publique dans le cadre d'une société française en pleine décomposition.

Il y a en effet, particulièrement dans et autour des cités populaires des banlieues françaises, une habitude prise par un nombre important d'individus consistant en le fait de préférer systématiquement la course poursuite avec la police plutôt que le contrôle et, éventuellement, l'interpellation. Cela est vrai aussi bien pour des pilotes de scooters ou mini-motos que des conducteurs de voiture.

L'affaire Nahel s'inscrit entièrement dans ce cadre. Le mardi 27 juin 2023 vers 7h55 à Nanterre (Hauts-de-Seine), Nahel (17 ans) refusait d'obtempérer au contrôle de deux motards de la police nationale. D'après sa mère, il se rendait à un Mc Donald's pour prendre son petit-déjeuner avec deux amis.

Bien qu'il n'eût pas le permis de conduire, n'ayant de toutes façons pas l'âge légal requis, il pilotait à vive allure, sur une voie de bus, au volant d'un véritable bolide. Il s'agissait d'une Mercedes-Benz Classe A (Type 177) AMG, c'est-à-dire une Mercedes modifiée spécialement pour en augmenter drastiquement les performances, développant ainsi entre 306 et 421 chevaux pour une cylindrée de pratiquement 2 000 cm³. Elle passe de 0 à 100 km/h en 4 - 5 secondes.

Lancée à vive allure en pleine agglomération en heure de pointe, cette voiture était un véritable engin de mort ; le comportement de Nahel relevait d'un terrorisme social qu'on connaît bien et qu'il faut stopper à tout prix.

Deux motards de la compagnie territoriale de circulation et de sécurité routière des Hauts-de-Seine, qui étaient en service depuis près d'une heure, ont alors tenté de l'intercepter. Ils ont actionné leurs avertisseurs sonores et lumineux et se sont portés à la hauteur du chauffard arrêté à un feu rouge, lui intimant l'ordre de se ranger pour un contrôle.

Nahel a préféré fuir une première fois, redémarrant en trombe et brûlant le feu rouge. S'est alors engagé une course poursuite extrêmement dangereuse de 26 longues minutes, durant lesquelles le chauffard de 17 ans a failli renverser au moins un piéton et un cycliste d'après le Procureur de la République de Nanterre.

Contraint par un embouteillage, il a finalement immobilisé son véhicule dans une rue étroite, ce qui a permis aux deux policiers de mettre pied à terre et de pointer leur arme dans sa direction pour le dissuader de démarrer. Ceux-ci se sont immédiatement portés à sa hauteur, l'un des deux policiers tenant en joue Nahel à quelques centimètres de distance, lui demandant de couper le contact.

Alors que la route s'est dégagée devant lui, faisant fi de l'arme pointée sur lui, Nahel a préféré accélérer pour tenter de s'enfuir à nouveau, ce qui a entraîné le tir unique du policier appuyé sur la partie avant du véhicule, le touchant mortellement au thorax de gauche à droite. Son décès est constaté à 9 h 15.

Le policier auteur du tir a fait savoir par le biais de son avocat qu'il visait les membres inférieurs, mais que l'accélération brutale du bolide a immédiatement déviée la trajectoire du tir. Il a dit également s'être senti menacé en voyant le conducteur redémarrer, craignant également pour son collègue, alors qu'ils étaient pris en tenaille entre le véhicule et un mur quelques centimètres derrière eux.

Le Procureur de la République de Nanterre résume ainsi :

« [le policier auteur du tir] a expliqué son geste par la volonté d'éviter une nouvelle fuite du véhicule, par la dangerosité du comportement routier du conducteur, induisant chez le policier la peur que quelqu'un soit renversé, la crainte d'être percuté par le véhicule lors de son redémarrage ou de voir son collègue blessé ».

C'est une explication somme toute conforme au cadre légal. L'article L435-1 du Code de la sécurité intérieure est très précis en la matière. Le voici :

« Version en vigueur le 3 juillet 2023, depuis le 02 mars 2017

Dans l'exercice de leurs fonctions et revêtus de leur uniforme ou des insignes extérieurs et apparents de leur qualité, les agents de la police nationale et les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, outre les cas mentionnés à l'article L. 211-9, faire usage de leurs armes en cas d'absolue nécessité et de manière strictement proportionnée :

1° Lorsque des atteintes à la vie ou à l'intégrité physique sont portées contre eux ou contre autrui ou lorsque des personnes armées menacent leur vie ou leur intégrité physique ou celles d'autrui ;

2° Lorsque, après deux sommations faites à haute voix, ils ne peuvent défendre autrement les lieux qu'ils occupent ou les personnes qui leur sont confiées ;

3° Lorsque, immédiatement après deux sommations adressées à haute voix, ils ne peuvent contraindre à s'arrêter, autrement que par l'usage des armes, des personnes qui cherchent à échapper à leur garde ou à leurs investigations et qui sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

4° Lorsqu'ils ne peuvent immobiliser, autrement que par l'usage des armes, des véhicules, embarcations ou autres moyens de transport, dont les conducteurs n'obtempèrent pas à l'ordre d'arrêt et dont les occupants sont susceptibles de perpétrer, dans leur fuite, des atteintes à leur vie ou à leur intégrité physique ou à celles d'autrui ;

5° Dans le but exclusif d'empêcher la réitération, dans un temps rapproché, d'un ou de plusieurs meurtres ou tentatives de meurtre venant d'être commis, lorsqu'ils ont des raisons réelles et objectives d'estimer que cette réitération est probable au regard des informations dont ils disposent au moment où ils font usage de leurs armes. »

Cet article avait été renforcé par la loi n°2017-258 du 28 février 2017 - art. 1, quelques mois après l'agression violente de quatre policiers à Viry-Chatillon (Essonne), alors qu'en 2016, vingt-six policiers et gendarmes avaient perdu la vie dans l'exercice de leurs fonctions.

Malgré le récit précis du déroulé des faits et l'extrême dangerosité avérée du comportement de Nahel M., le Procureur de la République de Nanterre a estimé le jeudi 29 juin 2023 que « les conditions légales d'usage de l'arme [n'étaient] pas réunies ». Le policier a été mis en examen pour homicide volontaire et placé en détention provisoire (c'est-à-dire en prison).

Cela allait dans le sens des déclarations du président Emmanuel Macron qui avait immédiatement qualifié d' « inexplicable » et « inexcusable » la mort de Nahel M., sans rien préciser du contexte.

« Rien, rien ne justifie la mort d'un jeune », avait-il affirmé avant d'évoquer « l'émotion de la nation tout entière » et assuré « respect et affection » pour la famille du jeune chauffard.

Il est fascinant de voir comment le régime est prêt à tout et n'importe quoi pour se donner une bonne image, quitte à jeter en pâture un policier chargé d'assurer le respect de la sécurité routière. Le Président de la République puis le Procureur de Nanterre se sont ainsi directement soumis à un battage médiatique cherchant à dénoncer de manière racoleuse une « bavure » d'un policier.

Le battage a en l'occurrence été permis par la publication d'une vidéo de 8 secondes, sur un seul angle, dans laquelle on voit de loin le tir policier, puis la voiture s'encastrent dans un mur. S'en est suivie une séquence politique entièrement à charge contre les policiers en question et contre la police en général, mais tout à fait complaisante vis-à-vis de Nahel, pourtant chauffard délinquant.

L'avocat de sa famille, Me Yassine Bouzrou, a alors tranquillement expliqué à la presse avoir déposé plainte contre les policiers (pour homicide volontaire, complicité d'homicide volontaire et faux en écriture publique) et que Nahel n'avait pas de casier judiciaire, n'ayant jamais été « définitivement condamné ».

Dans le même genre, il y a eu le président d'un club de rugby à XIII et de l'association « Ovale citoyen », décrite comme un collectif de lutte contre les discriminations à travers le sport, qui a brossé un portrait idyllique du jeune homme.

« C'était quelqu'un qui avait la volonté de s'insérer socialement et professionnellement, pas un gamin qui vivait du deal ou se complaisait dans la petite délinquance. »

« Naël est décédé à Nanterre. Il avait entamé un parcours d'insertion chez nous. Il allait construire un nouvel avenir. Plus que jamais nous devons nous investir pour redonner un minimum d'espoir, croire de nouveau à l'égalité républicaine. »

« Nahel a toujours eu une attitude exemplaire, loin des commentaires à vomir qu'on peut voir sur les réseaux sociaux ».

Tout cela, donc, pour évoquer un jeune homme de 17 ans pilotant en toute quiétude un bolide à plusieurs dizaines de milliers d'euro un matin, au point de se permettre de brûler un feu rouge pour fuir la police, et de fuir celle-ci pendant pratiquement une demi-heure !

Cela d'autant plus que Nahel était en fait connu pour au moins 5 refus d'obtempérer entre 2021 et 2023 et qu'il était convoqué pour l'un d'eux devant le tribunal en septembre 2023. Il n'allait plus en cours depuis le début de l'année et avait passé le week-end précédent en garde à vue... pour refus d'obtempérer !

On est ici dans une attitude anti-sociale tout ce qu'il y a de plus patente. C'est typiquement ce que les masses détestent, non seulement parce que c'est vain et minable, mais en plus car cela met la vie d'autrui en jeu. Pour les masses, tout cela est de l'oisiveté criminelle du lumpenproletariat, et c'est à éradiquer.

Il faut également préciser une chose très importante en ce qui concerne le véhicule conduit par Nahel. Il s'agissait en effet d'une voiture de location immatriculée en Pologne. Cela a toute son importance, car cela signifie pour la police la quasi-impossibilité de sanctionner le conducteur à moins de l'arrêter.

Les deux motards de la compagnie territoriale de circulation et de sécurité routière des Hauts-de-Seine savaient parfaitement cela, car ils sont confrontés quotidiennement à ce phénomène depuis plusieurs années. On a ici un exemple flagrant de comment la société française se décompose, la capacité d'appliquer la loi s'effaçant littéralement devant le libéralisme. Libéralisme économique, libéralisme des mœurs, tout se combine.

En janvier 2021, la Préfecture de police de Paris avait produit une note au sujet de la multiplication de ces « berlines allemandes puissantes immatriculées en Pologne, avec pour titulaire des sociétés de location ».

Un commissaire de police a expliqué à ce sujet à la presse :

« généralement les policiers ne sont pas aux prises directement avec les conducteurs et ne peuvent faire qu'avec des images de vidéosurveillance qui se révèlent souvent inutiles, tant le nombre de sociétés écrans fait barrage à toute répression administrative. C'est pourquoi depuis cette note, ce phénomène s'est encore amplifié. »

On comprend d'autant plus facilement que dans ces conditions, les policiers ont tenu fermement à interpeller le chauffard. Ce d'autant plus que, comme ils l'ont expliqué par la suite, ils avaient remarqué immédiatement son jeune âge.

Cela va directement à l'encontre des prétentions du ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin qui affirmait lors d'une audition au Sénat en septembre 2022 que « la police gagne toujours à la fin ».

Il disait :

« la doctrine de la police et de la gendarmerie était assez claire. Elle consiste à poursuivre la personne qui commet ce refus d’obtempérer et d’arrêter cette poursuite lorsqu’ils considèrent pour eux-mêmes ou pour un tiers que cette poursuite à plus de conséquences négatives que d’avantages à arrêter la personne.

Parce que de toute façon, la police gagne toujours à la fin. Trois jours après, grâce aux caméras et aux signalements, on arrive à arrêter la quasi-totalité des personnes qui commettent ces méfaits ».

C’est faux. L’impunité des chauffards refusant d’obtempérer est une réalité ancrée, reflétant le pourrissement de la société française. En choisissant cette voie, en conduisant un bolide de location immatriculé en Pologne, à vive allure, sur une voie de bus, Nahel M. a eu un comportement relevant du terrorisme social. On ne peut pas comprendre l’attitude des deux policiers chargés de la Sécurité routière sans connaître cet arrière-plan.

L’attitude anti-police de type anarchiste doit être, pour cette raison, totalement rejetée. Elle ne repose sur rien à part sur du fantasme où chaque policier serait un fasciste prêt à tirer, comme si on était dans l’Espagne de Franco. La police est même tiraillée par de puissantes contradictions, comme en témoigne la fronde d’octobre 2016. De très nombreux rassemblements nocturnes avaient alors lieu dans tout le pays (Paris, Toulouse, Bordeaux, Nancy, Toulon, Nice, Marseille, Lyon, Montpellier, Brest, Bobigny, Evry, Toulouse, Carcassonne, Bordeaux, Denain...). On lisait la chose suivante à ce sujet, dans l’article « A propos du mouvement des policiers et du rôle de la police », sur le site lesmaterialistes.com :

« Depuis mai 1968, où il n’y a pas eu de morts, aux manifestations contre la Loi Travail, où la police a servi littéralement de punching-ball aux anarchistes, il y a une continuité très subtile menée par la direction policière, tout à fait dans l’esprit républicain – franc-maçonnerie.

Cela ne signifie bien sûr pas qu’il n’y a pas de la casse, avec un prix humain certain, comme Malik Oussekine ou Rémi Fraysse, mort il y a deux ans. Toutefois, la police ne torture pas, ne tabasse pas, ne tire pas : les violences se passent à la marge des normes.

Quant à la situation dans les cités, seule la petite-bourgeoisie radicalisée peut tenter de prétendre que c’est là une généralité, alors que cela se passe totalement aux marges de la société française et, qui plus est, avec une présence importante des mafias. »

C’est le camp des masses qu’il faut choisir, pas celui du lumpenproletariat. ■

DOCUMENTS

2005

LE PCF(MLM) SUR LA RÉVOLTE DES CITÉS DE BANLIEUE

La révolte de Clichy, expression du besoin d'autodéfense ou celui de la guerre populaire?

Il y a eu une révolte à Clichy Sous bois. Une révolte qui s'est appuyé sur le fondement moral de la vengeance, après que deux adolescents soient morts électrocutés dans un transformateur. Une nuit d'émeute, « une de plus » a même dit Sarkozy.

Les socialistes disent que ce qui s'est passé « témoigne du climat de tension qui règne et du durcissement des violences ». Pour Fabius, « le gouvernement et son prédécesseur de droite ont donné le sentiment de s'occuper beaucoup moins de la prévention que de la répression, or il faut les deux. »

Et Dominique Strauss-Kahn s'est plaint sur TF1 que « Le nombre de policiers a baissé dans les banlieues, la police de proximité a disparu, les efforts faits en matière de prévention ont été démantelés (...) Le résultat est là : plus de violence qu'on n'en a jamais connu. »

Pour certains, qui s'opposent fermement aux politiques racistes de l'État français, cela témoigne une fois de plus de la nécessité pour les quartiers populaires de pouvoir pratiquer l'autodéfense, contre les agressions de l'État.

Mais « l'autodéfense » n'a pas de sens, car ce n'est pas une minorité mais toutes les classes populaires qui sont visées par la violence de l'État.

Raisonner en terme d'autodéfense, c'est penser de la même manière, mais inversée, que Joaquin Masanet, porte-parole de l'UNSA-Police, majoritaire parmi les CRS qui dit que le coup de feu de gros calibre tiré contre les CRS est « très grave » parce qu'il vise un « symbole de la République » et prouve que des armes de gros calibre « continuent à circuler dans les cités ».

Tout cela ne vise qu'à « relativiser » la violence, à dire qu'elle est qualitativement différente en certains endroits.... alors qu'elle n'est que quantitativement différente. La présence massive de flics dans les quartiers ne diffère en rien de la répression des free partys organisés par les jeunes voulant écouter de la musique ailleurs qu'en discothèques commerciales ou de la surveillance des petits chefs dans les entreprises.

La violence sociale du capitalisme est l'aspect principal.

« Des deux aspects contradictoires, l'un est nécessairement principal, l'autre secondaire. Le principal, c'est celui qui joue le rôle dominant dans la contradiction.

Le caractère des choses et des phénomènes est surtout déterminé par cet aspect principal de la contradiction, lequel occupe la position dominante. Mais cette situation n'est pas statique; l'aspect principal et l'aspect secondaire de la contradiction se convertissent l'un en l'autre et le caractère des phénomènes change en conséquence. » (Mao Zedong)

Voilà précisément pourquoi le feu de la révolution prend si vite dans les quartiers populaires.

Car ces quartiers rassemblent le prolétariat le plus exploité, avec une forte population victime du racisme. Un racisme généralisé à toute la société française avec des « citoyens de seconde zone », avec une population criminalisée et accusée de tous les maux. Même de jeunes adolescentes sont empêchées d'aller à l'école sous prétexte de leur « dangerosité » ! [allusion à l'interdiction du voile à l'école]

Voilà pourquoi les masses qui n'ont rien d'autres à perdre que leurs chaînes rejoignent la révolte révolutionnaire. Sinon comment expliquer que chaque nuit en France des dizaines de voitures brûlent?

Comment expliquer que les « violences » se soient si vite déplacées vers les quartiers voisins et la ville de Montfermeil ? Comment expliquer que le syndicat Action police CFTC ait demandé que l'armée soit envoyée à Clichy sous bois ?

La vérité c'est qu'une étincelle peut mettre le feu à la prairie. Et que tous les dominants ont peur.

Dans la synthèse d'un rapport dévoilée par Le Figaro du jeudi 27 octobre, la direction générale de la gendarmerie nationale (DGGN) dresse la carte des « banlieues à risques » où les gendarmes sont appelés à intervenir et qui montre certaines villes de taille moyenne peuvent également être l'étincelle (comme Rillieux-la-Pape dans le Rhône, Vitry-le-François dans la Marne, Villefontaine en Isère, Méru dans l'Oise, etc.).



La bourgeoisie dans son ensemble tremble car elle sait que c'est le calme qui précède avant la tempête.

Les masses veulent la révolution, et osent chaque jour un peu plus aller en ce sens, à travers la barbarie capitaliste quotidienne.

Pour le PC (MLM), octobre 2005

Clichy, Aulnay, le Blanc-Mesnil, Bobigny... On a raison de se révolter !

Les nuits de la révolte continuent. Une révolte populaire qui vise l'État, complètement débordé par ce qui était prévisible.

Mais même prévisible une révolte populaire ne peut pas être écrasée, car l'histoire est l'histoire de la lutte des classes. Chirac peut bien dire: « Il faut que les esprits s'apaisent ».

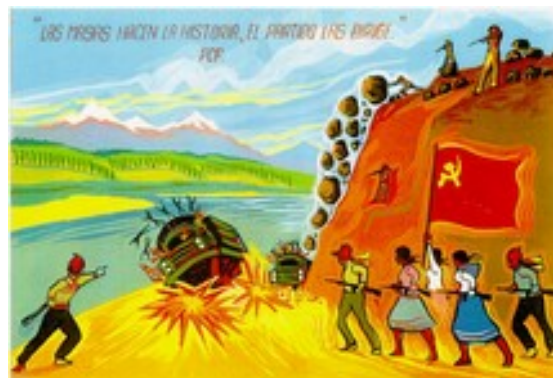
La section police du syndicat CFTC représentant 20% des policiers syndiqués peut bien demander « un couvre-feu de nuit pour faire face à la guerre civile qui continue actuellement à se dérouler dans de nombreux ghettos français » car « demain, ce seront 700 cités interdites qui entreront à leur tour en guerre civile », de la même manière qu'elle a avait déjà demandé l'armée (voir notre document « La révolte de Clichy, expression du besoin d'autodéfense ou celui de la guerre populaire? »).

Tout cela ne changera rien, car ce sont les masses qui font l'histoire, et ces 7 nuits de révolte font déjà partie de l'histoire révolutionnaire en France.

Ces révoltes sont la démonstration que la lutte de classes continue, même si certains ont voulu l'étouffer par l'électoratisme à partir de la campagne pour le « non » à la constitution européenne !

Les révoltes populaires actuelles balient l'opportunisme et cela est une bonne chose.

Elles montrent que la révolution est possible et nécessaire.



Elles ont fait se taire toute l'extrême-gauche électorale, qui a mis plusieurs jours avant d'oser parler, toute sa stratégie de soumission des classes populaires à la petite-bourgeoisie adepte du calme des pavillons tombant à l'eau !

Pourtant, lorsque le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a affirmé qu'il fallait « rayer Israël de la carte », le « PCF » était immédiatement intervenu, en disant que sa déclaration suscitait « une émotion et une indignation légitimes. » Apparemment la révolte populaire a créé moins d'émotions... Surtout quand on sait qu'il s'agit souvent de banlieues aux mairies PCF!

Pour le PCF « Le calme doit revenir au plus vite et chacun doit en tirer tous les enseignements », « La police de proximité avait permis des progrès importants, mais elle a été supprimée. Les associations qui mènent un travail de terrain extrêmement utile voient leur subventions supprimées. »

Ce qui est dire la même chose que le maire UMP d'Argenteuil : Georges Mothron : « Pour la première fois, j'ai eu des emmerdes personnelles. Ma voiture a été incendiée et mon domicile visité. C'est du jamais vu! Je suis né à Argenteuil et j'ai toujours pu me balader partout, à n'importe quelle heure, mais là on a franchi un cran. Cela dit, il ne suffit pas d'agiter le bâton sans la carotte. »

La LCR dit pareil : pour elle la révolte n'est qu'une « colère », l'expression de la misère et du désespoir. Sarkozy qui joue là-dessus est un « pompier-pyromane. » Une grande partie de l'extrême-gauche pense pareil: pour elles la lutte se passe au sein de l'entreprise, le reste n'existant pas.

« Cette catégorie de "révolutionnaires" tient le même discours que les trotskystes, lèche verbalement le cul des ouvriers même si ceux-ci sont arriérés idéologiquement au possible et crie à l'anarchisme dès que les vitrines volent dans une manifestation.

Nous, les maoïstes, nous aimons les vitrines qui volent. Et le prolétaire qui regrette les vitrines qui volent, c'est un con qu'il faut éduquer politiquement. » (PCMLM, Vive le léninisme, avril 2003)

On a raison de se révolter !

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Accuser Sarkozy et le gouvernement de tous les maux ou oser une critique radicale de l'État ?

Après avoir utilisé le piège du racisme, le capitalisme a décidé d'utiliser une arme maîtresse pour diviser les masses : Sarkozy.

L'histoire de la révolte populaire devient l'histoire de Sarkozy.

Oubliées l'histoire des bidonvilles des années 1970, la construction des cités, la généralisation des pavillons, la formation de zones « urbaines » bourgeoises bien abritées...

Oublié l'ambiance révolutionnaire existant depuis plusieurs années, dont une des expressions culturelles les plus marquantes a été le film « Ma 6-T ca crack-er » et sa bande-son...

La seule origine de la révolte, cela serait Sarkozy, le puissant magicien qui par de simples mots comme « Karcher » et « racaille » a fomenté les troubles ! Il va de soi que c'est absurde.

Bien sûr Sarkozy focalise sur lui une haine farouche, mais cette haine est une haine de classe, il ne faut surtout pas la laisser se faire transformer en argument électoral !

Aux USA on a eu droit au même coup avec Bush, et d'ailleurs comme par hasard le député européen socialiste Benoît Hamon qualifie Sarkozy de « french Bush. » L'intervention en Irak, cela serait « sa » faute, Bush lui-même serait un « idiot », un « fou », un « fasciste » ou une « ordure humaine » comme l'a récemment dit Maradona.

Seulement de même que le football ne se résume pas à des individus, l'histoire n'est pas celle des « grands hommes. » Ce sont les masses qui font l'histoire; l'histoire est l'histoire de la lutte des classes.

Qui a besoin de parler de Sarkozy, si ce n'est ceux qui le défendent ou ceux qui rêvent de le remplacer?

Qui a besoin de Sarkozy si ce n'est ceux qui tablent sur les élections, pour en faire leur épouvantail et s'octroyer une légitimité populaire?

Le pouvoir populaire ce n'est pas Sarkozy ayant disparu du ministère de l'Intérieur, mais la destruction de l'Etat dans son ensemble.

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Quelle unité pour une lutte prolongée?

Parmi les gens qui affirment vouloir changer les choses il y a aujourd'hui deux points de vue.

Le premier consiste à considérer cette révolte comme autodestructrice, stérile, ne s'attaquant pas aux vrais problèmes.

Certains ici considèrent que la révolte est celle d'un lumpenproletariat, d'autres qu'il faut « éduquer » la jeunesse des banlieues.

Le second point de vue consiste à considérer que la révolte est une révolte classique du prolétariat contre l'État, comme par exemple à Los Angeles en 1992. Selon ce point de vue la révolte n'est que le début de la lutte, certainement pas un feu de paille stérile.

Ces deux points de vue sont inconciliables.

L'un est une partie du problème, l'autre est une partie de la solution.

La preuve en est que les partisans du premier point de vue n'ont osé parler qu'au moment où l'état d'urgence a été proclamé, c'est-à-dire au moment où l'Etat a repris les choses en main.

C'est seulement quand la révolte touchait ses limites qu'ils ont osé aborder le sujet, et encore uniquement pour critiquer le couvre-feu.

Les partisans du second point de vue ont PAR CONTRE TOUT DE SUITE salué la révolte, et l'ont soutenu contre ceux qui la diffamaient, la qualifiant d'émeute du lumpenprolétariat ou de simple « vengeance » antiraciste.

La preuve en est également que les partisans du premier point de vue ne parlent jamais de révolution violente ou de lutte contre l'État, mais toujours... d'élections.

C'est la faute à Sarkozy qu'il faut virer, à Villepin [le premier ministre] qui doit démissionner, à la répression aveugle de gens fascisants dans les ministères, au racisme qu'on peut faire disparaître avec une autre politique, etc.

Alors la question est maintenant : que doivent faire ceux et celles ayant salué la révolte ? Quelle unité pour une lutte prolongée ?

Voilà les discussions qui doivent marquer les prochains mois. Sans cela les électoralistes qui ont profité du mouvement pour le « non » à la constitution européenne massacreront encore une fois le moindre projet révolutionnaire.

Ils le feront saborder en déviant la lutte contre l'État, en la transformant en lutte contre une « politique gouvernementale. »

Alors osons lutter, osons l'unité à la base contre l'État.

Pour le PC (MLM), novembre 2005



L'UOIF lance une « fatwa » contre la juste révolte populaire !

Nantes, Lille, Orléans, Rennes, Lyon, Montceau-les-Mines... Partout la juste révolte s'étend.

Et que fait l'Union des Organisations Islamiques de France ? Elle a lancé le 6 novembre une « Fatwa concernant les troubles qui touchent la France. » Elle montre bien par là qu'elle est une institution, un appendice de l'État dont le chef Chirac a appelé au calme quelques jours auparavant.

L'UOIF joue sur le sentiment religieux pour tenter de diviser les gens se révoltant. L'UOIF explique que « *Dans plusieurs versets du Saint Coran, Dieu blâme la destruction et le désordre et rejette ceux qui les accomplissent. Il dit au verset 64 de la Sourate 5 « Allah n'aime pas les semeurs de désordre » ; il dit au verset 60 de la Sourate 2 « Ne semez pas de troubles sur la terre comme des fauteurs de désordre ».* (Voir également 2/27 ; 2/205 ; 7/56 ; 28/77 etc..). »

L'UOIF appelle donc clairement à se soumettre à la société bourgeoise. Comme elle ne peut pas le dire ainsi, elle dit comme toutes les organisations bourgeoises, que la révolte n'est pas une juste lutte mais du « désarroi » : « *le besoin d'exprimer sa détresse ou son malaise n'annule pas le droit des innocents qui ont vu leurs voitures et commerces brûler* », « *La gravité des événements qui agitent la banlieue parisienne ces derniers jours dénote le désespoir dans lequel se trouvent plongés beaucoup de jeunes et qui les amène à considérer qu'ils n'ont plus rien à perdre.* »

L'UOIF défend le calme de la société bourgeoise, pour elle les événements « troublent la quiétude des gens, portent atteinte à leur sécurité et leurs biens et peuvent même attenter à leurs vies. »

Ce discours ne vise qu'à défendre la petite-bourgeoisie pavillonnaire et les personnes d'origine immigrées qui ont été intégrés à l'appareil d'État ou dans la bourgeoisie. Musulman ou pas, d'origine immigrée ou pas, ce qui compte en France c'est la lutte des classes, et la révolte est une juste révolte prolétarienne.

Pour l'UOIF « Il est formellement interdit à tout musulman recherchant la satisfaction et la grâce divines de participer à quelque action qui frappe de façon aveugle des biens privés ou publics ou qui peuvent attenter à la vie d'autrui. Contribuer à ces exactions est un acte illicite. »



La lutte des classes ne frappe pas de manière aveugle. Elle est comme une taupe qui creuse cherchant sa voie, et qui finit par la trouver.

Ou comme le constatait Rosa Luxemburg au moment de la révolution russe :

« Malgré la trahison, malgré la faillite des masses ouvrières, malgré l'effondrement de l'Internationale socialiste, la grande loi historique s'est frayée un chemin, comme un torrent dont on a comblé le lit habituel et qui, enfoui dans les profondeurs, resurgit éclatant de lumière. »

Histoire, vieille taupe, tu as fait du bon travail !

En cet instant retentit sur le prolétariat international, sur le prolétariat allemand le mot d'ordre, l'appel que seule peut faire jaillir l'heure grandiose d'un tournant mondial : Impérialisme ou socialisme. Guerre ou révolution, il n'y a pas d'autre alternative! »

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Le masque tombe : l'état d'urgence de plus en plus exigé par la bourgeoisie

Après avoir tenté de minimiser ou de nier les faits, l'État comprend qu'il n'a plus le choix devant la portée de la révolte. Car l'État sait qu'il ne s'agit pas d'une protestation ultra-violente d'une minorité de la société : il s'agit de la lutte des classes !

Et contre la lutte des classes, quand le rideau « démocratique » tombe, c'est l'armée qu'on emploie.

D'où les appels incessants pour l'instauration de l'état d'urgence, de la part de la droite comme de la gauche.

Les députés UMP Georges Fenech (Rhône) et Nicolas Dupont-Aignan (Essonne) viennent de déposer ce lundi à l'Assemblée nationale une proposition de loi anti-émeute afin de criminaliser toute protestation. Jacques Myard député UMP des Yvelines a exigé dans un communiqué l'instauration de l'état d'urgence avec « un strict couvre-feu » ; Michel Pajon, maire socialiste de Noisy-le-Grand dans le 93, a également demandé que l'armée intervienne.

« Pour un socialiste, dire que l'armée doit intervenir est un constat d'échec absolument inimaginable. » Inimaginable, sauf lorsque naturellement le masque « démocratique » est tombé et que les masses se révoltent.

Il rejoint ainsi Marine Le Pen, qui a tiré la première : « Il est temps de faire cesser les saccages, les incendies criminels, les tirs à balles réelles ainsi que les agressions contre les personnes. Pour ce faire, j'é mets une proposition claire : l'instauration de l'état d'urgence sur tous les territoires concernés. »

Naturellement Philippe de Villiers s'est lancé dans la bataille, exigeant un couvre-feu pour les moins de 20 ans dans les villes de plus de 30.000 habitants.

Il justifie même l'autodéfense armée des pavillons contre les prolétaires : « Face à la guerre anti-française, je veux me faire le porte-parole de la France profonde, celle qui se barricade à partir de six heures le soir, en prévision des nuits de violence. »

Tout cela ne surprendra personne qui connaît la nature du capitalisme, surtout lorsque le capitalisme est passé au stade impérialiste et qu'il est en proie à une crise mortelle que chacun peut constater quotidiennement.

« L'impérialisme, c'est la réaction politique sur toute la ligne » (Lénine)

« Le fascisme est la dictature terroriste ouverte des éléments les plus réactionnaires, les plus chauvins et les plus impérialistes du capital financier. » (Dimitrov)

Pour le PC (MLM), novembre 2005

La décision du couvre-feu et les préfets

Villepin a rejeté le recours à l'armée (« Nous n'en sommes pas là »), mais compte bien rétablir l'ordre par tous les moyens que les forces de police peuvent fournir : « à chaque étape, nous prendrons les mesures nécessaires pour que l'ordre soit rétabli très rapidement sur l'ensemble du territoire national ».

Pour cela il a besoin du couvre-feu, pour faire que la police ait les moyens d'agir comme l'armée et de considérer les civils directement comme des opposants. Le couvre-feu sera décidé par les préfets.

Qu'est-ce qu'un préfet? C'est un haut fonctionnaire nommé par le président de la république, qui peut le révoquer et en nommer un autre quand il veut.

Le préfet n'a pas le droit de faire de politique ni de quitter son département. Il s'agit le plus souvent de quelqu'un de l'ENA, d'un très haut fonctionnaire. Il s'agit du plus haut responsable de l'État pour chaque département : il gère l'application des décisions du gouvernement, l'ordre public, les élections, les permis de construire, etc.

C'est-à-dire que la décision du couvre-feu dépendra de l'appareil d'État lui-même, même plus de politiciens élus dans un système « démocratique. »

C'est un pas très net dans le processus de fascisation. Cela montre que la lutte de la classe prolétarienne a ébranlé les dominants, la bourgeoisie n'est en plus en mesure d'exercer le pouvoir comme avant.

Pour le PC (MLM), novembre 2005

La prolongation de l'état d'urgence pour trois mois est la preuve que la longue marche vers le pouvoir populaire a commencé

Et que ceux qui n'ont osé ouvrir la bouche qu'au moment de son instauration ne veulent pas d'une révolte populaire prolongée, d'une longue marche révolutionnaire.

Trois mois de plus. Ce qui ne devait être que temporaire est devenu permanent. Ce qui devait être une situation d'exception est devenu une situation normale. Le cauchemar de la petite-bourgeoisie est devenu réalité. La crise capitaliste a atteint le point de non-retour, celui où commence l'affrontement classe contre classe.

L'État débordé au départ assume la lutte de classes et le fait comme il l'a toujours fait : par la violence la plus large, la plus militarisée.

Cela ne dérange aucunement la bourgeoisie française, qui a l'habitude depuis la Commune de Paris en 1871 des soulèvements populaires. Mais pour les partis représentant les intérêts de la petite-bourgeoisie, c'est la faillite la plus complète.

Une première preuve de cette faillite a été que ces partis n'ont ouvert la bouche que lorsque le couvre-feu a été instauré.

Des Verts aux révolutionnaires de papiers trotskystes ou anarchistes, personne n'a osé rien dire tant que la révolte risquait de s'élargir encore.

Cela montre la nature de classe de cette position - comme Alain Krivine de la LCR qui raconte à la revue sociale-chauvine « Marianne » non pas qu'il a combattu la police ou affirmé la nécessité d'aller un jour vers l'insurrection, mais comment il a participé des « rondes » avec ses voisins pour protéger son immeuble des violences à Saint-Denis.

Car de toutes manières « aucune organisation politique ne peut être comprise de ces jeunes », dit-il.

La seconde preuve de cette faillite est que ces partis se sont lancés dans un grand mouvement contre l'état d'urgence, tentant de refaire le coup de l'union sacrée, exactement comme pour le « non » à la constitution.

Et là non seulement personne n'est tombé dans le panneau et ne les a suivis, mais en plus l'État a prolongé l'état d'urgence, montrant que ce qu'ils représentaient socialement était inexistant.

Toutes les illusions de la petite-bourgeoisie sur des réformes au « néo-libéralisme », sur un « autre monde », etc., sont envolées. A un moment où la révolte populaire va jusqu'à affronter l'État :

- faut-il généraliser l'agitation et la propagande pour renverser le capitalisme, ou bien critiquer un état d'urgence qui vise « à masquer les dégâts sociaux produits par des années d'une politique libérale au service du Medef » (LCR)?

- faut-il expliquer la nature de l'État, sa soumission COMPLÈTE à la bourgeoisie, ou bien organiser « une grande manifestation unitaire dans les jours qui viennent contre l'escalade sécuritaire et répressive de Chirac-Villepin-Sarkozy » (LCR) ?

La vérité c'est que la petite-bourgeoisie voit son rêve de jouer un rôle s'effondrer. Désormais pour pouvoir exister elle devra s'allier avec la bourgeoisie, basculant dans le fascisme.

Toute l'option « conciliatrice », l'option « réformiste », visant à atténuer les luttes des classes, a été balayé par la révolte. Ils comptaient manipuler les masses en les lançant dans la démarche « citoyenne » et « républicaine » du refus de l'état d'urgence, des revendications syndicales.

Cette poudre aux yeux a été accueillie par une indifférence montrant le haut niveau de conscience des masses par rapport à ces misérables propositions trahissant la révolte populaire.

Une révolte populaire saluée dans tous les pays capitalistes par les éléments les plus conscients, d'Athènes à Montréal, et jusqu'en Afrique, en Asie, en Amérique latine.

Une révolte populaire qui a fait frémir l'Union Européenne, dont le chef de la commission José Manuel Barroso a proposé que l'UE verse « 50 millions d'euros dans l'immédiat » à la France, et éventuellement jusqu'à un milliard d'euros, afin de montrer son inquiétude.

Une révolte populaire partie pour durer, parce que l'accalmie qui arrive n'est que le prélude des tempêtes de demain. Les masses appliquent très bien le principe populaire de la lutte : « l'ennemi avance, nous reculons, l'ennemi s'arrête nous le harcelons, l'ennemi recule nous le poursuivons. »

La révolte a tracé une ligne de démarcation claire.

Il y a ceux qui comme Lutte Ouvrière considère que « Cette flambée de violence est stérile. Brûler les voitures de ses propres parents ou voisins, brûler des autobus qui desservent les quartiers populaires, saccager des écoles maternelles témoigne de la part de ceux qui le font d'une absence de conscience sociale et de solidarité. » (Arlette Laguiller).

Et il y a ceux et celles qui considèrent que c'est le début tant attendu de la longue marche pour détruire l'État - pour le communisme !

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Soutenir la révolte populaire, ou bien la refuser en parlant d'« islamisation » et de « désarroi »?

Qui s'est révolté à Clichy sous Bois? La jeunesse, pareillement qu'en mai 68. Mais cette fois il ne s'agit pas de la jeunesse étudiante, mais de la jeunesse la plus exploitée, celle qui en plus d'être prolétaire affronte quotidiennement le racisme massif et généralisé.

Cette jeunesse en rébellion est à l'avant-garde de la lutte des classes en France, elle veut que tout change, elle est l'expression de l'antagonisme total entre le prolétariat et le capitalisme. Les réactionnaires tentent d'étouffer cela, ils prétendent que la révolte n'a aucun lien avec la « société française. »



Il y a ainsi l'arme du racisme, afin de diviser pour régner. C'est l'argument de « l'islamisation de la France », comme le dit Philippe de Villiers qui parle de « guerre civile ethnique », le mot-clé, la cause de toutes les causes: la faillite d'une politique d'immigration massive et incontrôlée ».

Fraîchement allié avec l'ex Front National Jacques Bompard, ils sont allés en Seine Saint-Denis pour s'unir et former un « collectif national des élus de la République contre le droit de vote des étrangers. »

Le Pen considère lui que : « à travers les agents et les symboles de l'État, c'est la France elle-même qui est attaquée, par des hordes que les lois dites antiracistes ne doivent plus nous empêcher de désigner comme étrangères. »

Voilà la politique fasciste : diviser les masses en distillant le racisme! Cette propagande raciste est également associée à la criminalisation des « classes dangereuses. »

Pour les réactionnaires il s'agit de faire croire que la révolte part d'une tradition de gangster de s'approprier un territoire. C'est le mot répété sans cesse, le « territoire des bandes », comme l'a dit Sarkozy à Argenteuil, où une pluie de pierres l'avait accueilli après ses propos sur les « racailles » et le « Karcher. »

« Les jeunes considèrent leur cité comme leur appartenant exclusivement. La police, à leurs yeux, n'est qu'une bande rivale. Le seul fait qu'elle rentre dans le quartier leur apparaît comme une agression » (le sociologue Sébastien Peyrat dans les médias)

« Il y a des individus qui considèrent que c'est l'occasion de marquer un territoire en luttant contre les forces de l'ordre. Ces territoires de sécession s'autorégulent dans la violence » (Alain Bauer, criminologue et président de l'Observatoire national de la Délinquance)

Ce discours vise à « faire peur », à donner l'hégémonie aux classes moyennes pavillonnaires.

C'est pour cela qu'il y a des initiatives comme celle de la fédération UMP de Seine-Saint-Denis, qui lance une pétition « Stop violence - La Seine-Saint-Denis réclame le calme » diffusée à 100.000 exemplaires.

C'est pour cela que l'on retrouve le même discours chez l'extrême-gauche des pavillons, celle qui profite des syndicats.

La gauche du « PCF » et Arlette Laguiller sont d'accord: « Les principales victimes de ces violences sont les habitants de ces banlieues » (Arlette Laguiller), « Faute d'une analyse politique (...) des jeunes en sont quelquefois réduits à des agressions inacceptables contre la tranquillité, la sécurité et les biens de la population salariée » (gauche du « PCF » - le PRCF).

Arlette Laguiller n'hésite pas à dire que la violence est issue des « caïds » : « La violence au quotidien dans ces quartiers est peut-être le fait de voyous ou de trafiquants. Mais des voyous, il y en a toujours eu, pourquoi trouvent-ils aujourd'hui le soutien d'une bonne partie des jeunes ? Pourquoi les explosions de violence entraînent-elles contre la police bien plus de jeunes que ces petits caïds de quartier? »

Tous ces légalistes disent la même chose : « Ce ne sont pas les modestes voitures et les HLM des ouvriers, des retraités et des chômeurs qu'il faut incendier, c'est le capitalisme. » (gauche du « PCF » - le PRCF).

« La vague de révolte et de violences qui secoue aujourd'hui les banlieues et les quartiers populaires suscite une inquiétude profonde parmi la population. » (LCR)

Tout cela n'est que prétexte pour rejeter la lutte. Les voitures incendiées le sont dans la zone où les jeunes considèrent qu'ils peuvent lutter, sans aller dans une zone où ils pourraient se faire arrêter trop facilement.

De nombreuses voitures ont été incendiées devant les préfectures ainsi que certaines voitures personnelles de responsables de l'État (maires PCF comme UMP), des postes de police ont été attaqués (à Aulnay, à Antony, etc.) ainsi que des agences de la poste ou un concessionnaire Renault; à plusieurs reprises des coups de feu ont été tirés contre la police (comme à la Courneuve), des journalistes ont été pris à partie et leurs voitures incendiées, le centre commercial de Bobigny 2 a été « vandalisé », etc.



Veut-on la révolution, ou ne la veut-on pas? Ce sont les masses qui font l'histoire, et soit on est avec elles, soit on est contre elles.

La lutte existe et ceux qui la préféreraient « autrement » montrent qu'en fait ils ont peur d'elle ou bien ne la veulent pas.

Ou pour prendre un exemple, la LCR a appelé « l'ensemble des forces de gauche et démocratiques » à une réunion « pour envisager une initiative d'urgence qui pourrait prendre la forme d'une marche pacifique partant des quartiers pour exiger la démission de Sarkozy et des mesures nécessaires à une vie sociale, solidaire et collective » !

A-t-on besoin d'une « marche pacifique » dans une perspective électorale ou de la lutte révolutionnaire contre l'État?

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Qu'est-ce que la guerre populaire? Les thèses fondamentalement erronées du PCR(co) du Canada au vu de la révolte populaire en France

[Après un réel succès en s'ouvrant aux thèses post-modernes, le PCR du Canada s'est divisé en de multiples structures dont toutes se sont effondrées à la fin des années 2010. On notera qu'à la suite de la révolte en France, le PCR du Canada avait envoyé un cadre en France pour « monter le Parti », avec l'appui direct des maoïstes népalais. Il va de soi que cette tentative révisionniste fut vaine.]

La révolte en France montre que les thèses maoïstes sur la guerre populaire dans les pays impérialistes sont correctes.

Les pays impérialistes ne restent pas « stables » jusqu'au jour mythique où la révolution deviendrait possible. Il y a des crises, des avancées et des reculs qui sont marqués par la violence révolutionnaire.

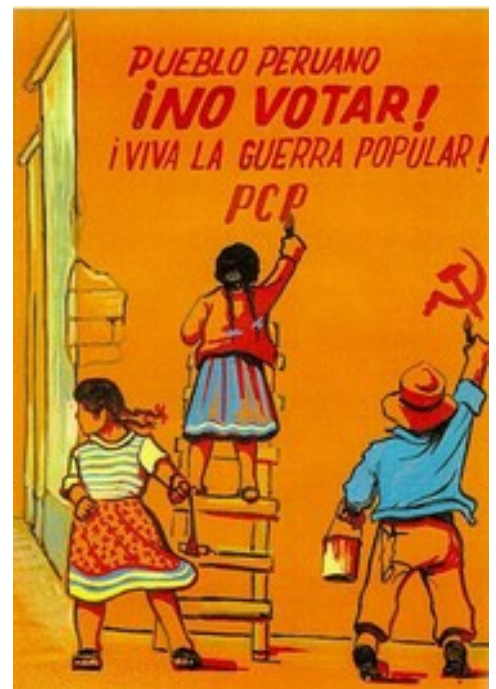
Cette révolte montre en tout cas le caractère erroné de la thèse expliquant que la guerre populaire c'est la propagande armée montrant la voie à suivre, que la guerre populaire est décidée par le Parti de A à Z et non pas par les masses qui font l'histoire.

Car dans une situation comme celle aujourd'hui où la révolte est partout, où la violence révolutionnaire est partout même si c'est dans des formes plus ou moins élevées, il ne suffira certainement pas de la « propagande armée » pour se faire « reconnaître » des masses. Soit le Parti est le Parti des masses, soit il n'est rien.

La conception du Parti Communiste Révolutionnaire du Canada (Comités d'Organisation) s'oppose pourtant à cela. La conception de la guerre populaire du PCR(co) consiste en une série de principes alignés les uns à côté des autres. Pour le PCR(co), la guerre populaire c'est tout d'abord « le boycott de l'État » ; il faut boycotter les syndicats, les institutions, etc.

« Le boycott de l'État contribuera à démarquer de plus en plus clairement les deux camps qui s'affrontent - celui de la révolution et celui de la réaction » (Programme du PCR(co)).

C'est naturellement inexact. Ce qui distingue les révolutionnaires ce n'est pas le boycott de l'État, mais la lutte contre l'État. C'est ce qui fait la différence en ce moment en France entre l'aspect révolutionnaire de la révolte populaire - celui qui vise l'État - et l'aspect simplement protestataire (qui vise n'importe quoi de manière discriminée).





Rappelons justement que l'aspect révolutionnaire est l'aspect principal de la révolte populaire en France, et que les bourgeois précisément disent que l'aspect principal est la destruction aveugle.

La thèse du PCR(co), qui est une thèse anarcho-syndicaliste classique, est donc erronée : un mouvement révolutionnaire ne consiste pas en un mouvement boycottant l'État.

Le marxisme-léninisme-maoïsme enseigne que pour être révolutionnaire il faut affronter les institutions, non pas simplement les boycotter voire les éviter.

La première erreur du PCR(co) en amène une autre, qui elle aussi se révèle parfaitement au vu de l'expérience de la révolte en France. Le PCR(co) dit qu'il faut soutenir militairement les mouvements boycottant l'État :

« Elle [l'armée révolutionnaire] pourra et devra apporter son appui au mouvement des masses qui se développe à l'initiative et éventuellement sous la direction du parti, en-dehors de la discipline imposée par l'État bourgeois. C'est seulement ainsi qu'elle en arrivera à être reconnue par les masses et qu'elle pourra se « fondre » avec elles et compter sur leur soutien. » (Programme du PCR(co)).

Cette thèse est tout à fait fautive pour une raison simple : soit elle est du réformisme armé (un soutien armé extérieur au mouvement et cherchant à le phagocyter), soit elle n'a aucun sens comme aujourd'hui en France où le mouvement de masses utilise déjà la violence révolutionnaire (ou alors c'est directement prôner l'insurrection sans aucune analyse de la situation objective).

La thèse du PCR(co) est en fait une thèse totalement mécanique : le parti lance un mouvement et l'armée essaie de se fondre dedans en l'appuyant. La thèse est mécanique dans la mesure où elle affirme qu'une action armée en appelle une autre, fait boule de neige, jusqu'à l'insurrection finale ; elle est notamment longuement expliquée dans le document des Cellules Communistes Combattantes de Belgique « La flèche et le cible. »

Le PCR(co) ne cache d'ailleurs pas ses références : « Comme l'ont écrit les camarades des Cellules communistes combattantes de Belgique dans un texte-bilan produit en 1994, « le rôle des communistes n'est pas d'entretenir le fonctionnement démocratique bourgeois, il est d'apporter la preuve de viabilité de la voie révolutionnaire, et cela jusqu'au niveau militaire où ils doivent démontrer la possibilité d'affronter victorieusement (même à une échelle réduite), les armes à la main, la bourgeoisie et ses forces de défense ». (La Flèche et la Cible) » (Programme du PCR(co)).

Il va de soi que cette conception s'oppose à la conception de la guerre populaire, d'ailleurs les groupes défendant ce point de vue sont opposés au marxisme-léninisme-maoïsme (les CCC en Belgique, le PCER en Espagne, et en Turquie la MLSPB, unité armée de propagande marxiste-léniniste).

Il s'agit d'une théorie de l'action exemplaire qui est étrangère à la conception du « poisson dans l'eau. » En fait, le principal protagoniste de la thèse du PCR(co) ce ne sont pas les masses, mais le Parti qui est le véritable « foyer révolutionnaire. »

C'est la thèse guévariste comme quoi le foyer révolutionnaire peut devenir le principal protagoniste de l'histoire, et non plus les masses. Il y a ainsi deux conséquences : d'abord le prolétariat est considéré comme ne participant pas à la guerre populaire tant qu'il ne participe pas à la lutte armée du Parti, ce qui est une conception militariste. Le programme dit explicitement à ce sujet :

« La guerre populaire prolongée suivra différentes étapes. Au départ, l'activité légale occupera d'ailleurs sans doute une place plus importante que l'activité illégale. Mais celle-ci sera appelée à jouer un rôle de plus en plus important, jusqu'au jour où le prolétariat sera prêt à affronter massivement le pouvoir de la bourgeoisie. » (Programme du PCR(co)).

Ensuite, en attendant le jour où les masses pratiquent la lutte armée selon le vœu du Parti, l'armée sert non pas le peuple, mais le parti lui-même. « À la première étape, le travail et les actions menées par l'armée visent surtout à soutenir le travail du parti » (Programme du PCR(co)).

Et au cas où il y aurait une ambiguïté à ce sujet le programme précise bien : « Ils [le travail et les actions menées par l'armée] peuvent aussi secondairement viser à affaiblir directement l'ennemi, mais ce n'est pas là l'essentiel. » (Programme du PCR(co)).

L'armée révolutionnaire ne combat donc pas l'État, mais sert le parti en attendant de pouvoir servir de l'extérieur un mouvement lancé par le Parti.

C'est du réformisme armé et cela n'a rien à voir avec la guerre populaire. Si l'on veut résumer, on peut ainsi dire que pour le PCR(co) la guerre populaire n'est pas la guerre des masses, mais une propagande armée parallèle à un boycott général de l'État de la part des masses, le tout devant fusionner pour arriver à l'insurrection finale.



La révolte populaire en France montre le caractère artificiel de la position du PCR(co). Si l'on appliquait sa conception en France, cela reviendrait soit à refuser la révolte en l'accusant de ne pas être mature, soit à se lancer dans la lutte armée insurrectionnelle.

Alors que si l'on dit que les masses font l'histoire, on comprend qu'il faut défendre la révolte, élever son niveau de conscience, chercher à unifier les masses populaires dans leur ensemble sur cette base.

Les positions militaristes du PCR(co) ne permettent pas une telle conception, qui est pourtant le b-a-BA du léninisme.

Mais il est vrai que le PCR(co), pour assumer un « maoïsme » artificiel, a dû balancer par-dessus bord Lénine et Staline.



Le PCR(co) prétend ainsi être marxiste-léniniste-maoïste, avoir un programme politique, tout en considérant que « l'évaluation de Staline et de son rôle au sein du mouvement communiste international est une question toujours ouverte au sein du PCR[co] » !!

Comment un parti avec un programme peut-il laisser une telle question en suspens ?

Ce qui est en plus inexact : le programme du PCR(co) considère clairement Staline comme un révisionniste.

Le PCR(co) défend les mêmes thèses révisionnistes que les CCC : Staline serait un accident de parcours du mouvement communiste, et cette accusation touche même l'ensemble du parti bolchevik !

Le programme défend les accusations :

- comme quoi « Staline et le Parti bolchevik ont fait preuve d'une tendance à l'hégémonie » au niveau international;

- comme quoi « globalement toutefois, Staline a été incapable de comprendre les contradictions de la société socialiste ; les conceptions erronées et les faiblesses d'alors du Parti bolchevik l'ont empêché de voir le développement d'une nouvelle bourgeoisie qui a éventuellement réussi à renverser les acquis de la Révolution d'octobre » ;

- comme quoi « les bolcheviks et Staline ont poursuivi l'expérience socialiste en Union soviétique et ont tenté de faire avancer la révolution mondiale » (sous-entendu n'y sont pas arrivés);

- comme quoi « entre la période de 1917 et celle qui a vu la trahison de la direction du Parti, l'économie soviétique comportait encore de vastes secteurs encore largement marchands, voire même capitalistes », (c'est-à-dire donc que l'URSS n'était pas vraiment un État socialiste) ;

- comme quoi « avec le temps, la direction du Parti communiste de l'URSS s'est engagée dans la voie du capitalisme d'État : une nouvelle bourgeoisie est apparue autour de l'appareil d'État, qui a soumis de nouveau le prolétariat à des rapports d'exploitation. » (en clair : l'URSS n'était pas socialiste) ;

- comme quoi « Lorsqu'une direction révisionniste a pris le pouvoir avec Khrouchtchev en 1956, différentes réformes économiques ont fait de l'URSS un pays à l'intérieur duquel la voie du capitalisme s'est accentuée. » (Staline préfigure Khrouchtchev) ;



Le PCR(co) essaie même de monter Mao contre Staline, en disant que « Déjà, dans les années 1930, Mao avait critiqué les insuffisances de l'expérience soviétique.

Il invoquait entre autres qu'il fallait davantage prioriser les initiatives des masses paysannes dans le processus révolutionnaire, ce que l'URSS sous Staline avait sous-estimé », etc.

Quand on voit comment Staline a été rejeté, on ne s'étonne pas des erreurs du PCR(co) concernant la question de la guerre populaire.

C'est d'ailleurs là la différence essentielle entre les partis se revendiquant du « maoïsme » et ceux qui assument véritablement le marxisme - léninisme - maoïsme.

Les premiers se considèrent comme révolutionnaires en se cachant derrière des guerres populaires dans d'autres pays ou des « boycotts », les seconds assument la lutte révolutionnaire selon les conditions concrètes de leur pays.

Pour le PC (MLM), novembre 2005

Au sujet d'un « Tract à diffuser dans les quartiers »

Le 7 janvier a été diffusé, notamment sur Indymedia, un tract intitulé « Tract à diffuser dans les quartiers », tract écrit et publié par des « marxistes-léniniste ».

Ce document est destiné « à toutes les personnes conscientes qui voudront bien diffuser ce tract aux jeunes de leur quartier, afin de recadrer leur rébellion légitime. »

Mais ce document est surtout un mélange de racisme et de sexisme, en plus de la prétention à vouloir commander les masses.

Sous prétexte pour faire « jeune de quartier » de reprendre des extraits de la chanson P.O.R.C. de La Rumeur on a droit à un vocabulaire violemment patriarcal : « Le Pen, Sarkozy, X [=le maire de la commune] » sont appelés « les mêmes vieilles chiennes sur leurs vieilles piles d'oseille. »

L'appel se dirige exclusivement vers les « frères de classe », les femmes n'existent même pas, alors qu'elles sont encore plus exploitées que les jeunes hommes prolétaires et d'origine immigrée.

Pire, le document a des relents de racisme ouvert : « La révolution ce n'est pas brûler les voitures des habitants du quartier et se mettre les Français à dos »!!!!

Comme la bourgeoisie le tract explique que la révolte c'est... ceux qui ne sont pas « Français » et qui ne se comportent encore pas correctement! C'est une véritable honte et une insulte à toute analyse prolétarienne de l'histoire.

D'autant plus que le tract compte expliquer à la jeunesse en révolte qu'en fait le racisme n'existe pas: « Ton voisin de quartier qui te regarde de travers quand il te croise n'est pas raciste, il est manipulé, influencé, lobotomisé par le journal de 20h, dicté aux chaînes par l'État. »

Car le seul raciste c'est l'État : « En revanche, c'est bien l'État qui est raciste avec toi quand tu fais des démarches administratives, quand tu subis un contrôle d'identité injustifié et illégal. »

A ces propos sexistes et racistes s'ajoutent l'opportunisme le plus complet : « Ne nous laissons pas arnaquer par ces faux amis et leurs discours bidons, qui nous incitent à poser les armes, à discuter et à aller voter pour nous exprimer. Mais à défaut de véritable projet marxiste-léniniste, VOTER POUR QUI ? »

Non seulement les armes seraient prises (ce qui signifie que cela serait la révolution), mais ce qui compte en fin de compte bien plus que cette prise des armes, c'est qu'un jour on puisse aller voter pour des marxistes-léninistes!

Tout cela est justifié par le discours dominant de jeunes en plein désarroi ne sachant pas ce qu'ils font : « continuons la lutte mais arrêtons de nous en prendre aux biens de nos frères de classe. »

Mais pour continuer la lutte il faut déjà la commencer, et les gens ayant écrit ce tract s'adressent de l'extérieur du mouvement. Ils peuvent bien signer « Comité de défense des exploités et de promotion du marxisme-léninisme. »

Les exploités se défendent très bien eux-mêmes en ce moment, et n'ont pas besoin d'un discours mêlant populisme issu de la lecture de textes de chansons de hip hop et d'un paternalisme typique de l'Etat bourgeois lui-même.

« Les masses sont la lumière même du monde... Elles sont la fibre, la palpitation inépuisable de l'histoire... Quand elles parlent tout tremble, l'ordre chancelle, les cimes les plus hautes s'abaissent, les étoiles prennent une autre direction, parce que les masses font et peuvent tout. » (Gonzalo)

Pour le PC (MLM), novembre 2005

ANNEXE : Tract à diffuser dans les quartiers

L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de lutte de classes. TOUS les habitants d'un même quartier, TOUS les habitants de TOUS les quartiers défavorisés sont des FRERES DE CLASSE

Merci à toutes les personnes conscientes qui voudront bien diffuser ce tract aux jeunes de leur quartier, afin de recadrer leur rébellion légitime. 2 choses : remplacer le X par le nom du maire de votre commune l'expression entre guillemets est extraite de la chanson P.O.R.C. de LA RUMEUR
L'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de lutte de classes.

TOUS les habitants d'un même quartier (sauf ceux qui exercent des fonctions répressives pour protéger l'Etat et ses institutions), TOUS les habitants de TOUS les quartiers défavorisés sont des FRERES DE CLASSE.

Ne jouons pas le jeu de ces serviteurs de l'Etat bourgeois, toutes ces ordures qui viennent nous pourrir à la TV, Le Pen, Sarkozy, X, tous "les mêmes vieilles chiennes sur leurs vieilles piles d'oseille".

La révolte de ces dernières semaines est juste mais elle n'est pas constructive. La révolution ce n'est pas brûler les voitures des habitants du quartier et se mettre les Français à dos, la révolution c'est s'en prendre à l'Etat (bâtiments publics, biens des élus...), s'en prendre au Capital (banques, grandes surfaces, beaux quartiers à Paris ou en banlieue friquée...).

Ton voisin de quartier qui te regarde de travers quand il te croise n'est pas raciste, il est manipulé, influencé, lobotomisé par le journal de 20h, dicté aux chaînes par l'Etat.

En revanche, c'est bien l'Etat qui est raciste avec toi quand tu fais des démarches administratives, quand tu subis un contrôle d'identité injustifié et illégal. Le nationalisme, le patriotisme, le fascisme, le racisme, le sexisme sont des armes utilisées par le capitalisme pour nous diviser. Nous sommes tous dans la même merde, même si certains le sont encore plus à cause de leurs origines, de leur couleur de peau.

Alors UNISSONS-NOUS, attaquons-nous aux biens de nos ennemis communs. Nous représentons l'immense majorité, exploitée par une minorité d'élus et de capitalistes.

Ne nous laissons pas arnaquer par ces faux amis et leurs discours bidons, qui nous incitent à poser les armes, à discuter et à aller voter pour nous exprimer. Mais à défaut de véritable projet marxiste-léniniste, VOTER POUR QUI ? UMP, PS, FN, Verts, PC, LCR, LO, UDF même combat : défendre la démocratie.

Et qu'est-ce-que la démocratie ? La dictature du capital, de la bourgeoisie. Alors n'écoutez pas ces traîtres à notre cause, continuons la lutte mais arrêtons de nous en prendre aux biens de nos frères de classe, concentrons toute notre énergie à détruire les biens des capitalistes, de la bourgeoisie.

Et unissons-nous, si ton voisin de palier ne vient pas à toi, viens à lui, explique-lui que tu n'agis pas contre lui mais contre l'Etat, que nous avons tous le même objectif, renverser l'Etat, renverser la bourgeoisie pour mettre en place une société où il n'y aura plus de classe, plus de racisme, plus d'exploitation d'une majorité par une minorité.

PROLETAIRES DE FRANCE, UNISSONS-NOUS

Comité de défense des exploités et de promotion du marxisme-léninisme

Les femmes sont la moitié du ciel - et elles doivent le devenir

La révolte de novembre a été indéniablement une révolte populaire, une expression de la guerre du peuple contre l'État. Mais les révoltes de demain seront d'autant plus profondes et authentiques que les femmes seront à leurs têtes.

Car les femmes sont la moitié du ciel. Pourtant la place qu'elles occupent n'est que ce que les hommes veulent bien leur accorder, ou ce qu'elles ont su conquérir de haute lutte. Les femmes ne doivent plus être une force d'appoint pour une révolte. Elles doivent devenir la force dirigeante de la révolution.

Car quelle est la situation des femmes aujourd'hui? Est-ce la condition émancipée et épanouie que promettaient les idéologues bourgeois des Droits de l'homme ?

Est-ce la situation de quasi-égalité, qu'il n'y aurait qu'à perfectionner pour arriver à « égalité » avec l'homme, comme le supposent les féministes bourgeoises ? Non, rien de tel n'est vrai. Car le couple est organisée selon les besoins de l'ordre social dominant.

Si les femmes travaillent à l'extérieur du foyer, elles sont soumises à une double journée de travail, dont une n'est pas payée. L'espace urbain ne leur est pas ouvert comme aux hommes. Si les hommes vont au café après le travail, la femme elle doit rentrer s'occuper de la maison et des petits.



Si par contre elles ne travaillent pas « à l'extérieur », elles sont alors socialement exclues de la production et ne profitent pas d'une expérience sociale nécessaire.

Leur point de vue, quand il est demandé, vient toujours en second. Les hommes supposent que l'avis des femmes ne vaut pas grand-chose, leur expérience du monde étant limitée. Dans tous les cas, la femme est exploitée, car c'est elle qui est chargée de gérer tout ce qui concerne la famille, c'est-à-dire pour le capitalisme la reproduction de la force de travail.

Les femmes sont exclues.



Ce qui est vrai pour les « adultes » l'est également pour la jeunesse : les adolescentes sont les plus touchées par les tentatives de suicide, par la pratique de l'auto-mutilation, l'anorexie, etc.

Il suffit que la nuit tombe sur les villes, il suffit d'un endroit désert pour que la peur de l'attaque ou du viol renaisse. La maison n'est pas toujours un abri, là aussi les coups peuvent pleuvoir.

Dans la pratique et dans les yeux des hommes, elles sont des appendices, des éléments décoratifs et utilitaires qui peuvent être aussi bien valorisés que finalement rejetés.

Si elles sont « gardées », c'est alors pour le mariage, pour pas pour s'épanouir. Les femmes ont été exclues et infériorisées par les hommes, mais ces derniers imprégnés d'un sentiment de supériorité de la tête au pied, trouvent le moyen d'en rajouter en colportant des blagues sur les blondes, etc.

Exclus du travail productif dans la plupart des cas, et dans tous les cas du processus de décision (à part pour Thatcher ou Golda Meir, exceptions fascisantes confirmant la règle), les femmes restées à l'écart n'arrivent pas à interpréter correctement le monde : le cours des événements leur apparaît obscur, les raisons inconnues et inconnaissables par elles, et l'image patriarcale du mari qui affronte chaque jour le monde pour la « défendre » ressort d'autant plus.

Dans le capitalisme, aucune femme n'est donc « sans travail », parce que toutes les femmes sont ménagères, même celles qui travaillent en-dehors de la maison. Se « marier » a une fonction sociale très importante, constamment rappelé en avant par l'ordre dominant, qui ostracise les « vieilles filles. »

Autrement dit, c'est la spécificité du travail ménager qui détermine la place de la femme, où qu'elle soit et quelle que soit la classe à laquelle elle appartienne.

Le travail ménager est défini non seulement par le nombre d'heures et le type de travail, mais aussi par la qualité de la vie et des rapports qu'il engendre.

Car les rapports sociaux qui engendrent la subordination des femmes aux hommes, le rabougrissement de leur rôle et confinement dans la prison du travail ménager sont plus anciens que le capitalisme, mais ils sont aiguisés à l'extrême par celui-ci.

Pour cette raison, nous affirmons que le rôle de la ménagère de la classe ouvrière, qui a été et reste indispensable à la production capitaliste, détermine la situation de toutes les autres femmes.

Même si une femme fait partie de la bourgeoisie, son modèle social est encadré par le sort de l'immense majorité des femmes du prolétariat. Pour comprendre comment le patriarcat perdure et se trouve renforcé par le capitalisme, regardons comment le passage du féodalisme au capitalisme a forgé historiquement cette division entre hommes actifs indépendants et femmes ménagères dépendantes.

Dans la société féodale, le foyer et la famille étaient des centres de petite production, agricole et artisanale, qui exigeait le travail de tous. Le filage et le tissage se faisaient à la maison. La faible productivité technique exigeait beaucoup de bras pour les travaux des champs, ceux des femmes comme ceux des hommes, des jeunes comme des vieux.

Avec l'avènement du capitalisme, la socialisation de la production s'est organisée autour de l'usine. Ceux qui travaillaient dans ce nouveau centre de production recevaient un salaire, les autres non.

Avec la hausse de la productivité, la nécessité de former les prolétaires dans des écoles, l'usine moderne a bouleversé l'ordre social.

Les femmes, les enfants et les personnes âgées perdaient le pouvoir relatif dont ils jouissaient auparavant et qui tenait au fait que la famille dépendait de leur travail, qui était donc vu comme social et nécessaire. C'est l'apparition de l'industrie qui transforme les uns en salariés, les autres en riens du tout, dépendants des premiers.

C'est à partir de ce moment qu'ils ont commencé à être exclus du foyer tous ceux qui ne procréaient ni ne servaient ceux qui travaillaient pour un salaire. La famille a cessé d'être un centre de production, et avec l'institution de l'école, elle a aussi cessé d'être un centre d'éducation.

Les femmes, les enfants, les vieux, auxquels il faut ajouter les handicapés et les « fous », tirent de là les prémisses de leur exclusion sociale. Évidemment, l'unité hommes / femmes sous le féodalisme était une unité relative.

Dans la mesure où les hommes étaient les chefs despotiques de la famille patriarcale, fondée sur une stricte division du travail, l'expérience des femmes, des enfants et celle des hommes étaient des expériences contradictoires, dont nous portons le lourd héritage.

Les femmes et les enfants avaient pour sort commun de vivre dans l'ombre du père, les femmes appartenait à leur père, puis à leur mari, elles leur devaient obéissance autant qu'au Dieu masculin. Néanmoins, le travail de chaque membre de la communauté de serfs paraissait tendre au même but, que ce soit la prospérité du seigneur féodal ou la survie des membres de la communauté.

La famille entière était obligée de coopérer dans l'unité d'une même soumission, qui impliquait également les femmes, les hommes et les enfants. C'est cette unité que le capital a dû détruire. Le travail salarié est fondé sur la subordination de tous les rapports au rapport du travail salarié.

L'ouvrier a dû entrer en contact avec le capital en tant qu'« individu », c'est-à-dire sans cette protection des liens de parenté.

Le travailleur est « libre » - et donc il est libéré également de la maison, c'est-à-dire de toutes les fonctions ménagères et éducatives, de façon à ce que le maximum de son temps soit libre pour l'exploitation directe, libre pour le capital.



Par conséquent, l'ensemble des services dont les hommes furent dispensés par les exigences de la production capitaliste furent entièrement rejetés sur les seules épaules des femmes. Là commence la carrière principalement ménagère et dépendante des femmes prolétaires.

Le passage de la condition de serf à celle de force de travail libre a créé une nouvelle et grande séparation entre prolétaires hommes et prolétaires femmes, et entre eux et leurs enfants.

On pourra objecter que le capitalisme, en ne voyant en chacun qu'un individu à exploiter, a joué un rôle progressiste en dégageant le terrain des droits individuels, et en faisant dépérir les anciennes obligations familiales et religieuses qui opprimaient les femmes.

Mais justement le dépérissement des lourdes obligations familiales pesant sur les femmes et des croyances religieuses consacrant leur infériorité ne prouve pas du tout la disparition du patriarcat, mais seulement le remplacement d'une de ses formes ancienne par une forme nouvelle et adéquate.

En effet, grâce au nouveau statut de salarié faisant vivre sa famille, la domination de l'homme sur la femme et les enfants a trouvé des racines matérielles tellement fortes qu'elle a rendu inutile l'appui des codifications rituelles, des châtiments légaux et des mythes religieux, comme c'était le cas sous le féodalisme.

Les rapports de propriété et d'argent entre individus, les rapports sociaux qui s'imposent sans phrases, comme des choses, sont la marque distinctive du capitalisme.

« La famille individuelle moderne est fondée sur l'esclavage domestique avoué ou dissimulé de la femme (...) L'homme, de nos jours, doit dans la majorité des cas gagner de quoi nourrir sa famille, tout au moins dans les classes possédantes, et cela lui donne une situation prépondérante qui n'a pas besoin d'être spécialement privilégiée par la loi.

Il est dans la famille le bourgeois, et la femme représente le prolétariat. »
(Engels)

Le patriarcat sort renforcé de sa transformation par le capitalisme, qui a déterminé le rabougrissement du rôle des femmes et accentué le pouvoir des hommes sur elles.

Dans le féodalisme, l'oppression patriarcale n'a pas besoin d'avoir des formes subtiles, car la société est organisée en divisions (aristocratie, clergé, paysannerie, etc.) et sous-divisions (pape, cardinal, prêtre, curé, etc.). La violence brutale contre la femmes est un produit des rapports sociaux - l'écrasement des « sorcières » possédant les traditions matriarcales en fait partie.

Dans le capitalisme la société est démocratique et il n'y pas de hiérarchie pouvant bloquer la circulation du capital ou la force du travail. L'oppression de la femme est donc subtile, elle ne peut s'affirmer directement et passe par la mise en avant de l'aspect naturel : c'est la femme qui a les enfants, c'est à elle de s'en occuper.

La place secondaire de la femme apparaît donc comme « naturel » - tout autant naturel qu'il est normal qu'une femme ait un salaire inférieur, car elle risque de tomber enceinte et donc de nuire à la production.

Le travail ménager est donc naturellement féminin. Et l'une des caractéristique de la nature, c'est d'être infini. Le travail ménager est donc voué à un inachèvement permanent, il ne se termine jamais, car « dans une maison, il y a toujours quelque chose à faire ». Il n'y a pourtant rien en lui de réservé aux femmes, elles ne s'y réalisent pas plus et ne s'y fatiguent pas moins que les hommes.

Il est abrutissant jusqu'à l'angoisse.

Surtout il est différent qualitativement de tous les autres, parce qu'il ne construit rien de ferme et de durable, et parce qu'il se fait dans l'isolement. De là vient l'apparence qu'il s'agit d'un non-travail, d'un travail improductif.

Mais qu'il s'agisse de faire la cuisine, la lessive, de faire des enfants ou de les éduquer, etc. toutes ces tâches qui se font à la maison ont pourtant leur but en-dehors de la maison.

Elles convergent vers un résultat social : reproduire la force de travail. Sans cette reproduction, le capital ne peut pas procéder à son élargissement par l'intermédiaire de la production (de plus-value volée au prolétariat).

Le capital a besoin de travailleurs ayant le temps de manger, de dormir, c'est-à-dire d'avoir une capacité de travail renouvelé. De la même manière, il a besoin de travailleurs éduqués, organisés, afin de pouvoir intensifier leur travail.

Le travail ménager de la femme prolétaire est ainsi un travail social, produit par la classe ouvrière, destiné à la société et profitant aux capitalistes - mais il prend les apparences d'un travail privé, d'une petite économie domestique fermée, du fait de la séparation en familles et en foyers distincts.



De la même manière que le travailleur se fait voler du temps de travail par le capitaliste, qui ne le paie qu'en partie de son travail tout en prétendant payer le travail au prix fort, la femme ne participe apparemment en aucune manière à la production grâce à une division du travail organisé par le capital lui-même.

Les maisons et appartements des prolétaires ont été construits selon les vœux de la bourgeoisie : séparés dans l'espace et strictement étanches les uns par rapport aux autres,

afin d'empêcher un travail collectif qui pourrait amener la négation des exploitations individuelles.

La maison est le lieu même de l'individualité, à l'opposé des habitats organisés pour permettre des travaux sociaux collectifs (crèches, cuisines, laveries, etc.) comme cela a pu être le cas dans les communes populaires chinoises.

Le « home sweet home » permet également au capitalisme d'empêcher des luttes collectives. Ainsi les courses pourraient être faites en commun pour plusieurs foyers, ce qui en abaisserait le prix. Mieux, les magasins pourraient être pillés en commun, ce qui serait la façon légitime de se réappropriier ensemble ce qui a été produit par la classe.

C'est pourquoi le capitalisme a tout intérêt à permettre le développement d'idées réactionnaires dans les grands ensembles- les cités- afin d'empêcher des réalisations collectives. Dans ces ensembles la femme a tout intérêt à gagner d'une réorganisation collective de l'existence, mais le capital utilise le principe de « diviser pour régner. »

En faisant du « jeune homme des cités » le principal protagoniste de la « question sociale des cités », le capital empêche la prise de conscience par les femmes qu'elles sont le principal protagoniste révolutionnaire.

Sans femmes, il n'y a pas de politique révolutionnaire.

« Pour entraîner les masses dans la politique, il faut y entraîner les femmes. Car sous le régime capitaliste, la moitié du genre humain est doublement opprimée par le capital; en outre, même dans les plus démocratiques des républiques bourgeoises, elles sont de véritables "esclaves domestiques" car c'est à elles qu'incombe le travail mesquin, ingrat, dur, abrutissant de la cuisine et du ménage » (Lénine)

Le capital profite également de la question familiale pour empêcher la naissance d'une politique révolutionnaire. Ainsi, entre la femme et la société capitaliste s'interpose la figure du mari, qui donne à son travail l'aspect d'un service personnel.

C'est « son » argent qui est dépensé par la famille. Le mari semble être le seul auquel sont destinés les services domestiques, et cela donne au travail ménager un aspect de servage. Le mari et les enfants, parce qu'il engagent l'affection, par le chantage de l'« amour » au moins socialement symbolique, deviennent les premiers contremaîtres, les premiers contrôleurs de ce travail.

L'épouse devient le lieu où se déchargent toutes les oppressions subies par l'homme dans le travail en dehors de la maison, et en même temps le dernier objet sur lequel l'homme peut exercer un désir de pouvoir.

Sur son dos se déchaîne la domination reçue, qui devient une domination rendue. Cela disparaîtrait si le voile « familial » disparaissait, montrant autant que l'homme, la femme travaille pour le capitaliste.

Si tout le travail se fait à la maison en apparence pour le mari et sans salaire, cela ne veut pas dire qu'il est improductif pour les capitalistes, cela ne veut pas dire que les ménagères prolétaires soient extérieures à la classe ouvrière - voilà ce qu'il faut montrer pour arriver à l'unité populaire.

Même si elles ne produisent pas socialement les marchandises, et si elles ne semblent vouées qu'à l'entretien du travailleur et à sa consommation, les femmes produisent pour cette raison même, dans leur isolement, la plus précieuse des marchandises : le travailleur lui-même.

Pour le marxisme-léninisme-maoïsme, maison et usine sont les deux hémisphères de la production sociale.

L'usine présuppose la maison, tout comme la production présuppose la consommation. Est inclus dans le salaire une partie qui "paie" sans le dire l'existence des femmes, au titre des frais généraux de l'entretien de l'instrument productif, le travailleur.

C'est la thèse révolutionnaire.

Il va de soi qu'il y a de nombreux auteurs petits-bourgeois prétendant que le travail de la femme ne fait pas partie de la production du travailleur masculin. Ces auteurs séparent abstraitement production et consommation, travail de la femme au foyer et du travailleur.

Cela a par exemple été la thèse de Gramsci en Italie, qui disait que « Les ménagères, par la qualité de leur travail, peuvent être rapprochées des artisans, et c'est pourquoi il sera difficile qu'elles deviennent communistes ».

Il ajoutait pourtant tout de suite après, se doutant que sa thèse était erronée : « Toutefois, dans la mesure où elles sont les compagnes des ouvriers et, d'une certaine façon, partagent leur vie, elles sont portées vers le communisme. »

Cela n'empêche Gramsci de conclure : « Par conséquent notre propagande peut influencer ces ménagères; elle peut servir, sinon à les encadrer dans notre organisation, au moins à les neutraliser de façon à ce qu'elles ne constituent pas un obstacle à des luttes éventuelles des ouvriers. » (Compagna, organe du PC d'Italie pour l'intervention parmi les femmes, 2 avril 1922).

Cette thèse de Gramsci est fautive, elle sépare abstraitement la division du travail imposé par le capital. Les trotskystes considèrent les choses sous le même angle, comme Ernest Mandel, le plus important théoricien trotskyste des années 70-80 :

« Le second groupe de produits qui dans la société capitaliste ne sont pas des marchandises mais restent de simples valeurs d'usage correspond à toutes les choses qui sont produites dans la maison. En dépit du fait qu'une grande partie de travail humain entre dans ce type de production domestique, il reste encore une production de valeurs d'usage et non de marchandises.

Chaque fois qu'une soupe est faite ou qu'un bouton est recousu sur un vêtement, cela constitue une production, mais ce n'est pas une production pour le marché. » (Introduction à la théorie économique marxiste)

Ce point de vue est abstrait, il sépare le travail ménager du circuit productif auquel il appartient.

Il fait comme si ce travail n'était pas connecté au mode de production, et au final, il exclut les prolétaires ménagères de la classe ouvrière : voilà pourquoi chez les trotskystes le féminisme a toujours été au mieux une question largement secondaire, ou une revendication abstraite, purement idéologique.

Ce point de vue petit-bourgeois selon lequel « les bonnes femmes » ne font pas partie de la classe est extrêmement répandu, particulièrement dans l'aristocratie ouvrière. Cette erreur, cette occultation du pouvoir des femmes, est à la racine de la politique révisionniste et syndicaliste, fondée sur l'idéologie capitaliste comme quoi le travail c'est : l'entreprise et le bulletin de paie.

Alors que le travail c'est toute la production, et donc dans le quotidien du travailleur le loyer, l'inflation, les transports, les factures, les intérêts, les impôts indirects, etc.

Ou comme le disent Marx et Engels : « Une fois que l'ouvrier a subi l'exploitation du fabricant et qu'on lui a compté son salaire, il devient la proie d'autres membres de la bourgeoisie : du propriétaire, du détaillant, du prêteur sur gages, etc. »

La lecture syndicaliste de l'histoire exclut les femmes du processus historique. Le syndicalisme c'est l'illusion de l'union de la classe et de la victoire, car « sans le pouvoir tout est illusion. »

Ainsi le pourcentage d'augmentation que les prolétaires peuvent gagner par une lutte revendicative sera reperdu au supermarché, puisque les capitalistes détiennent le pouvoir, notamment celui de répercuter sur les consommateurs toute concession faite aux producteurs, et d'organiser grâce à l'État une inflation conforme à leurs intérêts.

Ainsi ils font payer à la classe toute entière l'augmentation concédée à un fragment de la classe. Quelle est alors l'organisation de la classe capable de saisir en une prise toute la chaîne et ainsi de représenter toute la classe? Est-ce le syndicat, qui défend les seuls salariés? Non, c'est le Parti.



Lui seul est capable de défendre toute la classe, femmes et chômeurs compris, et d'attaquer la bourgeoisie et son État au niveau social, c'est-à-dire sur tous les plans de la vie.

Au grand désespoir des réformistes de toutes tendances, nous maoïstes sommes les seulEs à viser cela.

Les raisons qui font que nous valorisons la tâche de construction du parti pour la révolution, le travail idéologique et le féminisme révolutionnaire, reviennent au fond à une seule : la prise en compte de la classe DANS SON ENSEMBLE et de sa lutte pour le pouvoir, pour TOUT le pouvoir.

Un point central que nous maoïstes mettons systématiquement en avant est l'unité de la classe. Il y a une seule classe ouvrière qui rassemble aussi bien les gens qui produisent les marchandises contre un salaire, que toute l'armée de réserve des gens au chômage, des RMistes, les femmes prolétaires sans salaire, leurs enfants, leurs personnes à charge.

Pour les révisionnistes au contraire, il n'y a pas de classe ouvrière, ou alors elle est confondue avec « les ouvriers », « les salariés », etc.. Pourquoi ces gens-là noient-ils la position de classe?

Parce que ce que les groupes réformistes ou révisionnistes défendent, ce ne sont pas les besoins généraux de la classe et sa tâche historique, qui est d'éliminer l'exploitation pour toujours, mais au contraire les intérêts particuliers et momentanés de différentes couches sociales allant de la petite-bourgeoisie fonctionnaire à l'aristocratie ouvrière syndiquée.

Cette opposition des contenus entre opportunisme et communisme entraîne une opposition dans les formes de lutte et le style de travail. Leur méthode, c'est le radicalisme verbal, l'indignation moralisante et le populisme viril, qui puise ses arguments et son langage non pas dans le socialisme scientifique mais dans la culture « revendicatrice » du jour présent.

La culture reproduite ainsi est brutalement patriarcale. Son fond contre-révolutionnaire, c'est la recherche du compromis « avantageux » à l'intérieur du système. Cette pratique est à rejeter violemment, car elle désarme les masses.

Notre méthode, c'est l'enquête à la base, au cœur des masses populaires, accouplée au marxisme-léninisme-maoïsme, à l'étude scientifique de la société. Dégager une ligne de masse, la synthétiser afin de la populariser sous forme condensée et ainsi donner des armes aux masses, enflammer les cœurs et les consciences des gens, les organiser pour la lutte révolutionnaire.

Notre méthode, c'est armer les masses pour qu'elles deviennent capables de tout diriger.

Cette division en deux classes, deux idéologies, deux lignes, devient particulièrement évidente lorsqu'il est question de la violence révolutionnaire et du féminisme révolutionnaire.

Pour démarquer les vrais communistes des faux, rien n'est plus révélateur que l'attitude face à l'État, face à la question de la prise du pouvoir d'État par la violence révolutionnaire, que ce soit dans les semi-colonies ou dans les centres impérialistes. Mais tout aussi révélatrice et tout aussi profonde est la ligne de démarcation sur la question du pouvoir des femmes, dans la production et dans la révolution.

Deux lignes s'opposent : pour les révisionnistes, "les femmes sont aussi des hommes". La lutte est démocratique seulement, les femmes doivent gagner des droits individuels qui les rapprochent des hommes, avec pour horizon une « égalité » qui ne touche pas au patriarcat, qui ne touche pas à la position dominante des hommes dans le rapport hommes/femmes produit par le capitalisme.

Dans la production comme dans la révolution, les révisionnistes considèrent que la place des femmes est périphérique et subordonnée. S'ils ne le disent pas ainsi ouvertement, ils n'en parlent jamais, ce qui en pratique revient au même.

Les communistes au contraire disent « les hommes sont aussi des femmes ». La lutte est révolutionnaire : le pouvoir des femmes bouleverse les places dans le rapport hommes/femmes.



C'est dans la matrice des femmes que sont engendrés aussi bien les femmes que les hommes. Eve ne sort pas de la côte d'Adam, c'est le contraire qui est vrai.

Les femmes sont la force productive fondamentale de l'humanité. Le matriarcat et le communisme précèdent l'exploitation. Le patriarcat est contemporain et synonyme de l'exploitation : cette longue phase n'est qu'un détour dans l'histoire de l'humanité. Le communisme remet l'humanité sur ses pieds, il est l'aboutissement logique de l'humanité en quête d'elle-même.

Le communisme développé est donc le rétablissement à un stade culturel et technique supérieur de l'égalité à dominante féminine du communisme primitif. Les femmes prolétaires ont plus de raisons de vouloir la révolution, elles ont un besoin de communisme plus aiguisé que les hommes.

En effet, si le travail des femmes est éreintant et aliénant, ce n'est pas parce que manquent les machines, c'est parce que les femmes sont isolées. La révolution socialiste libère les femmes du ghetto du foyer en socialisant toutes ces tâches soit-disant domestiques : vers la collectivisation de la vie.

« Pour que la femme soit complètement libérée et réellement l'égale de l'homme, il faut que les travaux domestiques soient transformés en service public et que la femme participe au travail productif général. Alors la femme aura une position égale à celle de l'homme. » (Lénine)

Lorsqu'elles se révoltent, les femmes donnent des leçons aux hommes. Dans la révolution, elles se montrent souvent les plus fermes.

C'est leur place à la fois déchu et active dans la production qui détermine leur goût vorace du concret et leur perfectionnisme dans l'exécution des tâches révolutionnaires.

Lorsque les femmes entrent dans la lutte, elles assument la lutte pour leur propre libération, ainsi que celle des masses populaires dans leur ensemble. Seulement cela ne se fait pas encore beaucoup, parce qu'entre le besoin de communisme des masses et sa réalisation, se dressent les habitudes, la propriété privée et l'idéologie dominante.

C'est là qu'intervient le Parti : pour faire élever le niveau de conscience et généraliser les luttes pour le pouvoir. Les femmes sont la moitié du ciel- et elles doivent le devenir.

Pour le PCMLM, décembre 2005.

Continuons le processus enclenché, continuons à nous rebeller !

« Un marxiste ne peut considérer d'une façon générale comme anormale et démoralisante la guerre civile, ou bien la guerre de partisans qui est une de ses formes. Le marxiste se tient sur le terrain de la lutte de classes, et non de la paix sociale.

Dans certaines périodes de crises aiguës, économiques et politiques, la lutte de classes aboutit dans son développement à une véritable guerre civile, c'est-à-dire à une lutte armée entre deux parties de la population.

En de telles périodes, le marxiste a l'obligation de se placer au point de vue de la guerre civile.

Toute condamnation morale de celle-ci est absolument inadmissible du point de vue du marxisme.

A une époque de guerre civile, l'idéal du parti du prolétariat est un parti combattant. C'est absolument incontestable. » (Lénine, La guerre des partisans)

Nous voulons dire ici quelques mots à propos de la situation issue de la révolte de novembre. Parce que pour nous celle-ci continue. Pour nous la révolte est dans l'ordre des choses ; pour nous il est normal que les masses se révoltent. C'est là-dessus que se fonde notre stratégie communiste.

« Depuis des millénaires les masses vivent victimes de l'oppression et de l'exploitation et toujours elles se sont révoltées; c'est une longue et inépuisable histoire...

Depuis toujours, depuis qu'elles combattent, les masses ont réclamé l'organisation de la rébellion, qu'on l'arme, qu'on la soulève, qu'on la dirige, qu'on la conduise. Il en a toujours été ainsi et il en sera toujours de même, et quand apparaîtra un autre monde cela en sera ainsi également, mais autrement.

Les masses réclament l'organisation de la rébellion, pour cela le Parti, ses dirigeants, ses cadres et ses militants ont une obligation, aujourd'hui impérieuse, et un destin: organiser le Pouvoir désorganisé de la masse et cela on ne peut le faire qu'avec les armes.

Il faut armer les masses peu à peu, secteur par secteur, jusqu'à l'armement général du peuple et quand cela se produira, il n'y aura plus d'exploitation sur la Terre. » (Gonzalo)

L'une des accusations qui a été faite par ceux qui sont social en paroles, impérialiste dans les faits, est que cette révolte était aveugle, que les révoltés étaient des « lumpen », qu'un tel mouvement était apolitique car n'avait pas de revendications.

Il va de soi qu'un tel discours est celui de représentants de couches sociales opposées à la révolution. Car c'est la jeunesse prolétaire qui s'est révoltée. Un mouvement révolutionnaire ne peut pas partir de fonctionnaires, dont le poste est garanti à vie, ni des étudiants, qui espèrent tout de même avancer dans le système et s'en sortir individuellement.

Il était inévitable également que les travailleurs subissant le chantage au chômage dans les entreprises capitalistes n'osent pas du jour au lendemain se rebeller, surtout quand tout le monde sait que les syndicats sont opposés aux conflits durs et à la confrontation avec les entreprises.

Il fallait donc que cela soit ceux qui n'ont rien à perdre qui lèvent le drapeau de la révolte et qui rejettent l'ordre social.

« La pauvreté est une force motrice de la révolution, les pauvres sont les plus révolutionnaires, la pauvreté est le plus beau des chants.... La pauvreté n'est pas une opprobre, c'est un honneur. » (Gonzalo)

De plus, une critique de la révolte sincère ne regretterait qu'une chose : qu'il n'y ait pas eu une organisation authentiquement révolutionnaire capable d'approfondir et d'élargir le mouvement.

La révolte montre que les masses ont besoin d'un Parti Communiste authentique pour diriger la lutte afin que celle-ci triomphe.

« Il est évident, en effet, que tant qu'existera le régime capitaliste, avec ses corollaires, la misère et l'état arriéré des masses populaires, le prolétariat ne pourra, dans sa totalité, s'élever au niveau de conscience désirable ; et qu'il faut, par conséquent, un groupe de dirigeants conscient pour faire l'éducation socialiste de l'armée des prolétaires, l'unir et la guider pendant la lutte. » (Staline, Classe des prolétaires et parti des prolétaires)

L'État et les bourgeois ont leurs idées toutes faites et de grands moyens matériels ; leur pratique c'est le « blitzkrieg. »

Les capitalistes doivent préserver leurs intérêts à court terme, coûte que coûte.

A l'opposé, les masses ont des idées neuves, qui mettent du temps à se développer ; et les moyens matériels sont faibles lorsque les masses ne sont pas organisées.

Pourtant la jeunesse révoltée a osé, elle n'a compté que sur elle-même. Elle n'a pas écouté ceux qui lui disaient qu'il ne fallait pas le faire, comme les mafias qui préfèrent le calme pour leur business, les religieux qui veulent intégrer l'État, etc.

Elle s'est organisée comme les masses s'organisent toujours lorsqu'elles se révoltent. Il s'agit d'une rébellion authentique. C'est pour cela que la bourgeoisie pousse d'autant plus la fascisation.

Les élections présidentielles vont être prétexte à un nouveau duel entre la bourgeoisie traditionnelle (celle du oui à la constitution européenne) et la bourgeoisie impérialiste qui veut appliquer une ligne dure en s'alliant aux classes moyennes plus que jamais opposées au prolétariat (couches sociales ayant soutenu le non social-chauvin à la constitution européenne).

Nous pensons que la révolte a été une remise à niveau, qu'elle est un début d'un large mouvement où les consciences vont s'éveiller et comprendre le monde où nous vivons.

Mais une telle avancée dans la lutte de classe ne va pas sans contre-révolution, sans poussée de la lutte des classes du camp ennemi.

Voilà pourquoi la bourgeoisie a d'ailleurs diffusé tous les mensonges possibles sur la révolte.

On a parlé de causes religieuses, ethniques, banlieusardes, etc. On a parlé d'actions violentes pour être violentes, on a parlé d'actions n'ayant aucun sens, de destructions gratuites.



Même ceux qui se prétendaient en opposition au système capitaliste ont repris ce refrain. Leur masque social-impérialiste est tombé : leur discours est social, mais leur pratique impérialiste ; en fait ils veulent surtout une France paisible et forte.

Cela explique d'ailleurs aussi pourquoi ces sociaux-impérialistes ne rejettent pas l'énergie nucléaire ni l'arme atomique, pourquoi ils veulent des services publics forts, une France indépendante, pourquoi ils ne critiquent jamais l'armée, pourquoi ils attaquent non pas l'État mais seulement le gouvernement, etc.

La ligne des partis politiques est de sauver la France impérialiste, par tous les moyens. Le rôle des communistes authentiques, des marxistes-léninistes-maoïstes, est à l'opposé de briser la France impérialiste.

« Ce n'est qu'en organisant cet océan armé des masses que l'on pourra défendre ce qui a été conquis et développer les révolutions démocratiques, socialistes et culturelles. »

Le Président Gonzalo rejette ceux qui affirment que les masses ne veulent pas faire la révolution, ou bien qu'elles n'appuieront pas la guerre populaire ; il nous enseigne que le problème ne réside pas dans les masses, car celles-ci sont prêtes à se rebeller, mais dans la volonté des Partis Communistes d'assumer leur obligation qui consiste à les diriger et à les soulever en armes. » (Parti Communiste du Pérou, La ligne de masses)

Nous sommes d'ailleurs très heureux que les camarades du Pérou aient mis sur le même plan, dans un récent communiqué, la révolte des quartiers populaires en France avec l'affrontement des masses de la Nouvelle Orléans contre les forces armées des USA.

De la même manière ils ont raison de critiquer sans pitié aucune ceux qui font l'apologie des guerres populaires dans les pays du tiers-monde et n'assument pas la lutte dans leur propre pays.

Cette idée est courante dans toute l'Amérique du Nord que l'internationalisme consiste à applaudir des guerres populaires ailleurs et que cela permet d'éviter de se confronter à l'État de sa propre bourgeoisie.



Rien ne distingue ces « soutiens » de l'extrême-gauche légaliste, à part le contenu des tracts et des slogans, et quand le cadre de la légalité est dépassé on crie à l'anarchiste, à l'écoterroriste.

Notre attitude doit être la même que celle de Lénine : *« Lorsque je vois des social-démocrates qui, fièrement, avec suffisance, déclarent: nous ne sommes pas des anarchistes, ni des voleurs, nous ne livrons pas au pillage, nous sommes au-dessus de cela, nous rejetons la guerre de partisans, je me demande si ces gens-là comprennent ce qu'ils disent. »* (Lénine, La guerre des partisans)

Est-il ainsi possible de s'affirmer en faveur de la guerre populaire dans son propre pays impérialiste, sans proposer une analyse de fond des événements en France?

Non cela n'est pas possible.

Mais c'était inévitable lorsque des petits-bourgeois qui ont une vision étudiante de la révolution, qui ne voient pas la résistance qui existe déjà pour préférer fantasmer sur comment la révolution devrait être, tentent d'usurper le titre de maoïste, comme c'est le cas en Amérique du Nord.

Quelles sont les principes communistes concernant la lutte et ses formes?

« Le marxisme s'instruit, si l'on peut dire, à l'école pratique des masses; il est loin de prétendre faire la leçon aux masses en leur proposant des formes de lutte imaginées par des « fabricants de système » dans leur cabinet de travail. » (Lénine, La guerre des partisans)

« Quelles exigences essentielles doit présenter un marxiste dans l'examen des formes de lutte ?

En premier lieu, le marxisme diffère de toutes les formes primitives du socialisme en ce qu'il ne rattache pas le mouvement à quelque forme de combat unique et déterminée.

Il admet les méthodes de lutte les plus variées, et il ne les « invente » pas, il se borne à généraliser, organiser, rendre conscientes les formes de lutte des classes révolutionnaires, qui surgissent spontanément dans le cours morne du mouvement.

Absolument hostiles à toutes les formules abstraites, à toutes les recettes de doctrinaires, le marxisme veut que l'on considère attentivement la lutte de masse qui se déroule et qui, au fur et à mesure du développement du mouvement, du progrès de la conscience des masses, de l'aggravation des crises économiques et politiques, fait naître sans cesse de nouveaux procédés, de plus en plus variés, de défense et d'attaque. » (Lénine, La guerre des partisans)

Et si l'on prend par exemple la manière dont s'est organisée la jeunesse révoltée, était-ce si différent justement des principes mis en avant par Lénine ?

« Les détachements doivent s'armer eux-mêmes, chacun faisant son possible (fusils, revolvers, bombes, couteaux, casse-têtes, bâtons, chiffons imprégnés de pétrole pour servir de brandons, cordes ou échelles de corde, pelles pour la construction des barricades, capsules de pyroxyline, fils de fer barbelés, clous (contre la cavalerie), etc.).

En aucun cas n'attendre d'aide de côté, d'en haut, du dehors, se procurer tout soi-même. » (Lénine, Les tâches des détachements de l'armée révolutionnaire)

C'est bien ce qu'on fait les masses. Comme on le voit le niveau d'organisation des jeunes prolétaires était d'un haut niveau. Cette organisation provient d'une longue tradition dans les quartiers, une tradition qui va au-delà de l'histoire des cités-dortoirs pour puiser jusque dans les bidonvilles des années 1960-70.

Tout cela démontre que la thèse communiste sur les luttes de classe est juste et correcte, que le prolétariat est bien la classe révolutionnaire qui n'a rien à perdre que ses chaînes, et que sa manière de lutter est la guerre populaire, que dans la guerre du peuple le peuple ne compte sur rien d'autre que lui-même.

La révolte est partie de la partie du prolétariat la plus exploitée et la plus opprimée, non pas simplement dans une ou deux zones géographiques, mais dans tout le pays. Toute la jeunesse prolétarienne s'est reconnue dans cette lutte, et a assumé la lutte contre l'ennemi : l'État.

Le peuple en action, voilà la solution et voilà ce qui s'est passé. Ce qu'il faut regretter c'est que l'ensemble du prolétariat n'ait pas rejoint la révolte.

Le prolétariat aurait dû suivre sa composante la plus opprimée et la plus déterminée : la jeunesse prolétarienne.

Ce qu'il faut critiquer, c'est la soumission des révolutionnaires de salon à la petite- bourgeoisie, révolutionnaires de salon qui ne conçoivent qu'une lutte syndicale et associative, et qui s'enfuient dès que les luttes de classes s'emballent.

Parmi ces gens il y en a aussi pour arriver quand tout est ni et prétendre, eux, « comprendre. » Les masses n'ont pas besoin qu'on les comprenne, elles ont besoin qu'on les organise. Car oui, c'est vrai, le peuple veut la guerre, oui les masses veulent détruire l'État. Seuls les partisans du capitalisme peuvent critiquer cela et la violence qui en découle.

Seuls des petits-bourgeois peuvent préférer un monde paisible, ne dérangeant pas leur commerce. Et seuls des traîtres peuvent rejeter la révolte, ou la passer sous silence, sous prétexte que les formes de la lutte ne sont pas « adéquates. »

En fait, ceux qui critiquent soi disant non pas le mouvement mais la pratique du mouvement ne comprennent pas ce qu'est la guerre du peuple. Ceux qui disent cela s'imaginent que les masses n'existent que passivement, qu'elles sont subordonnées à des intellectuels « progressistes. »

C'est un point de vue petit-bourgeois, qui vise à subordonner les masses à des initiatives petites-bourgeoises, qui pullulent d'ailleurs désormais (initiatives pour aller voter dans les quartiers, refus d'une critique du capitalisme pour une vision ethnique de l'histoire, etc.).

Lorsque nous, marxistes-léninistes-maoïstes, disons que nous sommes pour la guerre populaire, cela signifie que pour nous le peuple en action est synonyme de libération.

La « guerre populaire » n'est pas un concept inventé dans un livre et signifiant l'enrôlement des masses; c'est au contraire la généralisation du principe d'organisation des masses par elles-mêmes, masses dont les communistes sont les éléments les plus avancés.

La rébellion de novembre a montré que ceux qui rêvaient d'un grand soir tranquillement organisé par des syndicats défendaient une ligne petite-bourgeoise, et qu'ils n'ont rien compris aux principes essentiels de la lutte populaire, à sa nature même.

La révolte a été une rébellion qui possède la même nature que la guerre populaire.

Ceux qui n'attribuent pas à la rébellion le caractère de guerre populaire sont des idéalistes, qui ne considèrent pas que les masses font l'histoire et qui ne considèrent pas qu'il est dans la nature même des masses de vouloir la destruction de l'État.

Toute révolte est une composante de la grande rébellion, est un enseignement pour comment il faut lutter pour vaincre, et cet enseignement est conservé et généralisé par les communistes.

Voilà pourquoi c'est le rôle du Parti Communiste d'éduquer les masses en leur montrant leur véritable nature; les masses savent au plus profond d'elles-mêmes qu'elles sont opprimées et exploitées, mais elles n'osent pas se saisir collectivement comme masses.

Le Parti Communiste est la synthèse du principe que les individus sont socialement reliés les uns aux autres et que l'histoire est l'histoire de la lutte des classes ; l'histoire est l'histoire des masses, ce sont elles qui font l'histoire, voilà le principe et l'idéologie.

Les communistes sont la mémoire des luttes des masses pour leur libération, et donc nécessairement leur direction politique. La révolte de la jeunesse prolétarienne n'est pas une « révolte des banlieues. »

C'est une révolte dans la continuité de la révolte des masses contre l'oppression. C'est une rébellion.

Voilà le principe essentiel de la ligne de masses des communistes authentiques. Et la tâche des communistes, c'est d'accepter le développement inégal de la révolution, le décalage entre la situation sociale et la pratique des masses, pour tout remettre à niveau et développer la conscience révolutionnaire. Voilà les tâches très pratiques des communistes dans les mois à venir.

Pour le PCMLM, janvier 2006.

10 ans après les émeutes de novembre 2005 en France

[Article publié le 27 octobre 2015 sur lesmaterialistes.com]

Il y a des moments dans l'histoire d'un pays où la vie quotidienne, avec son train-train, est bouleversée.

Tout s'accélère, brutalement ; les masques politiques et sociaux tombent, tout se révèle à la face de la société.

La crise de mai 1968 a été un tel moment, et d'une manière moins importante mais significative, les émeutes de novembre 2005 ont également consisté en un moment de ce type.

Psychologiquement, cela a été un moment frappant, quasi traumatisant. Si une révolte de banlieues existait comme possibilité aux yeux de la société française, cela restait quelque chose de vague, sans réalité.

C'est pourquoi la société française a été frappée de stupeur, littéralement. Il y a ici quelque chose de dommage, et d'inévitable, et d'historiquement très important.

D'inévitable, parce que l'année 2005 était un tournant. Il y avait alors en au mois de mai le référendum sur la constitution européenne, et le « Non » qui avait gagné apparaissait au PCF(mlm) comme social-chauvin, ouvrant la voie au Front National.

Ceux qui réduisent la lutte de classes aux revendications économiques – aidant le fascisme tant en pratique que sur le plan des idées – semblaient avoir gagné.

Si le « Non » avait eu un autre contenu, authentiquement progressiste, réellement de luttes de classes, les émeutes de novembre 2005 n'auraient d'ailleurs pas eu cet effet de division au sein des masses populaires françaises.

Mais comme le « Non » était social-chauvin, les émeutes de novembre 2005 ont été dénoncées, de manière unilatérale.

Le Parti Socialiste et le Parti « Communiste » français les condamnaient, pendant que l'extrême-gauche, si prompt à parler de « révolution », était entièrement déboussolée, et n'avait qu'un seul mot d'ordre : se dissocier, à tout prix.

À ce titre, il est significatif que les anarchistes et les trotskystes n'aient pris position qu'une fois que l'état d'urgence a été proclamé. Ils n'ont commencé à parler qu'une fois que l'État avait eu l'initiative, révélant leur nature de supplétif « démocratique » du capitalisme.

Personne ne savait quoi faire de cette violence anti-étatique... personne, bien entendu, à part le PCF(mlm) et les secteurs de les militants révolutionnaires autonomes assumant l'antagonisme avec le mode de production capitaliste.

Car pour le PCF(mlm) comme pour les milieux autonomes alors, 2005 aurait pu être une conjonction historique.

Les masses populaires avaient connu, dans le secteur de la jeunesse, de multiples expériences de luttes de classe franchement antagoniques avec le capitalisme, notamment avec les luttes anti-CIP (Contrat d'Insertion Professionnelle ou « SMIC Jeunes »), en 1994.

Du côté des travailleurs, les grèves de 1995 avaient été la plus forte vague de ce type depuis 1968 ; il y avait eu de réelles mobilisations de masse tant dans le public que dans le privé contre le « plan Juppé » sur les retraites et la Sécurité sociale.

La culture prolétarienne des assemblées générales était particulièrement vivante et la possibilité d'une vraie émergence d'une autonomie populaire assumant l'antagonisme était considérée comme possible...

Cependant, en l'absence de ligne révolutionnaire correcte – ce que seul le matérialisme dialectique permet –, ce sont les réformistes qui ont gagné, aidés de ceux qui ont révisé le marxisme (le P«C»F) et des anarcho-trotskyistes.

Les émeutes de 2005 apparaissaient comme une possibilité de réactiver l'antagonisme ; la position du PCF(mlm), comme des milieux autonomes, était très claire : l'histoire se faisait et il y avait quelque chose qui pouvait éclore.

Considérant que la violence révolutionnaire est historiquement accoucheuse de l'histoire, le PCF(mlm) a considéré que les émeutes de 2005 étaient un élément important de la guerre du peuple contre un régime réactionnaire.

Et c'était indéniablement juste : on ne peut pas affirmer que les émeutes de 2005 ont été « réactionnaires » ou bien « apolitiques ».

Ces émeutes s'opposaient à la passivité, à la fuite dans le trafic de drogues ou les religions. Se mobiliser pour affronter l'État – et c'est cela qui s'est déroulé – est un fait d'une nature propre au prolétariat, de par sa situation dans le mode de production capitaliste.

La mort dramatique de deux jeunes poursuivis par la police était présentée par les médias et les institutions comme un « fait divers » et cela n'a pas été accepté moralement.

En fait, un secteur des masses populaires s'éveillait, avait une prise de conscience. Du point de vue communiste, il fallait donc saluer une révolte populaire, appeler à ce qu'elle s'approfondisse culturellement, idéologiquement.

Cette révolte n'a, toutefois, abouti à rien et cela est très visible dans le fait qu'elles n'ont justement pas donné lieu à un mouvement d'assemblées générales permettant l'organisation des masses.

En fait, elle a témoigné d'une fracture des masses populaires, entre les secteurs populaires des banlieues, de culture très urbaine et souvent liées à l'immigration, et les masses populaires de la « France profonde ».

L'échec de l'union des masses a provoqué l'émergence d'Alain Soral, de Dieudonné ; cela a renforcé Marine Le Pen. L'extrême-gauche s'est précipitée dans les thèses d'ultra-gauche, exprimant le point de vue des bobos de centre-ville tentant de gagner les banlieusards.

Les banlieues se sont elles aussi plongées dans les thèses post-modernes, notamment avec l'Islam. Les masses populaires de province ont, quant à elles, considéré qu'elles étaient seules, abandonnées de tous, et ont choisi de soutenir le Front National.

Tout aurait pu être très différent. Et la question de l'unité des secteurs populaires doit donc être bien à l'esprit des progressistes : on a là un contre-exemple historique.

Quelques paroles de la B.O. de Ma 6-T va crack-er

« La sédition est la solution, révolution.
Multiplions les manifestations, passons à l'action.
La sédition est la solution, révolution.
Multiplions les manifestations, maintenant
dégainons.
L'explosion de toutes les cités approche.
D'abord des gens fâchés qui n'ont pas la langue dans
la poche.
Faisant partie d'un parti d'avant-garde guidé
Par des principes à renverser la société.
Juste pour le plaisir, je répète :
Ma 6Tva crack-er, une révolution complète »
(2-bal et Mystik, La sédition)



« Tu le vois. Quoi ? Ne me dis pas que tu le vois pas.
Ca saute aux yeux gars, ma té-ci va ké-kra.
Tu le sais refré, vingt ans que ça dure la poisse aux aguets.
Ne le nie pas, c'est un fait, rien ne cicatrise ses plaies.
Les tours m'entourent, les cloches de l'église sonnent.
Ce n'est pas le glas, gars, mais c'est tout comme.
J'observe la fourmilière, ses carreaux cassés, bâchés.
Toute une vie à passée à tchatcher, dans le ciment gâchée.
Dans les plans foireux, tant et tant de fois marché »
(Ménélik, Ma té-ci va ké-kra)



« Le sang et le feu sont réclamés par la foule,
sur le bitume l'engrenage se déroule.
Foutre le dawa, niquer la rhala,
les flammes de l'enfer vu que le paradis n'est pas. »
(Passi, Les flammes du mal)

« Wayawayoy! Grandes sont les tentations du Malin
Beauval, Collinet, les Bousquets et les Franc-Moisins
Stressés par les keufs, c'est la routine du quotidien
On est au bord du gouffre, mais resserons les liens
Oublions toutes les galères de cette vie de chien »
(Tiwony, Pas de Timinik)

« Fini le temps des oppresseurs, passe la main aux opprimés
 Chaud devant, le compte à rebours est déclenché
 Fini le temps des oppresseurs, passe la main aux opprimés
 Chaud devant, les mauvais garçons vont tout faire sauter
 La majorité de nos forces armées, composées de tarés
 A été formée par l'état d'esprit de la cité » (2 bal 2 Neg' et Mystik, Le temps des opprimés)



« Le manque d'argent pèse, les mecs deviennent avides
 Les potes s'arnaquent ou se braquent, dès que le jour se débine
 Les murs finissent par craquer, les jeunes finissent au parquet
 Les dealers ont craqué, le crack fait son entrée
 Les frères se foutent des frères, c'est tout pour le profit, finir ainsi, mmh
 C'est donc ça nos vies
 20 ans déjà, on boit la 16 et les sachets de Smecta
 La clique fout le souk avec des plaques de zetla
 Ville côté cour, France côté merde
 Epie les couleurs du tableau, son cadre
 C'est donc ça nos vies » (IAM, C'est donc ça nos vies)

« Tant de remises en question pour de vains espoirs de femmes
 Moi je me tire de là, je ne verserai pas une larme
 Tant de remises en question pour de vains espoirs de femmes
 Moi je me tire de là, je ne verserai pas une larme
 Reste poli, je n'suis pas ton territoire
 Quand tu as tes crises de comédie, j'ai peur de ne plus m'émouvoir
 Tu as bien failli faire de moi ta femme esclave
 Mais au fond de moi, je n'ai jamais admis que ton esprit se délasse
 Trop de palabres, trop de lavage de cerveau pour penser de moi-même
 J'ai pris des gants pour tout, et pour chaque dilemme
 Oh non, j'ai plus le temps de faire de magie pour te plaire
 J'étais sincère; mais toi et ta jalousie m'avez mis aux fers »
 (K-Reen / Shurik'n - Savoir Dire Non)

« La roue tourne dans le quartier
 Dans le quartier rempli de galérianos de tous poils
 La roue tourne dans le quartier
 Pour ceux qui regardent la vie par les trous d'un barillet
 Mes années passées dans le quartier ont laissé des traces indélébiles »
 (Arco et Mystik, La roue tourne)

